

HISTOMAG'44

Premier bimestriel historique gratuit

FORUM LE MONDE EN GUERRE

La seconde guerre mondiale pour des passionnés par des passionnés

N°69

Janvier -

Février 2011

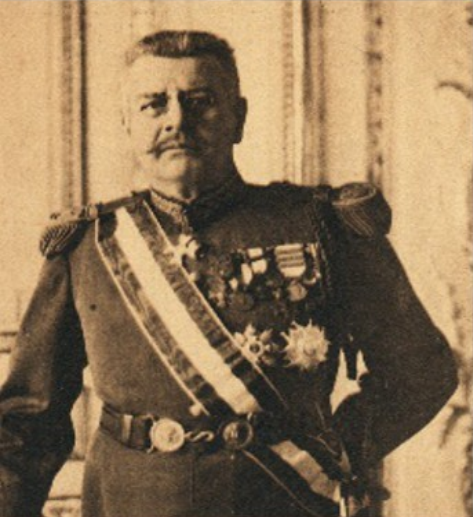
www.39-45.org



DOSSIER : Le pillage de l'Europe par les nazis



Les Tobrouks



Les armes de la vengeance

Avec la participation d'Annie Lacroix-Riz, de Kristián Bene et de Vincent Jauvert du nouvel observateur



www.39-45.org/histomag

Contact rédaction Histomag@39-45.org

Directeur de publication : Stéphane Delogu
Rédacteur en chef : Daniel Laurent
Conseiller de rédaction : Prosper Vandembroucke
Responsables qualité : Nathalie Mousnier, Germaine Stéphan et Laurent Liégeois
Responsable mise en page : Alexandre Prétot
Responsables rubriques : Jean Cotrez et Philippe Massé

Auteurs

- Kriztián BENE
- Jean COTREZ
- Eric GIGUERE
- Gérard HIMBER
- Vincent JAUVERT
- Annie LACROIX-RIZ
- Daniel LAURENT
- Paul-Yanic LAQUERRE
- Magalie MAITRE
- Philippe MASSE
- Xavier RIAUD
- Germaine STEPHAN
- Prosper VANDENBROUCKE

LIGNE EDITORIALE

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire. A ce titre, ce magazine est le premier bimestriel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation. Si vous êtes intéressé pour devenir partenaire de l'Histomag'44, veuillez contacter notre rédacteur en chef.

en partenariat avec



<http://www.histoire-pour-tous.fr/>



<http://www.dowpanzer.be/>



<http://www.histokit.com/>



<http://www.histoired1monde.fr/>



SOMMAIRE

L'édito	3
Dossier : <i>Les pillages économiques nazis</i>	
- L'or nazi	4
- Le « mécénat » artistique de Goering	9
- Le pillage de la France – 1ere partie	11
- Le cas belge	20
- Les compromissions de Monaco	28
- La Hongrie	33
Quel sauveur pour la France ?	37
Les armes folles de la vengeance	56
BTP, les tobrouks	59
Fernand Desmarest, le prisonnier aux 3 évasions	64
Ken Yuasa, un criminel repent	68
Livre : Les parachutistes SAS de la France libre	71
Livre : La traque du mal, interview de Guy Walters	74
Livre : Le Vatican, l'Europe et le Reich	
interview d'Annie Lacroix-Riz	76
Livre : La Popessa	78
Livre : Les militaires dans la Résistance	80

Editorial

Par Daniel Laurent

Chers lecteurs,

La trêve des confiseurs exige que l'équipe de l'Histomag'44 présente ses meilleurs vœux à tous nos lecteurs, ce que nous faisons avec grand plaisir mais sans illusions.

Que l'année 2011 vous soit à tous des plus positive, des plus enrichissantes.

Ce que nos amis chrétiens appellent « l'esprit de Noël » existe, certes, mais est mondialement pollué par « l'esprit du commerce » qui flanque des Pères Noël de mascarade dans tous les supermarchés de la planète, veillant attentivement non au bonheur de nos jeunes têtes blondes mais au chiffre d'affaire.

Rien de nouveau, le « Pognon-Roi » sévissait tout autant dans le régime nazi et ce numéro de votre magazine préféré vous offre un dossier consacré aux pillages économiques dont la totalité des pays occupés furent victimes durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Au passage, nous parlerons aussi des compromissions indécentes à ce sujet, qu'elles viennent de Suisse, de Monaco ou des USA.

Quelques historiens professionnels, dont Annie Lacroix-Riz, Krisztián Bene, Guy Walter, ainsi qu'un journaliste du Nouvel Observateur, Vincent Jauvert, nous ont fait l'amitié de nous fournir des contributions essentielles, et nous les en remercions.

Rien de bien nouveau cependant dans ce dossier, les récents scandaleux aléas dont nos circuits financiers on fait preuve ont un sale goût déjà vu.

Hitler a pillé l'Europe. La façon dont il s'y est pris fut novatrice mais, hélas, notre actualité quotidienne montre qu'il a engendré des disciples.

Une fois de plus, nous constatons que les enseignements de l'Histoire sont négligés et que notre actualité est pleine de réminiscence d'un passé que nous espérons disparu.

Comment ne pas faire un parallèle entre les pilliers nazis et certains « traders » contemporains grassement surpayés ?

Une raison de plus de persister dans notre modeste œuvre de clarification et, n'ayons pas peur des mots, d'enseignement.

Nombreux sont nos jeunes membres qui méritent d'en savoir plus. C'est pour eux que l'équipe de l'Histomag'44 travaille.

Notre rubrique "Lecteurs" s'attaque elle aussi à un sujet délicat : Le Vatican. Pie XII : pronazi ?

Question fort compliquée que nous abordons avec prudence, la moindre des choses.

Signalons également dans ce numéro un article de 19 pages de Magali Maitre, jeune étudiante Suisse, au sujet de qui aurait pu prendre la place de Charles de Gaulle en 1940.

Un sommaire international donc, avec des articles venus de Suisse, de Hongrie, du Canada, de Belgique, de Thaïlande et, bien sur, de France.

En attendant ceux en provenance d'Afrique, mais on y travaille.

Je rappelle que l'Histomag'44, tout en étant très fier de bénéficier de l'aide d'historiens professionnels, ouvre ses colonnes à tous, y compris et surtout aux historiens de demain.

Une idée, un projet, contactez la rédaction !

A bientôt



source : <http://museevirtuelmilitaire.centerblog.net>

L'or nazi ou comment le conflit est devenu source de dissimulations, de vols et de falsifications

Par Xavier Riaud*

(*) Docteur en Chirurgie Dentaire, Docteur en Epistémologie, Histoire des Sciences et des Techniques, Lauréat de l'Académie Nationale de Chirurgie Dentaire, Membre associé de l'Académie nationale de chirurgie dentaire.

Au lendemain de la Grande Guerre...

Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est exsangue. Elle est partiellement occupée et désarmée. Elle manque cruellement d'or pour payer sa dette de guerre.

Favorisé par le Traité de Versailles (1919) qui étrangle économiquement ce pays défait et celui du Trianon (1920) qui le démembré, le mouvement nazi se forme au tout début des années 20, en Allemagne et en Autriche. Le désir de revanche qui germe dans l'extrême droite allemande vise la reconquête territoriale, mais aussi, la reconstitution des richesses perdues.

Arrivée des nazis au pouvoir

Le 30 janvier 1933, Hitler devient Chancelier. Les nazis prennent le pouvoir. En 1934, un accord de clearing est conclu entre la Suisse et l'Allemagne. Outre la règle de compensation qui consiste à annuler les dettes réciproques entre les deux pays, cet accord comporte une clause très particulière : 11,8 % de la contre-valeur des importations allemandes en Suisse sont réglées en francs suisses. Cette disposition est essentielle aux Nazis pour pouvoir effectuer des achats à l'étranger, le franc suisse étant accepté à la différence du reichsmark qui ne l'est pas.

Il n'y a plus d'or en Allemagne en 1939

En 1939, le président de la Reichsbank avertit le gouvernement que les réserves en devises et en or sont épuisées et qu'il n'est plus possible de tirer des chèques en blanc sur la relance industrielle et l'industrie des armements. Pour faire fonctionner la machine industrielle, il convient de procéder à des achats sur les marchés extérieurs. De 1933 à 1939, les forces armées du Reich engloutissent 51,9 % de toutes les dépenses publiques. Quand le Dr Hjalmar Schacht donne l'alerte en 1939, en indiquant que les réserves d'or de la Reichsbank sont vides, il n'y a plus d'autre issue que d'ouvrir les hostilités pour aller prendre l'or là où il est. En Allemagne et en Autriche, les biens des Juifs ont été dérobés. Il ne reste plus qu'à lancer la Wehrmacht à la conquête d'autres pays pour exploiter d'autres richesses. Les besoins d'or des Nazis ont été couverts de trois manières. Ils transfèrent l'or de l'Autriche en 1938, aussitôt l'Anschluss réalisé. En mars 1939, la Wehrmacht entre à Prague et les régions tchèques deviennent le protectorat de Bohême et Moravie : les réserves d'or de la Banque centrale de Prague sont transférées à la Reichsbank. C'est aussi le cas de l'or polonais,

luxembourgeois, belge, albanais, norvégien, lituanien et letton. Seul, l'or français leur échappe.

À cet or, il faut ajouter celui prélevé sur les populations et surtout, celui récupéré auprès des prisonniers dans les camps de concentration.

Rôle des pays neutres

Il faut que les nazis puissent écouler leurs acquisitions contre des devises, car la guerre rend le Reichsmark inconvertible. Il l'était déjà depuis janvier 1937 quand la Reichsbank a déclaré que la vieille règle de la couverture en or de la monnaie, avait perdu sa validité et que le Reichsmark pouvait devenir opérationnel.

Pour se procurer des devises, il leur faut passer par des pays neutres susceptibles de fournir contre de l'or des devises avec lesquelles le régime hitlérien peut acheter sur les marchés mondiaux, des produits indispensables. L'or volé change en partie de forme, transmué en billets de banque et en matériel de guerre. Le franc suisse est devenu le moyen de paiement externe du Reich. Qui sont ces pays neutres capables de soutenir l'Allemagne dans son effort de guerre ?

La Suisse, la Suède, l'Espagne, le Portugal, la Roumanie et la Turquie ne sont pas en guerre. Accessible aux sous-marins allemands, l'Argentine s'avère être un pays ami.

Mais, la plupart de ces nations n'ont pas un poids économique et financier suffisant pour servir d'auxiliaires efficaces au Troisième Reich. Ce sont donc la Suisse, et la Suède subsidiairement, qui appuient l'effort de l'Allemagne.

Ainsi, se mettent parallèlement et progressivement en place deux organisations parfaitement huilées. L'une, d'extermination des Juifs dans le cadre de la « Solution finale », l'autre, d'écoulement des valeurs et de l'or.

Oswald Pohl (1892-1951)



Deux personnages ont joué un rôle prépondérant dans cette collecte de l'or. Le premier, Oswald Pohl est trésorier-payeur pendant la Première Guerre mondiale, dans la marine. Il adhère au parti nazi en 1926. En 1934, Himmler lui confie la charge des affaires économiques et administratives de la SS. Les

services de Pohl sont sans cesse remaniés. Le 19 janvier 1942, l'office de Pohl prend la forme qu'il gardera jusqu'à la fin de la guerre. Il devient le chef du *Wirtschafts-und Verwaltungshauptamt der SS (Administration économique de la SS)*. Pour que la main-d'œuvre des camps de concentration soit mieux utilisée, notamment pour la production de guerre, pour que les entreprises de la SS, situées en grande partie dans les camps de concentration, se développent, le WVHA absorbe une administration qui n'était pas sous la coupe de Pohl : l'inspection des camps. Pohl a alors le plein contrôle sur le secteur des camps de concentration.

Le WVHA utilise une main-d'œuvre corvéable jusqu'à la mort, sans cesse renouvelée par le flux incessant des déportations. Il dépouille aussi les Juifs exterminés et les concentrationnaires de tout ce qu'ils possèdent.

Chaque camp dépend d'un centre administratif chargé de la récupération des biens.

Walther Funk (1890-1960)



Walther Funk est un ancien collaborateur de Goebbels, au ministère de la propagande et il est conseiller économique d'Hitler en 1930, porte-parole en 1933. Quand Hitler prend le pouvoir, il préside la Reichsbank de 1939 à 1945. Condamné à Nuremberg à la prison à vie, il en sort en 1957.

De sa sortie de prison à sa mort en 1960, la Bank Deutscher Länder qui succède à la Reichsbank, lui a versé une pension mensuelle.

Deux décrets

Le Reichsführer Heinrich Himmler ordonne aux médecins SS la récupération des dents en or sur les cadavres et celles sur les vivants « *qui ne peuvent être réparées* », d'abord le 23 septembre 1940 puis le 23 décembre 1942.

L'ordre de pratiquer la récupération systématique des dents en or, donné le 23 septembre 1940, n'est pas appliqué immédiatement. Il ne le sera que deux ans plus tard, le manque aigu de devises pour l'achat de matières premières imposant son application. En 1942, le SS-Brigadeführer Frank, chef d'un des bureaux du WVHA, décide que les « *devises, métaux précieux, bijoux, pierres précieuses, semi-précieuses, les perles et les déchets d'or doivent être remis au WVHA et transférés à la Reichsbank.* »

Le responsable des livraisons est le chef du département A-II du WVHA, Bruno Melmer.

Auschwitz

À Auschwitz, Will Burger, qui dirige l'administration du camp de juin 1942 à avril 1943, puis l'homme qui lui succède, Karl Möckel, reçoit l'ordre du WVHA d'envoyer l'or dentaire et autres objets de valeur au SS-Hauptsturmführer Bruno Melmer, qui dirige le bureau des finances de l'administration des troupes (Amstgruppe A-II), une des divisions du WVHA. Pohl le désigne en mai 1942 pour recevoir les valeurs confisquées au camp d'Auschwitz-Birkenau et dans les

autres camps d'extermination afin d'organiser leur transfert à Berlin.

Les kommandos de détenus (Sonderkommandos), chargés de la récupération des dents en or à la sortie des chambres à gaz, sont exterminés à leur tour tous les trois mois. Il ne doit rester aucun témoin des exactions nazies.

Une rationalisation des cadavres

Le Général SS Pohl réalise une chose jusqu'alors jamais faite : la rationalisation de l'utilisation des cadavres. Vivant, l'esclave concentrationnaire représente, lorsqu'il est directement engagé dans des affaires économiques, le bénéfice suivant :

- pour la location journalière d'un concentrationnaire moins sa nourriture et l'amortissement de ses vêtements, soit 5,30 marks par jour ;
- chaque détenu ayant une durée de vie moyenne de 9 mois, soit $5,30 \times 270 = 1\,431$ marks.

Ce bénéfice est accru par l'utilisation rationnelle des cadavres des détenus au terme des 9 mois : bénéfices tirés des dents en or, des vêtements civils, des objets de valeur et produits de l'argent, laissés par les détenus.

Pour chaque cadavre, ces sommes sont réduites par les frais d'incinération, s'élevant environ à 2 marks. Pour chaque cadavre, il y a donc un bénéfice direct ou indirect d'au moins 200 marks, mais qui s'élève souvent à plusieurs milliers de marks. Soit au bout de 9 mois, une moyenne de 1 630 marks pour chacun.

Certains camps ont même trouvé des sources de revenus supplémentaires par la récupération des os et des cendres.

Oswald Pohl est condamné à mort au procès de Nuremberg des grands dirigeants du régime nazi. Il est pendu en 1951.

Auschwitz se dote d'une fonderie d'or qu'il faut agrandir fin 1943, puis, déménager à Birkenau suite à l'augmentation des apports. Les dents en or récupérées à la sortie des chambres à gaz sont placées dans un seau d'acide sulfurique pour en dissoudre les chairs. Le métal récupéré est ensuite fondu dans des creusets en graphite pour obtenir des lingots en forme de demi-pamplemousse de 500 g à un kilo ou en cylindres de 140 g.

À l'été 1942, Pohl (vice-président de la Reichsbank) informe Albert Thoms, responsable de la division des métaux précieux de la Reichsbank, que les SS s'approprient à envoyer de l'or, de l'argent, des devises étrangères et aussi, des bijoux. Pohl insiste sur la confidentialité de cette opération. Thoms appelle Pohl qui lui apprend que les livraisons se feront par camions sous les ordres du SS-Hauptsturmführer Melmer.



Récupération de l'or dentaire à la sortie d'une chambre à gaz d'Auschwitz (photo clandestine).



Dentiers d'Auschwitz et caisses de dents en or d'Oranienburg-Sachsenhausen (80 000 dents).



« Max Heiliger »

La Reichsbank ouvre un compte spécial au nom de Max Heiliger en 1942, suite à un coup de téléphone du Général SS Frank au vice-président de la Reichsbank, Emil Puhl. Peu de temps après, Albert Thoms doit accuser réception des livraisons des pillages des SS, dont le montant après estimation est crédité sur le compte Max Heiliger qui n'existe pas. Ce n'est qu'un pseudonyme. Avec la débâcle allemande, ce compte est pour une partie attribué au service économique de la NSDAP dirigé par un homme de Bormann, Erich Von Hummel. C'est à la demande de Bormann que Puhl accepte ce transfert, Bormann ayant compris le secret du mystérieux compte début 1944.

Le rapport d'interrogatoire de Thoms, daté du 8 mai 1945, explique en détail l'organisation de la Reichsbank : « Le chef de Brigade SS Frank m'a informé que les livraisons se feraient par camions, sous la direction d'un SS nommé Melmer. Je dois lui établir une quittance provisoire pour les caisses livrées. Melmer doit me signaler plus tard, sur quel compte, le montant des objets doit être crédité. À la livraison, les marchandises sont inventoriées et réparties dans les départements correspondants de la Reichsbank. Par la suite, une liste véritable des objets livrés est dressée et une quittance définitive est remise en mains propres à Melmer. Celui-ci m'informe que le montant des livraisons doit être versé sur le compte de Max Heiliger. Je signale la chose par téléphone à Patzer, directeur des comptes au

Ministère des Finances, qui valide la transaction, que je confirme à Melmer, le 16/11/1942.



Pavés d'or fondu à partir des dents en or des détenus décédés dans les camps de concentration.

Le 26 août 1942, Melmer, vêtu en civil et accompagné de deux sentinelles SS en uniforme, achemine la première livraison : des conteneurs scellés qui sont ouverts au département des métaux précieux de la Reichsbank. Un des premiers signes de l'origine de ces conteneurs est l'estampillage de certaines caisses au nom des camps de concentration de provenance, Lublin et Auschwitz, notamment.

La dixième livraison, celle de novembre 1942, inclut pour la première fois de l'or dentaire. Les suivantes en contiennent d'importantes quantités, s'accroissant de manière inhabituelle. Les transports se font généralement la nuit, des bâtiments du WVHA à Berlin, vers la Reichsbank berlinoise. »

Häftlingsstation des K. L. Auschwitz, am 4. 6. 1942

An die Politische Abteilung des K. L. Auschwitz

Bei der zur Einäscherung freigegebenen Leiche des Hoffmann, Gyjza, Str. Häft. Nr. 39301 wurde folgender Zahnersatz entnommen:

1) Edellegierung R 4 1 4 L; 2) Gold R 3456 1 45

Gliederzahl: 2 Gliederzahl: 11

Gesamtgliederzahl: 13

Der Leiter der Häftl. Zahnabteilung des K. L. Auschwitz.

Camp des déportés des détenus d'Auschwitz

Sec. Administrative du Camp

Au cours de l'incinération du cadavre de : Hoffmann Gyjza - Détenu N° 39301

ont été enlevés les dents artificielles suivantes:

et les métaux précieux: D 4 4 G Nombre de pièces: 2

Or: D 46543 34566 45 Nombre de pièces: 11

Nombre total de pièces: 13

Le Chef de la Station Dentaire des Déportés du CC Auschwitz.

SS Untersturmführer.

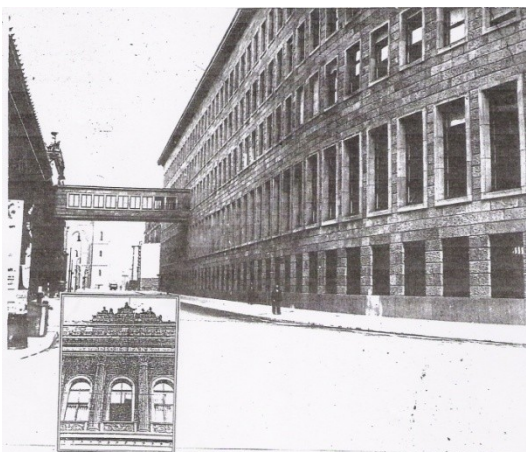
Quittance de récupération d'or dentaire pour un détenu mort à Auschwitz.

Le système Melmer

Le système Melmer est conçu pour vendre ce butin à l'étranger et acquérir ainsi les devises dont le Reich a besoin pour mener la guerre. Ces monnaies étrangères sont acquises par l'intermédiaire des banques suisses.

Il y a en tout 76 ou 77 transports, chaque fois, un camion plein à ras bord. Des employés de la banque se saisissent de la marchandise et en remplissent des sacs marqués Reichsbank.

antidaté - les tampons utilisés sont périmés et échelonnés de 1934 à 1938 - avant d'être livré par convois de camions dans les caves de la Banque Nationale suisse où il est stocké.



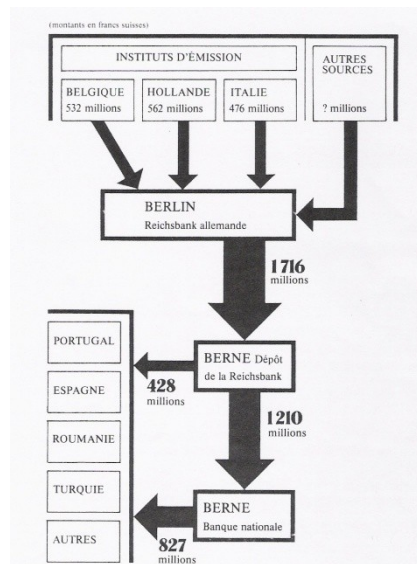
La Reichsbank au Jägerstrasse 34-36, à Berlin, en 1940



Salle des lingots d'or dans la Reichsbank à Berlin en 1941

Le 8 mai 1940, la Reichsbank ouvre un compte à la Banque Nationale suisse, deux jours avant l'offensive de la Wehrmacht, à l'ouest. Il a été calculé que la valeur de l'or transféré par les nazis dans la Confédération a totalisé de 1 640 selon la Banque Nationale, à 1 716 millions de francs suisses, selon les douanes.

La chambre forte est une pièce carrée de 120 m², avec des armoires d'acier aux portes grillagées. Coulé en barres de 12 kg, l'or y est empilé. Chaque lingot porte l'estampille de la banque qui l'a refondu, garantissant son poids et sa pureté. Sur la porte de chaque armoire, un carton indique le nombre de barres et la banque d'origine. Une fois par semaine, trois responsables suisses viennent inventorier le stock. Le bâtiment est gardé par l'armée suisse. Pour régler les créanciers de l'Allemagne, l'or est transféré d'une armoire à l'autre. La grille allemande a été ouverte 110 fois pour placer dans les armoires 24 460 barres d'or et 225 fois pour les en sortir. Le nom du convoyeur a été donné par une note de la caisse centrale de la Reichsbank, en date de mars 1944. Il s'agit du conseiller ministériel, le Docteur Fritz Maede, représentant du ministère des Finances du Reich à Sigmaringen. Il se rend régulièrement à Berne pour surveiller les stocks d'or allemand et leur métamorphose en francs suisses. Une seule fois, son chef, Emil Puhl, vice-président de la Reichsbank, a accompli le travail sans lui, en janvier 1945, quand il a apporté 7 tonnes d'or, affirmant son appartenance à des stocks d'avant-guerre. Mais, il s'agissait encore de dents en or fondues.



Exploitation internationale de l'or monétaire et non monétaire

Menace de représailles des Alliés

En 1942 - 1943, les gouvernements alliés connaissent la provenance douteuse de l'or allemand. Ils menacent les pays neutres de sanctions économiques si ces derniers continuent d'accepter cet or. Le commerce d'or avec l'Allemagne est bientôt bloqué. Un véritable embargo voit le jour. Le vice-président de la Banque Nationale suisse a alors l'idée de « transformer l'or allemand indésirable en or suisse très recherché ou en francs suisses acceptés partout et à la valeur stable ». Le commerce et les importations allemandes reprennent aussitôt.

L'Allemagne est un pays pauvre en matières premières. Avec les devises étrangères que la Banque Nationale suisse fournit aux Allemands en échange de leur or, les nazis peuvent acheter l'acier nécessaire à fabriquer des Panzers et du tungstène pour renforcer leurs Messerschmitts, au Portugal, du fer et des roulements à bille utilisés dans la fabrication d'instruments de navigation aérienne, à la Suède, du manganèse à l'Espagne, des fournitures à l'industrie

L'or passe par les caves de la Reichsbank où il est fondu, remodelé, estampillé de l'aigle allemand, et

suisse comme de l'artillerie légère ou des mécanismes d'horlogerie pour les bombes et les obus, des machines de précision nécessaires aux usines d'armement.

En 1945, la Suisse se positionne

À partir du 8 mars 1945, les Suisses s'engagent à ne plus acheter d'or aux Allemands, à identifier et localiser le butin allemand, suite à un accord passé avec les États-Unis, la France, et la Grande-Bretagne.

Au début d'avril 1945, alors que le Reich est partiellement occupé et sur le point de capituler, les Allemands doivent encore 17 millions de francs suisses. Le 13 avril 1945, la Banque Nationale suisse envoie un camion de son armée et un de ses directeurs à la frontière allemande, à Kreuzlingen, pour aller quérir le dernier chargement d'or du Reich. Elle a appris que 4 tonnes de monnaies et 2 tonnes de lingots ont été transportées à la filiale de la Deutsche Reichsbank de Constance, à quelques kilomètres de la frontière pour les mettre à l'abri des Russes. Mais, le camion helvétique se voit interdire l'accès au territoire allemand. Les banquiers suisses paient alors des ambulanciers américains. Le dernier or des nazis pénètre en Suisse dans un véhicule de la Croix-Rouge.

Indemnités d'après-guerre

Des indemnités colossales sont toujours en pourparlers aujourd'hui 50 ans après. Le 25 mai 1946, l'accord de Washington voit les banquiers suisses finir par accepter la négociation. La Confédération accepte de donner 250 millions de francs suisses, aux Alliés en indemnités, « pour solde de tout compte ». Mais, cet accord ne peut résoudre certaines questions, aujourd'hui toujours sans réponse. Il ne couvre pas l'identification et la restitution de l'or non monétaire fondu à partir des dents en or, et de bijoux volés.

En effet, les Américains n'ont remis que 750 000 dollars de contre-valeur de l'or dentaire et des bijoux personnels pris sur les victimes de l'International Refugee Organization.

Une étude française évoque le chiffre de 17 tonnes d'or dentaire provenant des camps. Il aurait été récupéré 25 kg d'or dentaire à Mauthausen sur toute la durée de la guerre, de 100 à 500 g/mois à Buchenwald sur la même période et 6 tonnes pour Auschwitz. À Treblinka, huit à dix kilos d'or ont été stockés dans des valises chaque semaine. Des études d'après-guerre ont démontré qu'il était enlevé en moyenne 5 dents par individu, à raison de 3 g d'or à 22 carats par dent, l'or obtenu après refonte n'excédant pas 2 à 3 g.

Cet or était destiné à l'effort de guerre. Mais, il a servi aussi à réaliser des prothèses dentaires aux officiers de la SS et il a fait l'objet de vols à tous les échelons de la hiérarchie nazie.

C'est le docteur Hermann Pook (1901-1983), dentiste, qui est chargé au WVHA, de la récupération de l'or dentaire des camps. Il est condamné après la guerre à dix ans d'emprisonnement pour crimes contre l'Humanité, crimes de guerre et appartenance à une organisation criminelle.

Ainsi, si la motivation idéologique des nazis est incontestable, la motivation économique l'est tout autant.

Bibliographie ;

Bower Tom, *Blood money : the Swiss, the Nazis and the looted millions*, Macmillan (ed.), Londres, 1997.

Commission Indépendante d'Experts Suisse, *Les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre Mondiale : vue d'ensemble avec statistiques et commentaires*, Conférence de Londres sur l'or nazi, Londres, 24 décembre 1997 (traduit de l'allemand).

Gedenkstätte Oranienburg-Sachsenhausen, Oranienburg, Allemagne, 2003.

Henry Charles, *La Suisse et le financement de la guerre, neutralité et sens des affaires*, in *Seconde Guerre Mondiale 1939 - 1945*, n°2, Puteaux, mai/juin 2002, p. 36 à 39.

Historia, *Les circuits de l'or nazi*, n°609, Paris, septembre 1997.

Kogon Eugen, *L'Etat SS : le système des camps de concentration allemand*, La Jeune Parque (éd.), 1993 (traduit de l'allemand).

Le Bor Adam, *Les banquiers secrets de Hitler*, Editions du Rocher, Monaco, 1997 (traduit de l'anglais).

Marguerat Philippe, *Or allemand - or allié 1940 - 1945*, in *Revue Suisse d'Histoire*, Schwabe & Co (ed.), vol. 47, n°1, Basel, 1997, p. 520 à 531.

Mémorial du Martyr Juif Inconnu - Centre de Documentation Juive Contemporaine, Paris, 2002.

Obadia Yves, *Pratique dentaire dans les camps de concentration*, Thèse Doct. Chir. Dent., Lyon, 1975.

Panstwowe Muzeum Auschwitz-Birkenau, Oswiecim, Pologne, 2001, 2003 et 2004.

Picaper Jean-Paul, *Sur la trace des trésors nazis*, Tallandier (éd.), Paris, 1998.

Riaud Xavier, *La pratique dentaire dans les camps du III^{ème} Reich*, L'Harmattan (éd.), Collection Allemagne d'Hier et d'Aujourd'hui, Paris, 2002.

Riaud Xavier, *Les dentistes allemands sous le III^{ème} Reich*, L'Harmattan (éd.), Collection Allemagne d'Hier et d'Aujourd'hui, Paris, 2005.

Rings Werner, *L'or des nazis. La Suisse, un relai discret*, Payot (éd.), Lausanne, 1985 (traduit de l'allemand).

Staatsarchiv Nürnberg, Nürnberg, Allemagne, 1999.

Ullstein Bilderdienst, Berlin, Allemagne, 2003.

U.S. Holocaust Memorial Museum, *U.S. and Allied Efforts to Recover and Restore Gold and Other Assets Stolen or Hidden by Germany during WWII*, Washington D.C., U.S.A., 2003.

Zahnärztliche Mitteilungen, *Deutsche Zahnärzte 1933 bis 1945*, Köln, 1996 und 1997.

Les pillages artistiques Nazis

Par Daniel Laurent

Dès la prise du pouvoir par Hitler en 1933, Alfred Rosenberg devient le chef culturel du parti nazi avec le titre de « délégué du Führer pour le contrôle de l'instruction et de l'Éducation spirituelle et idéologique du Parti national-socialiste ».



Hitler vérifiant des œuvres d'art volées - NARA

De son côté, Hitler désire que l'art soit utile au régime pour sa propagande. Mais pas n'importe quel art, « l'art germanique » exclusivement ! Pas question d'avoir dans les musées des « œuvres inachevées » de romantiques ou d'expressionnistes. Et évidemment pas question d'art moderne qualifié « d'art dégénéré ».

Une grande purge sévit dans les musées et touche les artistes comme le personnel. Pour avoir un emploi, vendre, exposer, peindre il devient obligatoire pour les artistes, écrivains, musiciens, les marchands de tableaux, les architectes, etc. de faire partie de « La Chambre Culturelle du Reich » mise en place par Goebbels¹.

Hitler lance la « purification » taxant d'escrocs et de corrompus les artistes utilisant dans leurs tableaux toute autre forme que celles qu'ils voient dans la nature. Goebbels, resserrant le contrôle, déclare interdite toute critique d'art sauf pour les chroniqueurs artistiques aux convictions nationales-socialistes.

Il va s'ensuivre un gigantesque bouleversement qui, partant de Hitler, dogmatiquement relayé par Rosenberg (au titre de l'idéologie nazie), Himmler (au titre de la notion de « race ») et les nouveaux directeurs des musées, va s'étendre, au fur et à mesure des conquêtes territoriales, à l'Est (où toute culture était à éliminer) et à l'Ouest (où la

culture était à redresser). Bien entendu, toutes traces d'influence artistique (création, collection, négoce) juive doivent être éliminées. Goering, ainsi que l'armée, vont aussi participer à cette action.

Mais, dans une certaine mesure, ce bouleversement n'aurait pas été aussi gigantesque si le négoce international n'avait pas aidé à la fourniture d'œuvres entrant dans la catégorie « art germanique » ainsi qu'à la vente des « œuvres inachevées » et de celles de « l'art dégénéré », sorties des musées ou mises en « sauvegarde⁵ ». Ces marchands ont été néerlandais ou français mais, principalement, pendant toute la guerre, suisses et américains².



Soldats US en "sauvegarde", 1945, Keystone

Par delà ce « commerce », les pillages commencent dès le début de la guerre et c'est dès 1940 que les collections d'art d'amateurs juifs français sont spoliées. En effet, le pillage de biens appartenant à des juifs commence en juin 1940, avec l'arrivée des troupes allemandes à Paris. Les quelques prestigieuses collections d'œuvres d'art constituées par des familles juives sont confisquées à leurs propriétaires pour être rassemblées dans plusieurs dépôts. Lorsqu'elles n'alimentent pas le marché de l'art, elles sont finalement acheminées en Allemagne pour rejoindre des collections particulières de dignitaires nazis ou des musées. Dirigée par l'Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (ERR), cette

¹ Goebbels, *archange du mensonge*, Histomag'44 no. 47, juillet 2007, page 6

² *Le pillage de l'Europe, les œuvres d'arts volées par les nazis*, par Lynn H. Nicolas, Seuil, 1995

spoliation spécifique se poursuit jusqu'à la libération de Paris³.

Un dignitaire nazi se distinguera dans cette chasse aux œuvres d'art : Hermann Göring. Il trouve sa voie en 1922 quand il rencontre Hitler. Il a laissé l'image d'un « satrape jouisseur » pour qui ne comptaient ni la vie humaine, ni la propriété privée, du moins quand il s'agissait de soustraire des objets précieux et des œuvres d'art à des peuples vaincus ou présumés inférieurs. Comme dirigeant politique et militaire, il aurait surtout été incurablement vaniteux, n'aimant rien tant qu'accumuler titres et fonctions (pour ne rien dire des costumes ni des décorations) afin de donner sur toute chose des avis incompetents.

Cette image, qu'il ne détestait d'ailleurs pas entretenir lui-même, sans être entièrement fausse, dissimulait un autre homme : un travailleur efficace, metteur en œuvre du projet nazi dans des domaines clés (diplomatie et économique en particulier), ainsi qu'une sorte de premier ministre paratonnerre, servant à protéger le chef de l'impopularité. Moins drogué et moins gras qu'on ne le dit généralement, il a mis également sa redoutable efficacité au service de ses « collections »⁴.



Eisenhower et Patton constatant l'étendue des dégâts, 1945, NARA

Il le fera jusqu'au bout, même au moment où tout ce qui l'entoure commence à craquer. Le Reichsjägermeister, Reichmarshall et autres titres ronflants continue à vivre dans son univers

³ *Des Camps dans Paris. Austerlitz. Léviton. Bassano. Juillet 1943-1944* par Sarah Gensburger (Centre d'Études Européennes de Sciences Po) et Jean-Marc Dreyfus, Fayard, 2003

⁴ *Petit dictionnaire énervé de la Seconde Guerre mondiale*, François Delpla, Editions de l'opportun, 2010

personnel, collectionnant des tableaux en tant que « grand amateur de l'art de la Renaissance », spécialement fasciné par Lucas Cranach. Avec l'aide d'intermédiaires comme Bruno Lohse, il pille les trésors artistiques des territoires occupés de l'Europe occidentale. Il est aussi, au moins jusqu'en 1942-1943, un des organisateurs essentiels du pillage économique des pays occupés, et du transfert forcé de travailleurs civils dans le Reich ; le gauleiter Fritz Sauckel, « négrier de l'Europe », lui est nommément subordonné à partir de 1942.

En 1943, Göring fit mettre à l'abri une partie de sa collection privée dans la mine de sel d'Altaussee dans le district de Liezen en Styrie. Les Alliés regroupèrent ces œuvres d'art en 1945 par camion au Central Collecting Point de Munich installé dans le bâtiment principal et dans le centre administratif du Parti national-socialiste.

L'autre partie de la collection privée resta dans les salles d'exposition de Carinhall, sa luxueuse résidence nommée selon le prénom de sa première épouse prématurément décédée. En janvier 1945, Göring fit apporter la collection d'œuvres d'art dans des trains spéciaux à Berchtesgaden pour les faire placer dans des tunnels. Les trésors d'art furent ensuite déchargés et apportés dans un bunker conçu pour la protection antiaérienne. Toutefois une partie des tableaux et des tapisseries fut pillée dans les trains aux derniers jours de la guerre⁵.

L'étendue de ces pillages fut telle que, de nos jours, nombreuses sont les œuvres d'art n'ayant pas encore été rendues aux propriétaires légitimes ou à leurs héritiers, au point d'avoir généré la création d'une base de données en ligne à ce sujet⁶.



Ellington, Allemagne, 1945, centre de collecte d'œuvres volées

⁵ http://residence.aec.at/rax/KUN_POL/POLITIK/SCHUTZ/aussee5.html

http://www.bunker-ig.de/intro/start/bunker/alte_bunker/carinhall/body_carinhall.html

⁶ <http://www.errproject.org/jeuropaume/>

Pillages allemands et collaboration économique en France

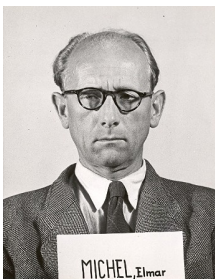
Première partie : La préhistoire des pillages allemands d'occupation en France

Par Annie Lacroix-Riz*

*Professeure émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot

PILLAGE PUR ET SIMPLE OU PILLAGE (PRÉ-)NÉGOCIÉ?

La France occupée subit, comme tous les pays occupés au cours de la Deuxième Guerre mondiale, un énorme « tribut » - terme que, vaincu, le Reich avait martelé à destination de sa population à propos des réparations fixées par le traité de Versailles (1919) et les textes d'application du « Diktat » (1920-1921). L'ordre du 14 août 1940 de Goering, chef du plan de quatre ans, stipulait « le rapatriement (*Rückführung*) des matières premières et des biens économiques des régions occupées de Belgique et de France » soumises aux commandants militaires (*Militärbefehlshaber*) de France et de l'ensemble Belgique-France du Nord



Elmar Michel

siégeant respectivement à Paris et Bruxelles. Il fut précisé par les instructions (13 pages) du 13 septembre 1940, signées du chef des services économiques du *Militärbefehlshaber in Frankreich (MBF)*, Elmar Michel, sur « la conduite de l'économie de guerre du Reich par tous les moyens ».

Tous étaient en effet prévus, saisie, réquisition, explicitée par « l'ordre n° 1 du 20 mai 1940 relatif aux les régions françaises occupées », et butin, d'application extensive : sont considérés comme tel, ne donnant donc lieu à « aucune indemnisation », 1° « toutes matières premières, semi-produits et produits appartenant à des ennemis de la Wehrmacht; [2°] les produits finis appartenant à des personnes privées, mais représentant du matériel de guerre », aucune autorisation du *MBF* n'étant nécessaire puisque la Wehrmacht détenait la propriété de ces biens; 3° ceux « qui se trouvent dans les wagons en gare des chemins de fer ou sur les voies d'eau doivent [aussi] être considérés comme butin si on ne peut en déterminer le propriétaire privé ou les ayants droit »¹.

¹. Note, Berlin, 14 août, et Instructions Michel et Barckhausen, Paris, 13 septembre 1940, souligné dans le texte, AJ 40, 779, matières premières, marché noir, contribution de l'économie française au Reich, commandes, Archives nationales (plus loin AN).

Ces deux directives de l'été 1940 suffiraient à ruiner la thèse de l'opposition entre le « légaliste » Michel et le pillard Goering volontiers soutenue en France : elle séduit l'historiographie dominante, convaincue par l'auto-plaidoyer d'après-guerre du « commissaire à la lutte contre le chômage » (octobre 1940), délégué général à l'Équipement national (février 1941), ministre de la production industrielle (juillet 1941-avril 1942) et « directeur responsable du comité d'organisation de l'automobile » (septembre 1940-août 1944), le grand synarcho-cagoulard François Lehideux, sur les vertus de sa « politique de présence » à Vichy².



François Lehideux (au centre)

<http://www.planeterenault.com>

L'Ouest aisément vaincu par le *Blitzkrieg* devait être pillé en vue, dans un premier temps, d'une étape essentielle de la guerre, la conquête de la Russie, vieil objectif seulement différé par le pacte germano-soviétique du 23 août

² Maître-mot de ses mémoires de défense, AN, 3 W (fonds de la Haute Cour de Justice), 217-234. Comparer Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hazera, *Les patrons sous l'Occupation*, de Paris, Odile Jacob, 1995, à la série économique des fonds du *Militärbefehlshaber in Frankreich* (dits du Majestic) AJ 40, notamment dossier MBF 28, 20170, 1, achat et transport de matières premières, 22 octobre 1940-2 juillet 1941 (correspondance Michel-Bichelonne, novembre 1940), AN, AJ 40, 778, et à Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, 1999, *passim*. Définition de synarcho-cagoulard (et Lehideux), *infra*.

1939³. Certes, la saisie de la Russie n'arrêterait pas ce pillage consciencieux : Goering s'était fait depuis le début de la Deuxième Guerre mondiale une spécialité des discours publics sur le droit des seigneurs allemands à vider et affamer au bénéfice du Grand Reich le continent européen entier, et pas seulement sa partie orientale. Il avait, notamment en direction de la France haïe, lancé maint « avertissement brutal cynique » du genre de celui que les gaullistes de Londres signalèrent le 4 octobre 1942 à 21 de leurs postes : « Allemands entendent se nourrir à leur faim en prélevant ce qu'il leur faut sur pays occupés quels que puissent être besoins ces derniers » ; et qu'ils interprétèrent ainsi : « Rapprocher cet avertissement des renseignements que nous avons communiqués récemment sur situation ravitaillement français »⁴.

On ne saurait cependant, sauf dans le cas soviétique, parler de pillage pur et simple, si énorme qu'il eût été d'emblée et si intensifié par le fiasco du *Blitzkrieg* lancé contre l'URSS le 22 juin 1941, que le général Paul Doyen avait annoncé dès le 16 juillet à Pétain : les « dirigeants [du III^e Reich...] n'avaient pas prévu une résistance aussi farouche du soldat russe, un fanatisme aussi passionné de la population, une guérilla aussi épuisante sur les arrières, des pertes aussi sérieuses, un vide aussi complet devant l'envahisseur, des difficultés aussi considérables de ravitaillement et de communications [...]. Sans souci de sa nourriture de demain, le Russe incendie au lance-flamme ses récoltes, fait sauter ses villages, détruit son matériel roulant, sabote ses exploitations »⁵. Le Reich, qui avait déjà raflé les ressources de chaque pays vaincu à dater du premier jour de son occupation, voudrait évidemment compenser ailleurs le manque à gagner, agricole et industriel, subi là où l'armée rouge et les partisans défendaient pied à pied chaque

morceau du territoire soviétique. Singulièrement dans la caverne d'Ali Baba française, où la tâche était facile, pas seulement depuis la Débâcle.

Dans toute l'Europe non-soviétique occupée, les maîtres de l'économie avaient de longue date passé avec le Reich des accords, financiers et commerciaux, complétés d'accords politiques. Renforcées partout à la veille du conflit, surtout depuis l'immense victoire allemande des « accords de Munich », ces anciennes pratiques furent depuis la guerre qualifiées de « Collaboration ». En France aussi, les relations du temps de paix annoncèrent et planifièrent les pratiques respectives de l'Occupation. Il convient donc de les décrire avant de traiter (dans une deuxième partie, à paraître) des pillages allemands perpétrés de l'été 1940 à l'été 1944 ou plutôt des rapports entre vol allemand des ressources françaises et « Collaboration économique ». Ce préalable impose d'examiner, non pas le comportement de « la France » en général, mais celui des élites économiques qui en dictaient le sort, problématique adoptée en 1977 par John Gillingham pour traiter du cas belge.

LE MODÈLE ALLEMAND SOCIO-ÉCONOMIQUE D'AVANT-GUERRE LA BELGIQUE FACE AU MODÈLE ALLEMAND D'AVANT-GUERRE

L'historien américain décrit un « grand capital belge » qui, alarmé depuis les débuts de la crise par la menace de réduction sévère et durable de son profit, avait réfléchi aux modalités de son intégration « dans le nouvel ordre nazi ». La réflexion avait cheminé sous la houlette de la Société Générale de Belgique, mastodonte qui contrôlait plus de la moitié de l'économie métropolitaine et 80-90 % des produits coloniaux, avec « des intérêts substantiels dans les mines et plantations du Congo » selon ses estimations allemandes de 1941-1942⁶. Le modèle socio-économique que l'État hitlérien avait, à la suite de ses prédécesseurs (depuis Brüning), fait triompher en Allemagne surpassait tous les autres par la baisse drastique des salaires et la reprise de la course au profit des *Konzerne* (les grands groupes cartellisés). L'exemple, déjà séduisant du temps de la baisse nominale des salaires décrétée par Brüning, avait éclipsé l'italien, si sympathique depuis 1922 au grand capital mondial, et pas seulement belge ou français : les « financiers américains », ravis du nouveau régime « d'efficacité et de discipline » de l'Italie, « la moins difficile de toutes les grandes puissances continentales » (Henry Stimson), n'avaient pas été les derniers à voir en Mussolini un parangon de la « civilisation occidentale »⁷ ; ils

³ Voir Geoffrey Roberts, *The unholy alliance : Stalin's pact with Hitler*, Londres, Tauris, 1989 ; *The Soviet Union and the origins of the Second World War. Russo-German relations and the road to war, 1933-1941*, New York, Saint Martin's Press, 1995 ; *Stalin's Wars : From World War to Cold War, 1939-1953*, New Haven & London, Yale University Press, 2006 ; Annie Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, réédition de 2010, et *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, *passim*.

⁴ Télégramme de F. Desjardins, services extérieurs de l'Information (gaulliste), Presse, à 21 postes, Londres, 5 octobre 1942, Londres, CNF, 228, politique extérieure des puissances étrangères, Allemagne, dossier général, 5 février 1941-25 juillet 1943, archives du ministère des Affaires étrangères (plus loin MAE).

⁵ *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice de Wiesbaden, 1940-1941*, Paris, Imprimerie nationale, 5 vol., vol. 4, p. 648-649.

⁶ Détails (sources allemandes AJ 40), Lacroix-Riz, *Industriels*, p. 8.

⁷ Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, édition augmentée, 2010, p. 104 et *passim*.

apprécieraient plus encore, depuis février 1933, l'excellente gestion de leurs énormes filiales en Allemagne : « les syndicats libres », pourtant si sages en majorité, y avaient été supprimés (le 2 mai 1933) et remplacés (un an plus tard) par « le système des conseils de confiance » [*Vertrauensräte*] sous contrôle total du patronat, système « infiniment préférable à celui qui était en vigueur avant le régime hitlérien »⁸.

« L'apaisement » économique et politique sanctionna cette admiration et le vif souci de ne jamais contrarier l'énorme débiteur des emprunts Dawes et Young et gros partenaire commercial qu'était le Reich. En Belgique, cette option fut symbolisée par l'ambassadeur en poste à Berlin de 1936 à 1940, le vicomte Jacques Davignon, délégué des milieux bancaires et sidérurgiques. La recherche par ces derniers d'accord financier et commercial à tout prix avec l'impérialisme allemand, attesté par les archives allemandes publiées, fut aussi systématique que l'obsession d'alignement sur l'impitoyable modèle social allemand. Elle se traduit par une quête permanente de compromis, à visées extérieures et intérieures. Les holdings bancaires, escomptant sans émoi l'invasion de leur territoire national, planifièrent donc la « politique de production » qu'ils appliqueraient à l'ère de l'Occupation, imminente. Nul n'ignorait en effet dans ce milieu les intentions belliqueuses du Reich, aussi fermes contre l'Ouest du continent que contre l'Est. Nul n'envisageait non plus de s'y opposer : Léopold III, en proclamant en octobre 1936 la « neutralité » belge, avait affiché sa rupture de fait avec les anciens alliés britannique et français et sa renonciation consécutive à toute protection (et fortification) de ses frontières contre l'Allemagne. À la suite de l'invasion allemande, inévitable et souhaitable, « le grand capital belge » remplacerait le gouvernement traditionnel trop soumis aux péripéties parlementaires par des « secrétaires généraux » à sa dévotion. Secondé de fait par les occupants, garants de la neutralisation des salariés, il pourrait plus librement concentrer, moderniser l'économie et casser les salaires. L'effort ne rencontrerait plus d'obstacle : la classe ouvrière cesserait d'être défendue, si peu que ce fût, par les syndicats, les partis, le Parlement, etc.; comme en Allemagne, elle perdrait sinon le goût du moins la capacité de déclencher des mouvements sociaux qui, comme 1932 et surtout en 1936, avaient entravé l'effondrement salarial jugé nécessaire⁹.

⁸ Rapport spécial n° 39 du haut-commissaire américain à Berlin George Conty, 7 janvier 1935, cité par John Gillingham, *Hitler and Europe. Industry and Politics in the Third Reich*, London, Methuen, 1985, p. 44 (40-44).

⁹ Gillingham, *Belgian Business in the Nazi New Order*, Gand, Fondation Jan Dhondt, 1977, chap. 1 ; résumé; Lacroix-Riz, *Industriels*, index Gillingham.

LA FRANCE FACE AU MODÈLE ALLEMAND D'AVANT-GUERRE

La patiente stratégie du grand capital français ressembla comme une sœur à celle de son homologue belge, comme le démontrent les fonds policiers et administratifs tardivement ouverts (1999). Elle fut l'œuvre de la synarchie ou « Mouvement synarchique d'empire » (MSE), groupe dominé par une poignée d'hommes plus étroite encore que « les "Deux Cents Familles" » - des principaux actionnaires de la Banque de France -, présentées par la propagande électorale du Front populaire comme maîtresses de la France et de son État depuis la naissance de l'institut d'émission (1802) : quelques dizaines de personnes (douze à l'origine, en 1922) représentant la haute banque (Worms, Lehieux, groupe de Nervo, Banque d'Indochine), et l'industrie lourde (Comités des Forges et des Houillères). Ces groupes étaient liés à leurs homologues allemands que Goering représentait au sein de l'État hitlérien. Les liens franco-allemands s'étaient renforcés depuis septembre 1926, date de la fondation conjointe, à Luxembourg, du cartel international de l'acier (sous l'égide, du côté français, du Comité des Forges) et du « comité franco-allemand d'information et de documentation » (CFAID), ancêtre patronal ignoré du Comité France-Allemagne (officiellement né en novembre 1935, sous la tutelle de Ribbentrop et d'Otto Abetz, son émissaire en France, qui y pourrissait la grande presse depuis le début de la décennie au service du Reich). En France aussi, le « grand capital » avait recherché le compromis, financier, commercial et politique avec le Reich emprunteur, client et fournisseur, et tôt renoncé à sa propre « politique dure » de Versailles.



Pierre Fournier – Gouverneur de la Banque de France 1937 -1940

Rien ne fit obstacle à cette ligne, et surtout pas l'accession des hitlériens au pouvoir, à laquelle œuvrèrent activement ces milieux. Le Comité des Forges, entre autres, délégua à partir de septembre 1931 à l'ambassade de France à Berlin, selon l'habitude, un des siens, André François-Poncet, l'ancien responsable de sa presse. Il chargea l'ancien normalien germaniste de négocier les dossiers importants, parmi lesquels les compensations attendues par l'industrie lourde française au retour (dont elle agréait le principe) de la Sarre au Reich et l'adaptation des Français à un nouveau régime politique allemand associant le NSDAP.



André François-Poncet (à gauche) et Daladier, 1938, photo Bundesarchiv.

Cette formule d'union des droites allemandes sans exclusive dut autant à la décision des créanciers internationaux de consolider l'énorme dette extérieure de l'Allemagne, menacée de faillite par la crise systémique de 1931, qu'au résultat des législatives du 14 septembre 1930, largement imputable aux efforts du grand capital vernaculaire (l'aide empressée de ce dernier au groupuscule hitlérien - 2,3% des voix en 1928 - avait été décisive pour porter ce dernier au second rang des partis, avec 18,3%). Car les mesures drastiques contre les revenus de la majorité de la population exigées par les milieux financiers, nationaux et internationaux, supposaient l'intégration gouvernementale du NSDAP : le 10 juillet 1931, le gouverneur de la Banque de France Clément Moret l'avait prescrite, comme si la chose eût été nécessaire, à son homologue allemand, le président de la Reichsbank (l'ex-chancelier Hans Luther, futur

ambassadeur d'Hitler à Washington), en lui vantant le merveilleux modèle français d'« union nationale » autour de Poincaré (1926-1928). François-Poncet s'y attela aussi, puis, affaire faite, annonça aux dirigeants nazis depuis l'automne 1933 que la France suivrait ce nouveau modèle, et que la France connaîtrait bientôt « un gouvernement très autoritaire »¹⁰. À la veille de rejoindre son poste suivant, Rome, il promit début novembre 1938 à ses hôtes fascistes « une fascisation de la démocratie » française, engagement scrupuleusement tenu¹¹.

Les « secrétaires généraux belges » auraient pour équivalent, en France, après liquidation du régime républicain (contemporaine de la défaite et impossible sans elle) « une dictature militaire à laquelle l'Église prêt[er]ait son aide la plus empressée » - définition du régime de Vichy, en décembre 1940, d'Otto Abetz¹², devenu depuis juin « ambassadeur » à Paris. La formule avait été *définitivement* fixée en 1934, autour du tandem Laval-Pétain. Sa mise en œuvre fut depuis lors confiée aux groupes ou personnalités que le haut patronat finançait et tuteurait étroitement, que cette mainmise patronale fût quasi officielle - sur les partis de droite estimés « républicains » et les ligues unifiées depuis le tournant de 1935 en « Cagoule » -, ou qu'elle demeurât officieuse, voire secrète : le grand capital contrôlait aussi des personnalités clés de la gauche de gouvernement, des journalistes ou publicistes, des universitaires et des syndicalistes ouvriers compréhensifs. On les retrouvait dans les multiples « comités Coutrot » fondés ou ranimés



Jean Coutrot (1895-1941)

par la synarchie depuis le début des années 1930, d'abord pour attirer, outre les inspecteurs des Finances, noyau dur du MSE, les élites de l'École polytechnique, puis, surtout depuis 1936, ces nouveaux membres décisifs pour la conquête des masses.

¹⁰ Récit par Moret de son entretien avec Luther, Conseil général BF, séance 31, 16 juillet 1931, p. 316-318, ABF, et *Choix, passim* et index nominal.

¹¹ Rapport 9865/5361 du chargé d'affaires Renato Prunas pour Ciano, Paris, 5 novembre 1938, *Documenti diplomatici italiani*, 8^e série, X, p. 380, et *Munich*, p. 68 (leitmotiv de l'ouvrage)

¹² Télégramme Abetz 1556 à Ribbentrop, Paris, 18 décembre 1940, 3 W 347, « archives de Berlin », AN.

De l'océan de correspondance décrivant cette ligne de compromis à tout prix avec le Reich, dont la collaboration économique formait depuis 1925-1926 l'épine dorsale, j'extrais le cas, significatif, de deux délégués de la Banque de France, synarques opérationnels, Roger Auboin et Yves Bréart de Boisanger. Annonçant explicitement en 1939 le consentement du grand capital au pillage national amorcé par l'association au pillage des réserves d'or d'États étrangers, ils représentent dignement les « animateurs » ou « techniciens de première classe, des hommes qui ne sont pas considérables dans la hiérarchie capitaliste, comme Jean Coutrot, Gabriel Le Roy Ladurie et tant d'autres ». Placés au service des « chefs héréditaires de l'économie française, qui ont toujours voulu demeurer dans l'ombre »¹³, ils appliquèrent la ligne définie par ces derniers tant à l'heure de la crise que sous l'Occupation. Gagnant plus de visibilité, en peuplant les ministères et les hautes fonctions sous le régime de Vichy, ils furent en général (pas Auboin, resté à l'abri du public dans son havre bâlois) seuls connus du public après le bref « scandale de la synarchie » de l'été 1941.

Roger Auboin, journaliste d'origine, avait été en 1937 nommé par la Banque de France directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI) : ce club de banques centrales créé en 1930 à Bâle pour gérer dans le cadre du Plan (américain) Young la dette extérieure allemande, était dominé par la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Reichsbank et la *Federal Reserve Bank* de New York. La BRI organisa et couvrit le pillage allemand de la réserve d'or des Banques nationales d'Autriche dans les jours suivant l'Anschluss du 13 mars 1938, procédure décrite par Auboin lui-même cinq jours plus tard avec un sens marqué du devoir accompli : « La décision [de la Reichsbank] de liquider la Banque nationale d'Autriche » étant agréée par la BRI unanime, le dossier fut promptement réglé au prix d'une négociation sur deux points pas si mineurs, dont la préservation des intérêts étrangers (français) dans « l'emprunt autrichien 1930 ». Le Reich put ainsi sans encombre saisir les réserves d'or de la Banque, physiquement sises hors d'Autriche (surtout dans les serres de la Banque d'Angleterre) : elles furent immédiatement transférées à Bâle, où la Reichsbank put en disposer librement pour les achats indispensables à son économie de guerre¹⁴. L'inspecteur des Finances Yves Bréart de Boisanger, second sous-gouverneur de la Banque de France depuis juillet 1937, occupa dans les détails de la planification de la défaite puis dans

le consentement au pillage des ressources nationales qui l'allait suivre un rôle décisif que Vichy récompenserait dignement.



Hitler et Hjalmar Schacht son ministre des finances

Auboin, enthousiasmé par les accords de Munich dont il fut, à son poste bancaire international, à nouveau chargé de l'application financière, appréciait au moins autant « la politique » allemande des salaires et des prix : celle « de Schacht », réinstallé président de la Reichsbank à l'avènement des hitlériens après une interruption de près de trois ans indispensable à la préparation de l'opération, « dictateur aux changes et aux transferts »¹⁵. Délégué à Bâle de la Banque de France, d'ordinaire vestale du temple de « l'assainissement financier » et de la déflation (salariale), l'ancien journaliste s'efforça en janvier 1939 de démontrer par écrit que « la politique de Schacht », fondée sur « une expansion délibérée du crédit » - très inflationniste -, était « sinon orthodoxe, du moins parfaitement calculé[e] ». Sa note relative aux « erreurs françaises sur l'expérience économique allemande » consacrait aux « points faibles du système allemand » une page sur huit; le reste

¹³ Lettre interceptée en Haute-Savoie, 3 W 222, Lehideux, Synarchie, AN.

¹⁴ Lettre d'Auboin à Fournier, Bâle, 18 mars 1938, 1069199211/30, ABF, détails, *Choix*, p. 447-448.

¹⁵ Lettre 154 de Mitzakis à Lacour-Gayet, Bâle, 6 juin (rajout du 7) 1933, 1069199211/32, BRI, 1931-1933, correspondance Mitzakis, Archives de la Banque de France (ABF).

du texte exaltait l'écrasement du salaire et du pouvoir d'achat, la transformation des usines en bagnes et l'envol du profit des *Konzerne*. « Des précautions à la fois les plus minutieuses et les plus énergiques ont été prises pour que cette politique, évidemment audacieuse, reste néanmoins pratique et efficace et surtout évite de conduire à une inflation monétaire incontrôlable », telles :

« – Une politique draconienne de stabilité des prix dont les pièces maîtresses sont non seulement un contrôle policier d'ailleurs rigoureux, mais la stabilité complète des salaires horaires et la compression systématique du "pouvoir d'achat" des biens de consommation. Au besoin, on limite directement la consommation (rationnement de certains produits).

– Un grand souci de maintenir la rentabilité des entreprises et même d'élargir considérablement les profits des grandes sociétés dont on interdit du reste la distribution (limitation des dividendes) mais qu'on affecte aux investissements publics par l'impôt ou l'emprunt.

– Un effort fiscal considérable et renforcé par le jeu des contributions "volontaires" sur les salaires, etc. du type soviétique » - exemple unique de célébration du modèle soviétique que la Banque de France vouait d'ordinaire aux gémonies.

« – Un grand souci de maintenir et favoriser l'épargne volontaire : maintien d'un taux d'intérêt assez rémunérateur, stabilité interne de la monnaie.

– Un effort intensif de travail, le seul moyen des travailleurs de défendre leur niveau de vie étant d'allonger leur temps de travail »¹⁶.

Le Reich avait en effet bloqué les salaires, laissé grimper les prix industriels, augmenté les taxes, impôts et autres prélèvements obligatoires sur la masse de la population, provoquant une sérieuse baisse du salaire réel. Dans la dernière étape des préparatifs de guerre, il avait considérablement « allong[é] le] temps de travail » (jusqu'à 16 heures par jour), mesure que le patronat et ses instruments politiques portaient aux nues dans une France où la durée moyenne hebdomadaire *réelle* avoisinait 36 h. En témoignent entre autres 1° la frénésie pro-hitlérienne des dirigeants de la chambre de commerce de Paris (fief synarcho-cagoulard avéré) qui, chapeautés par leur président, Louis Férasson, champion de l'Axe, entreprirent au lendemain de l'occupation des Sudètes une voyante tournée des centres industriels du Reich (à Hambourg, Berlin, Cologne et Francfort)¹⁷;

2° l'égalité passion de la majorité ligueuse et

¹⁶ Note Auboin, « Erreurs », 17 janvier 1939, 1069199211/30, BRI, 1930-1939, ABF.

cagoularde de l'Hôtel de ville de Paris, avouée moins d'un mois après la note d'Auboin, pour la hausse continue de la durée du travail dans le Reich à imiter d'urgence en France. Une affiche sur « "le régime du travail en Allemagne" [...] apposée dans le couloir de l'Hôtel de Ville donnant accès au bureau du personnel » le louait ainsi en février 1939 : le « régime de base » de l'ordonnance du 30 avril 1938 prévoit « 8 heures par jour pendant six jours, soit la semaine de 48 heures », mais les patrons peuvent imposer « sans fournir de justification » les 10 heures quotidiennes et les 60 hebdomadaires « chaque fois qu'un temps de travail a été perdu *ou que la marche de l'entreprise* exige un surcroît de travail ». Pour travaux urgents « d'intérêt public », la journée de travail peut être portée « à 16 heures », etc.¹⁸.

LES BASES DE L'ACCORD À VENIR À L'ÈRE DU « TOURNANT » DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE FRANÇAISE

DES PRÉVISIONS D'OCCUPATION D'AUBOIN...

La note d'Auboin de janvier 1939 ne vantait pas seulement l'indépassable modèle allemand de réduction drastique des salaires et d'intensification du travail ouvrier. Elle se voulait aussi une réflexion sur les suites prévisibles des « annexions de 1938 » en Autriche et en Tchécoslovaquie que Paris avait, comme Londres et Washington, acceptées et secondées. Ces premières réalisations, auxquelles Schneider venait de prêter la main en vendant à Krupp, fin décembre 1938, l'ancienne perle de sa couronne orientale, Skoda, en annonçant d'autres, qui contribueraient au règlement des « problèmes allemands » : le Reich « pourrait [...] être tenté d'annexer (officiellement ou de fait) des populations plus arriérées auxquelles on prendrait à bas prix des matières premières agricoles notamment [...]. Pour que la puissance politique allemande permette de diminuer réellement les sacrifices exigés du peuple allemand sans détendre l'effort de production improductive (armements), il faudrait supposer *que cette puissance politique permette au Reich d'exploiter, non des régions à économie primitive, mais bien des pays riches comme les pays occidentaux, dont le capital accumulé pourrait être alors utilisé au profit de l'Allemagne* »¹⁹.

¹⁷ AG des 5 et 19 octobre 1938, Dutter Gordon, « Doing business with the nazis : French economic relations with Germany under the Popular Front », *The Journal of Modern History*, vol. 63, n° 2, juin 1991, p. 296-326 (316-318); et sur la base des archives de la Chambre de commerce de Paris (ACCP), *Choix et Munich*.

¹⁸ Transmission d'une affiche, 10 février 1939, souligné dans le texte, BA, 2140, Allemagne, APP.

¹⁹ Auboin, « Erreurs », 17 janvier 1939, 1069199211/30, ABF, souligné par moi. Skoda, *Choix et Munich*, index.

... AUX BONTÉS FRANÇAISES DE L'APRÈS-15 MARS 1939

Bref, les milieux financiers français, synarchie en tête, envisageaient l'occupation de leur pays, placé au premier rang « des pays riches » lorgnés par le Reich, aussi sereinement que leurs homologues belges. Le délégué de la Banque de France à Bâle Auboin montra, moins de deux mois après son ode à Schacht de janvier 1939, que l'invasion et la disparition définitives de la Tchécoslovaquie ne changeaient rien au programme envisagé. Ce qui suit suffirait, entre maint autre exemple, à démontrer la vacuité de la thèse du « tournant » français (et britannique) de politique extérieure après le 15 mars 1939. Banque de France et Banque d'Angleterre se plièrent en effet aussi vite et aisément que l'année précédente, et toujours sous couvert de la BRI, aux desiderata aurifères du Reich : Auboin rappela à Pierre Fournier, gouverneur de la Banque de France, le 13 octobre 1939, six semaines après le déclenchement de la guerre mondiale, qu'« en mars [1939] la décision de tenir l'or de la Banque nationale de Tchécoslovaquie à la disposition des dirigeants autorisés [par la Reichsbank] après comme avant le 15 mars a[vait] porté sur l'ensemble de cet or »²⁰.

La disposition à se rallier sans combat préalable aux conséquences de la « *puissance politique* » du Reich et à négocier les modalités de l'exploitation allemande « *des pays riches comme les pays occidentaux* » est éclairée, en plein « tournant » présumé, par la démarche de juillet 1939 du second « technicien de première classe » de la haute banque ici choisi, Boisanger. Le second sous-gouverneur de la Banque de France avait été par les siens mandaté à Rome pour rencontrer, le 20 juillet, Giovanni Malvezzi, directeur général de l'IRI (Istituto di ricostruzione industriale italiano, organisme type du grand capitalisme privé financé par le contribuable). S'y relayaient alors sans répit les chefs synarques, à l'instar de Paul Baudouin, président de la Banque d'Indochine, pivot du plan de liquidation de la République par la Défaite.

Boisanger avait été chargé de proposer à l'Axe Rome-Berlin (au Reich surtout) au nom de « la partie française » un compromis économique « européen » anti-américain, qui succéderait à un second Munich, polonais désormais. On se

préparait officiellement à combattre et les chancelleries bruissaient des tentatives de reconstitution de l'alliance tripartite de revers anglo-franco-russe de 1914 pour sauver la Pologne, cible imminente. L'affaire ne pourrait donc être conclue que lorsque la population française aurait été conduite à en admettre le principe, hypothèse pour l'heure exclue. « Dans un conflit », affirma de Boisanger à Malvezzi, « tous avaient à perdre. Ni la France, ni l'Angleterre ne pouvaient revenir sur l'engagement pris avec la Pologne pour d'évidentes raisons de prestige et surtout après le précédent de la Tchécoslovaquie ; mais elles se sont ainsi posées en esclaves de la Pologne qui peut ainsi encourager à sa guise un conflit qui pèserait en réalité surtout sur la France et sur l'Angleterre ». On ne surmonterait ce dilemme « qu'en donnant du temps au temps, en évitant des incidents imprévus et précipités » et en recherchant « des *accords qui sembleraient absurdes aujourd'hui*. Et c'est pourquoi [Boisanger] considère comme fondamentale l'action de l'Italie, qui pourrait jouer un rôle encore plus grand qu'à Munich. »



Giovanni Malvezzi

source : <http://www.comune.parella.to.it>

Le banquier français conclut son long quasi-« monologue [...] de près de deux heures », riche en envolées antibolcheviques, sur l'offre d'un marché aux termes à peine couverts sur 1° le complot intérieur français et sur 2° les accords avec les futurs vainqueurs de l'Axe Rome-Berlin, qui feraient renaître le Pacte à Quatre en juin 1933 (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie) stipulant révision « pacifique » du traité de Versailles.

« La partie française » visait « un accord définitif et qui donnât véritablement la paix au monde » en évinçant « l'Amérique » : pour « restabiliser le commerce international comme avant la Grande

²⁰ Lettre d'Auboin n° 7 à Fournier, « personnel », Bâle, 13 octobre 1939, 1069199211/40, ABF. détails, évaluation comprise, Lacroix-Riz, *Choix*, p. 472-473; *Munich*, p. 139-141; « La Banque des règlements internationaux et la Banque de France de l'apaisement à la guerre : de la collaboration des Banques centrales à l'« or allemand » », in Olivier Feiertag et Michel Margairaz, dir., *Politiques et pratiques des banques d'émission en Europe (XVIIe-XXe siècles)*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 387-412.

Guerre » s'imposait une « action de toute l'Europe qui obligerait l'Amérique à une nouvelle distribution de [...] l'or mondial » dont pour l'heure « les 4/5^e environ » étaient « réfugiés aux États-Unis ». Cette « hypothèse [étant] évidemment inaccessible » dans l'immédiat - on l'a dit -, on commencerait par « des accords transitoires permettant entre-temps d'éliminer les difficultés les plus urgentes et de stabiliser le terrain pour une entente toujours plus profonde ». Il faudrait à cette fin « porter les peuples - étant donné que les gouvernements ont pour vivre besoin du consentement populaire - à un état de détente tel que les sacrifices nécessaires », à consentir « immédiatement » ou « au moment opportun », le fussent aisément. « Par la suite, une réunion des quatre grands États européens pourrait dans la sérénité jeter les bases d'une entente plus vaste. [...] La partie française serait prête à envoyer en Italie la personne souhaitée pour traiter officiellement, mais de la façon la plus confidentielle, de ces problèmes, dans un esprit très large, tenant compte des intérêts italiens et dépourvu de toute hostilité envers l'Axe. Même sans invitation officielle, il suffirait de faire connaître que cette personne pourrait trouver un interlocuteur autorisé. »²¹

Les maîtres de l'économie, servis par des hauts fonctionnaires empressés, veillaient alors fébrilement au maintien ou au renouvellement des contrats passés avec le Reich dans le cadre du traité de commerce (de 1927) renouvelé le 10 juillet 1937. La part de la France dans la production globale d'acier allemand ne cesse d'augmenter depuis 1938, constata en juillet 1939 « un ingénieur de chez Krupp devant un officier étranger : « les 2/3 de l'acier que nous employons actuellement chez Krupp proviennent des minerais [de fer] français et en particulier de l'Afrique du Nord »²². Tous les produits français nécessaires au Reich prenaient le même chemin, et leur « route [ne fut pas plus] coupée » que celle « du fer » (un des nombreux mensonges de Paul Reynaud) ni alors, ni pendant la Drôle de guerre²³.

C'est huit jours après l'entretien Boisanger-Giovanni Malvezzi, le 28 juillet 1939, que Franco reçut enfin - marché conclu depuis le 25 février, via les accords Bérard-Jordana - le solde des 53 tonnes d'or fin que la jeune République espagnole

²¹ Rapport Malvezzi, Rome, 20 juillet 1939, DDI, 8^e série, XII, p. 466-467, souligné par moi; vraisemblablement Baudouin, encore en juin à Rome, PA 7384/1, Paris, 15 juin 1939, F7 15328, Laval, AN.

²² Lettre 866 de Didelet au ministre de la Guerre (Daladier), 22 août 1939, 7 N 2602, Attachés militaires en Allemagne, juin 1938-juin 1939 et 21 août 1939, Service historique de l'armée de terre.

²³ Lacroix-Riz, *Choix*, p. 465-478, 519-525; *Munich*, p. 238-243.

avait à l'été 1931 confiées à la Banque de France (transférées les 20 juin et 15 septembre 1931, et conservées « dans les serres de la succursale de la Banque de France à Mont-de-Marsan »). La direction de la Banque centrale, couverte par l'État, interdisait depuis le printemps 1937 au gouvernement espagnol, sous le prétexte juridique de ne pouvoir choisir entre deux « Banques d'Espagne », d'utiliser son or restant - plus de 40 tonnes - pour régler ses achats à l'étranger (hors de France, qui ne lui vendait rien). Puis, toujours sous le même prétexte (qu'elle balaierait en 1939), elle avait refusé de le lui rendre quand la Banque légale espagnole, fin décembre 1937, en avait officiellement réclamé la restitution. La Banque de France savait fort bien à quel usage Franco destinait ce précieux instrument du commerce extérieur dont le blocage avait contribué à la misère de la République et à sa défaite.



Le général Franco

Il alimenterait les préparatifs de guerre de l'Axe (et surtout du Reich) en satisfaisant enfin « les réclamations de la part de l'Allemagne et de l'Italie » pour paiement des fournitures expédiées depuis l'été 1936 au général putschiste, comme l'industriel Charles Krug le rappela au gouverneur Pierre Fournier, au Comité permanent de la Banque de France du 27 juillet²⁴ : ces artisans de la « guerre civile extérieure » d'Espagne (Chautemps)²⁵ n'avaient cessé d'exiger de leur obligé Franco qu'il récupérât l'or de la Banque

²⁴ Échange Krug-Fournier qui nia, CPBF, séance 20, 27 juillet, p. 200, ABF.

légal d'Espagne pour s'acquitter de sa dette envers eux.

Ce fut, à un mois de la guerre générale, la troisième contribution française consentie *en temps de paix* au pillage de l'or des pays victimes, sous le gouverneur de la Banque de France Pierre Fournier et le sous-gouverneur de Boisanger – et leurs pairs unanimes. L'assentiment donné pour la troisième fois au pillage de pays étrangers, dont deux alliés, fut ici aggravé par le consentement explicite à la spoliation totale par Franco des Français qui avaient commercé avec l'Espagne républicaine, regroupés depuis le 23 juin 1939 en « Association des créanciers français de la Banque d'Espagne ». Cette décision fit éclater la complicité française avec l'Axe, désormais tripartite, Rome-Berlin-Madrid, car cette modeste créance française avait depuis 1937 servi d'autre prétexte au verrouillage de l'or républicain²⁶.

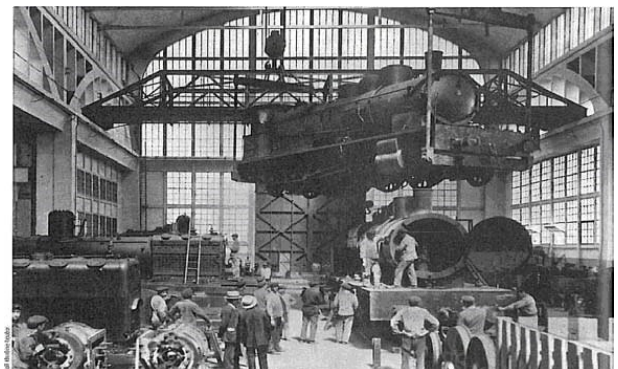
ÉPILOGUE

La cohorte du Pacte à Quatre vantée par Boisanger fut bientôt dépouillée de son partenaire anglais, hypocritement associé le 20 juillet 1939. Réduite à trois, elle chemina sans répit entre la Drôle de guerre et l'assaut allemand du 10 mai 1940. L'État, déjà riche en synarques avant le 3 septembre 1939 (date de la prétendue « déclaration de guerre » française), promut ceux-ci depuis lors ou les nomma en plus grand nombre encore à des postes clés de son appareil. Chefs « républicains » du gouvernement (Daladier puis Reynaud) et putschistes *stricto sensu* négocièrent le maintien de la paix puis la fausse guerre : cette guerre que la France ne ferait pas, mais que l'Allemagne était résolue et apte à livrer - à la différence de septembre 1938, où Paris et Londres l'en avaient dispensée, lui cédant la Tchécoslovaquie qu'elle était incapable de conquérir²⁷. Ainsi put être administré au « peuple [français] » le choc militaire ultime qui paracheva ceux que l'État « républicain » lui avait infligés. Le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet les avait annoncés le *1er juillet* 1939 à l'ambassadeur du Reich, le comte Johannes von Welczeck : « les élections seraient suspendues, les réunions publiques arrêtées, les tentatives de propagande étrangère quelles qu'elles soient réprimées, les communistes mis à la raison. La discipline et l'esprit de sacrifice du

peuple français ne pouvaient être mis en doute par personne » (Welczeck en prit acte dans « tous [l]es rapports » qu'il adressa ensuite à Berlin)²⁸.

Les engagements contractés auprès du Reich par Bonnet au nom du gouvernement français furent promptement tenus : Daladier annonça la suppression des élections le 31 juillet; il put, au lendemain de la signature du pacte de non-agression germano-soviétique (23 août), conduire d'une main de fer la répression anticommuniste évoquée par les trois promesses suivantes. La partie la plus combative du « peuple [français] » était accablée depuis la mort de « la semaine des deux dimanches » et la guerre aux salaires triomphalement annoncées aux « étrangers » (fascistes et hitlériens) par Reynaud le 12 novembre 1938; elle fut paralysée depuis septembre 1939 par l'emprisonnement des chefs de ses organisations syndicales et politique. Comme leurs mandants synarques civils, les chefs cagouleurs militaires, Pétain, Weygand, Huntziger, etc. veillèrent à ce que la France ne combattît pas. Le coup de gourdin d'une débâcle quasi immédiate acheva le degré de cuisson dudit « peuple », arrachant définitivement son « consentement [aux...] sacrifices nécessaires ». Ainsi fut renouvelée contre le peuple français, en temps de guerre, l'escroquerie que le peuple tchécoslovaque avait subie, en temps de paix, de la part de ses propres dirigeants et de ses « alliés » occidentaux. Les « *accords [franco-allemands] qui [eussent] sembl[é] absurdes* » à l'été 1939 furent donc aisément passés ou prorogés à partir de l'été 1940.

A suivre dans notre prochain numéro



Usine Schneider du Creusot

²⁵ Aux entretiens franco-anglais des 29-30 novembre 1937, où Paris (via Delbos et Chautemps) lâcha clairement non seulement l'Autriche, promise à l'Anschluss imminent, mais sa chère alliée tchécoslovaque, Grande-Bretagne 1918-1940, 287-287 bis, politique extérieure 1937, MAE (et Choix, p. 363).

²⁶ . Options économiques en Espagne et or républicain, Choix, p. 333-354; Munich, p. 144-146.

²⁷ Sur tout ce qui suit, Choix, p. 506-555, et, plus précis, Munich, p. 176-288.

²⁸ Note Bonnet sur son entretien avec Welczeck, Paris, 1^{er} juillet 1939, *Le Livre jaune Français. Documents diplomatiques 1938-1939, Pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France d'autre part*, Paris, Imprimerie Nationale, 1939, p. 205 (202-205).

L'appauvrissement organisé : les prix, les salaires et le pouvoir d'achat sous l'occupation 1940-1945 en Belgique

Par Prosper Vandenbroucke

Le souvenir de la guerre de 1914-1918.

A mesure que les relations entre les états européens de dégradèrent au cours des années trente, l'angoisse et l'insécurité grandissaient parmi la population.

Cela se marquait probablement plus fortement en Belgique qu'ailleurs. En l'occurrence, les gens redoutaient surtout que la guerre n'éclate, avec son cortège de victimes innombrables et de dévastations effroyables.

Ils avaient également les plus grandes craintes au sujet de leur niveau de vie.

En effet, personne n'avait oublié ce qui s'était passé en Belgique pendant la guerre de 1914-1918.

On se souvenait que le simple fait d'exister avait été une lutte de tous les jours...

La Grande Bretagne, les Pays-Bas et, dans une moindre mesure, la France, connurent également la pénurie, mais la situation y était moins critique pour ce qui est des conditions d'existence, et la vie sociale y connut moins de bouleversements qu'en Belgique. Cela explique pourquoi la population belge, comme les dirigeants, voyait avec horreur se préciser les menaces d'une nouvelle guerre. Pour la première, c'était le spectre de la faim qui surgissait, pour les seconds, c'étaient surtout les répercussions d'un abaissement du niveau de vie qui mettaient en péril la stabilité sociale.

Cette crainte était à la base des préoccupations du gouvernement depuis 1931. Pourtant, des mesures plus ou moins concrètes ne furent prises que lorsque les menaces de guerre devinrent réelles.

On créa un service spécial pour le ravitaillement. Il s'agissait initialement de l'«Office du ravitaillement et des secours civils», constitué en juin 1937, mais qui resta totalement inactif. Ensuite ce fut le «Ministère du ravitaillement et des secours civils» qui vit le jour en 1939. Ce département préconisait de constituer des stocks de denrées à tous les niveaux. Aussi, les commerçants furent-ils obligés de s'approvisionner largement et l'on conseilla aux ménages d'acheter les plus grandes quantités possibles de vivres non périssables. En outre, ce service émit le vœu

de voir utiliser de plus grandes surfaces de terre pour la culture des céréales. Enfin l'on proposa d'imprimer des timbres de ravitaillement.

Notons, par comparaison, que certains autres pays eurent recours à des mesures plus radicales: en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, le gouvernement constitua lui-même des stocks de grain et les ménages hollandais et suisses furent obligés de faire des provisions. Pour sa part, le gouvernement belge prit quelques mesures en matière de prix et de salaires. Des arrêtés stipulèrent que les marchandises devaient circuler librement, que les augmentations de prix «indues» étaient punissables et que des prix maximums pourraient être fixés. On insistait cependant sur l'approvisionnement et l'on cherchait à éviter des hausses de prix sauvages par une offre normale, sinon surabondante, de denrées alimentaires. Il n'était nullement question d'un contrôle strict des prix, et donc moins encore de leur blocage. En revanche, on instaura un blocage des salaires pour le personnel des services publics, tandis que les hausses des rémunérations dans les entreprises privées étaient limitées par une révision de l'indexation des salaires. Ce libéralisme en matière de prix aboutit à une augmentation des prix de détail. Entre le mois d'août 1939 (mobilisation) et le mois d'avril 1940, le niveau général des prix monta de 15,5%, pourcentage plus élevé par exemple qu'au Danemark, aux Pays-Bas ou en Suisse, mais plus bas qu'en Grande-Bretagne.

Les denrées alimentaires et le charbon subirent les hausses de prix les plus importantes, ce qui correspondait à une demande accrue de ces marchandises. L'augmentation du prix des vêtements était moins marquée, tandis que ceux du logement, des services et des loisirs restaient pour ainsi dire inchangés. La population et les autorités se montraient relativement satisfaites des quelques mesures qui avaient été prises en matière d'approvisionnement et de politique des prix.

Le fait de se constituer une petite réserve ne représenta pas un problème insurmontable pour un grand nombre de personnes au cours de la période allant du mois d'août 1939 à avril 1940.

D'ailleurs les prix de l'alimentation ne variaient guère entre février et avril 1940, ce qui est l'indice d'un marché relativement calme.

Très rapidement cependant, les mesures que l'on avait prises et les provisions faites par les ménages, se révélèrent insuffisantes. Cela était dû au fait que l'initiative avait été laissée presque entièrement aux mains de particuliers, ce qui impliquait entre autres, que les nantis étaient privilégiés par rapport à ceux dont les revenus étaient trop modestes pour se constituer des réserves importantes. Les mesures avaient été prises bien trop tardivement et, en réalité, les préparatifs n'avaient jamais été très sérieux. La campagne des dix-huit jours bouleversa presque immédiatement tous les plans du gouvernement belge en matière d'approvisionnement.

Le 10 mai 1940 on imposa le rationnement et l'on fixa quelques prix maximums. Or, il n'y avait ni timbres de rationnement, ni documents concernant l'importance des réserves. La situation était chaotique, à l'image de l'attitude des autorités belges, de la fuite de la population et du sort de nombreux soldats. D'ailleurs, à ce moment-là le ravitaillement n'était plus du ressort des Belges, mais avait également été pris en charge par l'occupant.

Les salaires, les prix et le niveau de vie au cours des années trente.

Avant de poursuivre l'historique des prix et des salaires, il serait bon de connaître le niveau de vie du Belge moyen entre 1930 et 1939. Cela situera l'évolution des salaires et des prix dans un cadre de référence.

Lorsque la Belgique fut frappée par la crise économique à la fin de 1930, le pays venait de vivre une période particulièrement heureuse.

Au cours des années 1928-29, la population avait connu une prospérité sans précédent, qui s'était traduite par une alimentation plus riche et une plus grande diversification des loisirs. La crise de 1930 entraîna un effondrement brutal du niveau de vie. Le prix des denrées alimentaires ayant chuté, souvent plus nettement que le montant des salaires, la perte resta supportable dans le domaine de l'alimentation.

On dut faire face essentiellement aux dépenses accrues de logement, d'habillement, d'hygiène et de loisirs. Un grand nombre de ménages ne put jamais profiter de la baisse du prix des aliments parce que d'autres postes de dépenses (surtout les loyers) absorbaient plus d'argent.

On assista donc à des transferts dans le budget des ménages, qui ne modifièrent pas notablement les habitudes alimentaires. Il va de soi que le nombre toujours croissant des chômeurs fut très durement touché: leur ordinaire devint nettement moins varié que durant les années 1928-30.

A partir de 1936, les prix et les salaires augmentèrent et le chômage diminua. Les habitudes alimentaires redevinrent pareilles à ce qu'elles avaient été avant la crise économique. En gros, l'on peut dire que le Belge moyen avait une nourriture suffisante et variée lorsque la guerre éclata, mais son niveau de vie laissait à désirer dans d'autres domaines. Pourtant, si l'on compare la situation avec celle qui existait à la veille de la première guerre mondiale (où 25 % environ de la classe ouvrière souffrait encore de la faim), on constate que le niveau de vie moyen s'était amélioré entre 1914 et 1940. La comparaison entre les deux époques est significative pour la façon dont la pénurie a été vécue au cours des deux guerres. Les conditions de vie objectives ont été incomparablement plus mauvaises durant la Première Guerre mondiale que pendant celle de 1940-45. Ceci dit, il faut tout de même préciser que les pertes subies ont été ressenties plus durement au cours de la deuxième guerre mondiale que pendant la première, si on les situe dans leur cadre historique.

Les illusions des Allemands au sujet du contrôle des prix.

L'occupant avait une optique totalement différente de celle qui prévalait en Belgique pour ce qui est du problème des salaires, des prix et de l'approvisionnement.

Cela s'explique d'une part par l'idéologie nazie et, d'autre part, par le fait que l'économie de notre pays était placée entièrement en fonction de l'effort de guerre allemand. Le dirigisme d'état s'exerçait à tous les niveaux. Il était donc logique que l'état intervienne également en matière de prix et de salaires dans les territoires occupés.

Aussi, la toute première mesure de l'occupant fut-elle de geler les salaires et les prix, disposition qui fut généralisée au fur et à mesure que le pays était conquis.

C'était la première fois que la Belgique subissait une mesure aussi radicale dans ce domaine. Abstraction faite de ce dirigisme étatique de principe, le gel des prix et des salaires avait un double objectif. D'abord, le blocage des salaires devait inciter les travailleurs belges à aller travailler en Allemagne. Le marché du travail allemand avait grand besoin de main-d'œuvre

d'appoint; en outre, il était intéressant parce que les salaires y étaient plus élevés et que des augmentations y étaient accordées. Ensuite, le blocage des prix devait garantir la fourniture à l'Allemagne de produits bon marché.

Les prix de vente maintenus très bas obligeaient par ailleurs les entreprises belges à produire au maximum afin de compenser les pertes subies (du fait des prix de vente trop bas), Ces considérations d'ordre strictement économique n'avaient pas grand-chose à voir avec des préoccupations sociales. L'idée que le blocage des salaires, combiné avec le gel des prix de détail, allait sauvegarder le pouvoir d'achat s'est révélée n'être qu'un attrape-nigaud.

Cela n'empêcha pas l'occupant d'insister lourdement sur ses sentiments sociaux les plus vifs, à la fois pour se rendre populaire et pour éviter d'éventuels troubles sociaux, ou du moins pour les limiter. Cette politique s'accompagna d'ailleurs d'une gigantesque campagne de propagande dans laquelle le blocage des salaires était présenté comme étant une mesure visant à empêcher toute diminution de ces mêmes salaires. C'est ainsi qu'en juillet 1940, un des charbonnages liégeois se vit interdire une réduction des salaires de 15 %, et que l'occupant rejeta catégoriquement les propositions de l'organisation coordonnatrice des employeurs, tendant à faire imposer des diminutions de salaires allant jusqu'à 40%.

L'objectif, en l'occurrence, n'était pas l'intérêt des classes laborieuses (comme le prétendait la propagande), mais qu'il s'agissait plutôt d'éviter les troubles sociaux.

La création et les activités du Commissariat aux prix et aux salaires (constitué le 20 août 1940) s'inséraient parfaitement dans cette campagne de propagande. La tâche de ce Commissariat était de fixer et de contrôler les prix, les tarifs et les salaires. Chaque révision d'un tarif donnait lieu à une enquête, après quoi un nouveau tarif entraînait en vigueur.

Seulement, tout ce processus se déroulait sans tenir compte de la conjoncture économique réelle. La raréfaction des marchandises dans le commerce de détail, comme dans le commerce de gros, engendra une inflation larvée.

Celle-ci se transforma en inflation galopante du fait de l'augmentation de la circulation monétaire qui s'était accrue principalement à cause de l'émission massive de billets de banque, destinée à supporter les frais de l'occupation.

Entre janvier 1940 et janvier 1941 la masse des billets de banque en circulation dans le

pays, avait augmenté de 26%. L'action conjointe de la rareté des marchandises et de l'accroissement du volume d'argent provoqua inéluctablement la hausse des prix. A la fin de la guerre, le volume de l'argent en circulation avait gonflé de 235% par rapport à janvier 1940 !! Dans une pareille situation d'inflation galopante, toute tentative de contrôle des prix était totalement vouée à l'échec.

Le Commissariat aux prix et aux salaires faisait cependant comme si de rien n'était en essayant de camoufler la véritable évolution des prix, et il s'en tint jusqu'à l'absurde à un niveau théorique du coût de la vie. Il n'est donc pas exagéré de dire que le Commissariat a rempli essentiellement une mission de propagande. Le fait d'accepter l'évolution réelle des prix aurait signifié en effet qu'un aspect fondamental de la vie économique échappait pour ainsi dire totalement au contrôle de l'occupant et de ses acolytes. Pareil échec devait donc être camouflé.

Prix fictif et prix réels.

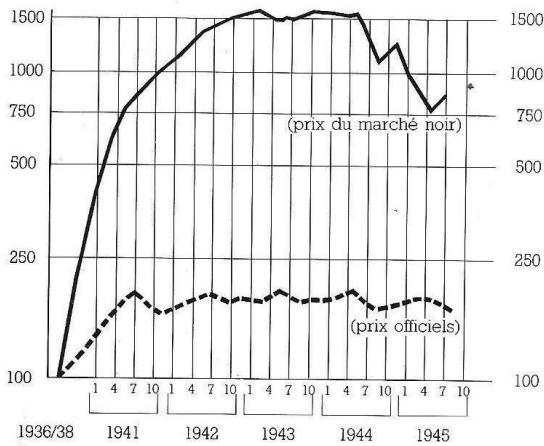
Il était pourtant évident pour chacun que la politique officielle des prix n'était qu'une vaste plaisanterie. Le niveau officiel des prix maintenu trop bas donna naissance à un important marché noir. La coexistence de deux marchés pratiquant, l'un des prix bas et l'autre des prix élevés, fit affluer les marchandises vers le marché cher. Concrètement cela revient à dire que le marché officiel, où les prix étaient peu élevés, souffrait d'une pénurie endémique, tandis que le marché noir parallèle regorgeait de tout.

A quoi bon des fixations de prix et un rationnement si les marchandises manquaient constamment?

On était donc obligé de s'approvisionner de plus en plus sur le marché noir. Les prix qui y étaient pratiqués différaient considérablement des prix officiels et théoriques, aussi certaines denrées étaient-elles totalement inaccessibles pour un grand nombre de personnes. L'augmentation officiellement permise des prix des produits alimentaires rationnés fut de 75% au cours de l'année 1941, tandis que la hausse sur le marché noir fut en moyenne de 650% (pourcentages de hausse par rapport à la période de référence 1936-38) !

La disproportion entre prix théoriques et prix réels s'accrût encore au cours des années de guerre suivantes.

Le niveau officiel des prix ne varia guère et oscilla toujours autour d'un coefficient de hausse de 90%. Cela veut dire que le Commissariat aux prix et aux salaires a essentiellement accordé des augmentations de prix du mois d'août 1940 au mois d'août 1941, et les refusa par la suite.



Graphique des prix

Et pourtant les prix du marché libre continuèrent à grimper jusqu'en janvier 1943, où l'on observe un pourcentage d'augmentation effarant de 1600%.

Ce niveau ne bougea pour ainsi dire plus jusqu'à la fin de la guerre. Le graphique fait apparaître clairement l'évolution fortement divergente des prix officiels et des prix libres. On peut s'imaginer les efforts du Commissariat aux prix et aux salaires pour lutter contre les prix extrêmement élevés. Il partit en guerre contre le marché noir, se livra à de nombreux contrôles des prix et dressa d'innombrables procès-verbaux.

Mais la campagne de propagande était perdue d'avance. L'inflation galopante était inéluctable et l'occupant lui-même avait recours au marché noir. En outre, la résistance n'avait pas tardé à se livrer à une contre-propagande en insistant sur le fait que les problèmes d'approvisionnement étaient entièrement dus à l'occupant.

Il ne faut pas perdre de vue par ailleurs que les prix officiels étaient effectivement pratiqués et que certaines institutions, telles que les écoles, les hôpitaux ou les commissions d'assistance publique profitaient réellement du niveau peu élevé des prix. Le citoyen ordinaire pouvait également s'approvisionner aux prix officiels pour autant que l'offre sur le marché contrôlé fût suffisante. Cela dépendait entre autres de l'importation et de la production des denrées alimentaires. C'est ainsi par exemple que les ménages moyens d'ouvriers achetèrent la moitié de leurs pommes de terre au marché noir en mai 1941, tandis qu'ils ne s'y en procurèrent que le quart en septembre de la même année et pour ainsi dire rien au cours de l'hiver 1942-43.

Le prix de certaines denrées était conditionné par le volume de la demande.

Or, si les besoins purement matériels étaient les plus urgents, on ne pouvait pas parler d'un comportement strictement rationnel du consommateur. Naturellement, on essayait avant tout de satisfaire les besoins impérieux et vitaux, comme la nourriture et la boisson. Comme l'offre de ces denrées avait cruellement diminué (en raison de la chute des importations, des réquisitions allemandes et du stockage par les commerçants dans l'espoir d'accroître encore les bénéfices), et qu'en revanche la demande avait augmenté (du fait de la constitution de réserves par les ménages), le prix des vivres grimpa de manière spectaculaire. La flambée du prix du pain et des pommes de terre était devenue phénoménale depuis l'hiver 1940-41. Après l'été de 1942 le prix des pommes de terre diminua en raison de l'abondance des récoltes.

L'élévation du prix de la viande, des produits laitiers, des légumes, des fruits et d'autres denrées alimentaires fut moins marquée (avec des coefficients de hausse de 2 à 10). Ces produits, déjà chers avant la guerre, le devinrent encore plus après mai 1940, de sorte qu'un très grand nombre de citoyens ne pouvaient absolument plus se les permettre. On chercha donc à se procurer les calories indispensables par une consommation accrue de pain et de pommes de terre dont la valeur nutritive était encore la plus élevée par rapport au prix. Et pourtant ce dernier avait augmenté de manière insensée.



Affiche concernant les augmentations illégales des prix

En règle générale, les prix des produits non alimentaires et des services augmentèrent moins fort. Le coût de l'habillement fut multiplié par deux ou trois, celui du charbon par cinq, celui des produits d'entretien par six à dix, tandis que les loyers, les transports et les loisirs augmentèrent relativement peu, voire pas du tout. Par contre, le prix de toute une série d'autres produits monta en flèche (savons, tabac). Toutefois ce fut le café qui battit tous les records. Cela était dû non seulement à la rareté de ce produit, mais aussi principalement au fait qu'il y avait une très forte demande de vrai café de la part des Allemands. Le café était devenu un luxe. Son prix avait atteint un sommet faramineux, (2.320 francs belges le kilo en juin 1944, ce

qui équivalait +/- 2.100 euros actuels) parce que l'ennemi l'achetait au marché noir, et il devint même si rare qu'il était utilisé comme monnaie d'échange.

La paupérisation généralisée....

L'évolution spécifique des prix entraîna le bouleversement total du schéma des dépenses et du mode de vie des ménages. Les dépenses vitales de nourriture absorbaient la plus grosse partie du budget ménager. Il ne restait donc pas grand-chose pour d'autres dépenses. Tout comme pendant la première guerre mondiale, la vie de tous les jours était tout entière axée sur les problèmes d'approvisionnement en nourriture, avec tout ce que cela implique. Songeons par exemple à la monotonie de l'ordinaire, la sensation de faim que l'on ne parvenait pas à calmer, les files interminables devant les magasins et les centres de distribution, etc. Le tableau ci-dessous donne la répartition en % des dépenses des ménages de travailleurs.

	1928/29	1941/43	1948/49
Alimentation	58,6%	70,0%	44,4%
Habillement	15,5%	4,6%	14,3%
Logement	9,1%	8,9%	10,3%
Eclairage, chauffage	4,9%	5,2%	5,3%
Soins personnels	1,3%	3,3%	4,1%
Divers	10,5%	8,0%	21,5%
	100,-%	100,-%	100,-%

Dépenses ménagères exprimées en %

Nous voyons donc qu'un ménage moyen de travailleurs consacrait 70% de son budget à la nourriture, un pourcentage qui rappelle la misérable structure des dépenses du milieu du 19^{ème} siècle. Ce pourcentage élevé des dépenses n'empêchait aucunement la détérioration du régime alimentaire qui était constitué presque exclusivement d'aliments d'origine végétale (pain et pommes de terre). En outre, la qualité du pain était exécrable. La viande, le beurre, etc., étaient des denrées que de nombreux ménages ne connurent absolument pas durant les années de guerre. La Belgique se prolétarisa dans les domaines de l'alimentation. Les problèmes d'approvisionnement étaient encore aggravés par l'existence des timbres et des points de rationnement qui devaient accompagner chaque achat (officiel). Les rations imposées

n'étaient pas seulement maigres, voire misérables (la valeur nutritive de la ration de décembre 1941 était à peine de 1.245 kcal, c'est-à-dire insuffisante, de 50% à 65%), mais souvent on ne pouvait même pas se les

procurer parce que les denrées manquaient sur le marché officiel.

Il ne restait plus alors qu'à se rabattre sur le marché noir beaucoup plus onéreux, ce qui pour beaucoup était totalement impossible. Il n'est donc pas surprenant, dans de telles conditions, que presque tout le monde ait souffert de la faim. Des enquêtes ont montré qu'il y eut des carences en calories et en protéines de l'ordre de 50%, tandis que 70% du groupe de travailleurs examiné subirent une perte de poids allant de 2 à 17 kg.

On n'achetait pour ainsi dire pas de vêtements. Les gens transformaient, ravaudaient, cousaient et tricotaient, mais rien ne pouvait dissimuler le fait que beaucoup étaient habillés misérablement.

Les dépenses de logement demeurèrent raisonnables parce qu'en général les loyers restaient fixés au niveau d'avant-guerre. La qualité des logements se détériorait parce que les propriétaires ne faisaient pas effectuer de travaux, ni de réparation ni de transformation. Des quartiers entiers se transformaient en taudis. Par ailleurs, nombreuses étaient les personnes qui ne parvenaient plus à se chauffer suffisamment.

Par bonheur, l'hiver fut clément en 1942-1943. Le pourcentage des dépenses consacrées aux soins personnels s'accrût en raison du renchérissement excessif du savon et des produits pharmaceutiques. Enfin, les dépenses de la rubrique «divers» diminuèrent de 2 % environ.

Et pourtant le monde des loisirs connut un essor extraordinaire: les cinémas et les manifestations sportives étaient fréquentés comme jamais auparavant. La stagnation des prix au niveau d'avant-guerre n'était pas étrangère à ce phénomène et les divertissements étaient censés compenser les carences dans d'autres domaines.

La structure des dépenses était valable pour un ménage moyen de travailleurs. Il est évident que les ménages appartenant à d'autres couches sociales avaient un schéma de consommation différent. Une famille bruxelloise aisée dépensait par exemple environ 40% de son budget pour la nourriture entre mai 41 et décembre 1943 (contre 70% pour les ménages d'ouvriers) et près de 18% pour ses loisirs et ses dépenses diverses (contre 8 %). Ces divergences importantes dans les chiffres traduisent un mode de vie et une structure de consommation totalement différents: la guerre apportait plus de misère chez les uns que chez les autres. Les commerçants, les agriculteurs et les habitants des campagnes étaient généralement mieux lotis que les autres, tandis que les citadins,

les employés et les rentiers éprouvaient plus de difficultés pour s'approvisionner. C'est le niveau des revenus et le volume des biens qui déterminaient la façon dont l'argent était dépensé. L'inégalité sociale sur le plan de l'alimentation, du logement, de l'habillement, etc., s'était considérablement accentuée.

....conduisit à la résistance contre l'envahisseur....

La baisse sensible du niveau de vie dans tous les domaines engendra des réactions individuelles et collectives. Or, l'occupant redoutait particulièrement les actions collectives. Sa propagande n'était-elle pas axée en grande partie sur la volonté d'éviter des troubles sociaux? Les réactions individuelles, en revanche, étaient sans danger. On s'efforçait de maintenir le plus possible son niveau de vie d'avant-guerre en entamant ses économies, en cherchant à se faire des revenus supplémentaires, en faisant des dettes, en fraudant des marchandises, en mettant ses objets de valeur au clou, etc.

Il n'était pas rare de voir des ménages vendre des bijoux, des bicyclettes, du charbon ou des timbres de ravitaillement pour pouvoir se procurer du beurre ou des œufs.

Nombreux encore étaient ceux qui avaient recours au Secours d'hiver ou à d'autres organisations d'assistance publiques ou privées.

Enfin, nombre de personnes se mirent à cultiver, qui un champ, qui un jardin: bien des parcs et bien des jardins furent transformés en champs de pommes de terre.



Le Parc du Cinquantième est devenu jardin potager

Il y eut d'autres réactions individuelles: certains choisirent d'augmenter leurs revenus en allant travailler en Allemagne, ce qui était précisément l'objectif de l'occupant. Mais le mécontentement collectif était plus inquiétant. D'abord, il mettait en évidence que le nazisme n'offrait nullement un paradis social, et ensuite il renfermait les germes de

la résistance dans d'autres domaines. Les rapports de la **Geheirne Feldpolizei (G.F.P.)** adressés au commandement suprême de l'armée de terre attirent l'attention sur le lien existant entre les problèmes d'approvisionnement et les tout premiers signes de résistance.

Voici exactement ce que dit le rapport d'activité pour la période du 1^{er} au 15 novembre 1940:

«En résumé on peut affirmer que l'attitude anti-allemande de la population, déjà constatée antérieurement, se durcit de plus en plus. L'une des principales raisons de cette attitude est l'approvisionnement de la nourriture.

Il faudrait s'attacher particulièrement au problème de la distribution des pommes de terre pour les «travailleurs».

Le rapport suivant fait état de grèves dans des mines de charbon, «qui trouvent leur origine dans la fourniture insuffisante de pommes de terre».

Le rapport du 1^{er} au 15 février 1941 présente la situation sans la moindre équivoque:

«Il est évident que le citoyen belge, dont les revenus n'ont plus augmenté ces derniers temps, n'est plus en mesure, en raison de la hausse énorme des prix, de satisfaire à ses besoins les plus élémentaires. Une telle situation favorise naturellement le climat d'hostilité envers l'Allemagne, surtout lorsque la propagande clandestine rend l'Allemagne entièrement responsable de cette situation».

Des rapports ultérieurs mentionnent constamment le lien entre «l'hostilité de la population et la raréfaction des vivres»,

Outre les signes de mécontentement («V» de la victoire sur les murs, tracts, manifestations,...), l'insatisfaction se concrétisait principalement par des grèves. Elles éclatèrent tout au long de la guerre, surtout parmi les mineurs wallons et sous l'impulsion des Comités de lutte syndicaux organisés clandestinement. Les revendications portaient sur une augmentation des rations et des salaires.

En mai 1941 on assista à la «grève des 100.000»,

Cette grève aboutit à la seule et unique rupture du gel des salaires: une augmentation des salaires de 8 % fut accordée. Il n'y eut plus jamais d'augmentation des salaires par la suite. Si l'on met en parallèle cette hausse de 8 % des salaires et la hausse officielle des prix de 75%, on comprendra aisément l'ampleur de la perte du pouvoir d'achat. En comparaison des prix du marché noir, l'augmentation des salaires accordée était

parfaitement ridicule. C'est pourquoi cette fameuse hausse des salaires du 29 mai 1941 doit être considérée comme une victoire de propagande symbolique et morale des travailleurs belges, plutôt que comme une mesure propre à relever le niveau de vie. En effet, cette mesure accordée officiellement portait un coup à l'image d'une gestion socio-économique parfaite.



Distribution de soupe aux ouvriers du chemin de fer

Il est indubitable que les problèmes d'approvisionnement ainsi que la montée du coût de la vie suscitèrent chez bien des gens des sentiments anti-allemands. Il n'était pas rare qu'une telle réaction aboutisse à une résistance active contre le nazisme.

L'occupant était conscient de la chose tout comme la Résistance, et chaque camp ne manqua pas de mettre l'accent sur le pain quotidien dans la propagande respective. Le duel sur ce plan-là tourna au détriment du régime nazi.

....tandis que l'agitation sociale était jugulée.

Cela ne veut pas dire pour autant que les résistants puisèrent leur avantage exclusivement dans les difficultés d'approvisionnement de la population.

A un certain moment il leur devint même impossible de jouer sur ce facteur précis, le ravitaillement s'étant quelque peu amélioré dans le courant de l'année 1942.

Après 1941, la motivation de la résistance n'était plus tant la question du ravitaillement, mais plutôt le mécontentement au sujet du travail obligatoire, des déportations et des facteurs idéologiques de plus en plus présents.

Cependant, les prix demeuraient élevés et les rations fort maigres, et les Allemands s'attendaient à des protestations sociales massives. Or, il ne se passa rien, ce dont

l'occupant s'étonna à maintes reprises.

Pour quelle raison la classe ouvrière belge ne s'est-elle pas livrée à des actions de protestations plus généralisées après 1941, en déclenchant des grèves? On pourrait penser que le climat de l'occupation présentait un caractère de sécurité plus marqué au point que toute grève était sanctionnée par des licenciements, des peines de prison ou la déportation (n'oublions pas que la grève était interdite depuis mai 1940). Or, ce qui a incontestablement pesé dans la balance, ce furent les augmentations de salaire occasionnelles et illégales ainsi que les gratifications en nature de la part des employeurs à leur personnel.

Ces rémunérations complémentaires peuvent s'interpréter de deux manières. D'une part, on peut souligner les préoccupations humanitaires des patrons belges. Ceux-ci se seraient inquiétés des «prestations» accablantes imposées contre leur volonté par les autorités. Il n'est pas douteux que ce genre de sentiments animait effectivement certains employeurs. Mais de telles considérations ne cadraient pourtant pas avec la ligne de conduite des entrepreneurs.

Il suffit de songer à la proposition émanant du Comité Central Industriel, qui visait à réduire les salaires de 15 à 40% au début de la guerre. C'est pourquoi la deuxième interprétation semble plus vraisemblable.

Les suppléments, en réalité, devaient servir d'une part à maintenir le niveau de productivité de la main-d'œuvre, et d'autre part à sauvegarder la paix sociale pendant la guerre et surtout dans les jours qui suivraient la libération. L'occupant n'ayant pas réussi à atteindre cet objectif à cause de sa politique rigide des prix et des salaires, les patrons prenaient donc le relai. Cela leur a coûté cher, mais il semblerait que le jeu en valait la chandelle.

Par conséquent, les employeurs ont rempli une fonction dont ils s'étaient d'ailleurs déjà chargés lors de la Première Guerre mondiale. Seulement, à cette époque, l'aide était prodiguée par le truchement du «Comité National» de manière anonyme et institutionnalisée. Cette fois, le secours s'opérait directement de l'employeur au travailleur, ce qui pouvait créer des liens très solides. L'occupant était au courant des revenus supplémentaires. Il fermait les yeux, par exemple, sur le fait que certains entrepreneurs achetaient des denrées au marché noir pour les revendre ensuite à leurs ouvriers au prix officiel beaucoup moins élevé. Il tolérait également les distributions gratuites de charbon, lequel était ensuite détourné vers le marché clandestin. Les

intérêts de l'occupant et des employeurs étaient donc fort proches dans ce domaine.

Les entrepreneurs passèrent également outre du gel des salaires. Ils étaient cependant moins enclins à enfreindre les dispositions légales en la matière. Contrairement aux distributions de nourriture, de soupe et de toutes sortes de primes, une augmentation des salaires représentait une mesure générale et irréversible qui pesait de façon durable sur le coût de production. Elles n'étaient donc accordées que très rarement. Les statistiques concernant les salaires horaires, établies par la Banque Nationale, nous montrent qu'entre mars 1940 et décembre 1942, ils augmentèrent de 14 %, En mars 1944, les rémunérations étaient plus élevées de 17% environ par rapport à la situation d'avant-guerre.

Ces données ne prennent cependant pas en ligne de compte les primes, la fréquence du travail, les rémunérations pour les heures supplémentaires, le pécule de vacances additionnel, etc.

Le tout mis ensemble, on estime que les revenus des travailleurs avaient augmenté globalement de 30 %. Ce pourcentage correspond plus ou moins aux chiffres recueillis dans les livres de paie d'une entreprise métallurgique de Huizingen (Brabant Flamand). Entre la première moitié de 1944 et la moyenne annuelle de 1939, le salaire hebdomadaire enregistre une hausse de 23 %.

L'élévation des revenus fut extrêmement modérée durant les années 1941, 1942 et le début de 1943. Ce n'est qu'à partir du milieu de cette dernière année que le salaire hebdomadaire s'accrût de manière sensible, avec un pourcentage plus élevé que celui de l'ensemble des années de guerre antérieures.

Les entrepreneurs estimèrent sans doute que le moment était venu d'accorder des augmentations. Celles-ci n'étaient pourtant nullement liées à l'évolution des prix, qui demeurèrent virtuellement en stagnation de janvier 1943 à la fin de l'occupation.

La raison de ces augmentations, qui intervinrent à partir de la moitié de 1943, se trouve dans le fait que les employeurs se rendaient compte que l'Allemagne était en train de perdre la guerre et qu'il était temps par conséquent de traiter les travailleurs de manière un peu plus généreuse.

Conclusions.

Les tentatives visant à maintenir les salaires et les prix sous contrôle échouèrent totalement. Les prix imposés étaient bas dans la mesure où il existait un circuit parallèle de

marchandises où il n'était nullement question de pénurie. On pouvait s'y procurer presque n'importe quoi.....à des prix faramineux.

Les prétentions du nazisme concernant la création d'un paradis des travailleurs s'étaient très rapidement écroulées.

Le mécontentement au sujet des privations fut à l'origine de la résistance de nombreux citoyens contre l'occupation.

Les Allemands n'étaient nullement animés de sentiments sociaux authentiques. Le langage de leur propagande était loin de refléter leurs véritables préoccupations.

L'unique objectif de l'occupant nazi était de mettre la capacité de production de la Belgique au service de l'économie de guerre du Reich. Le fait que cela faisait s'effondrer dramatiquement le pouvoir d'achat du citoyen belge, non pas uniquement celui des travailleurs, mais à coup sûr celui des représentants de presque toutes les catégories socio-professionnelles, le laissait totalement indifférent.

Par leur politique des salaires et des prix, les nazis ont organisé sciemment l'appauvrissement de larges couches de la population.

Sources bibliographique

Peter Scholiers in "1940-1945 La vie quotidienne en Belgique" Editions CGER 1984

Crédits photographiques :

"La Belgique à l'heure allemande par J. De Launay.

F. De Vos (Lokeren)

CEGESOMA (Bruxelles)

Archives de la ville de Bruxelles.



Etalage d'une épicerie

Monaco, l'argent et les nazis

Par Vincent Jauvert

Histomag'44 remercie Monsieur Vincent Jauvert pour nous avoir autorisés à reproduire cet article initialement publié dans le Nouvel Observateur le 17/07/97.

Daniel Laurent

C'est le rocher le plus luxueux du monde. Le territoire où le mètre carré face à la Méditerranée vaut le plus cher. Où les chagrins d'amour de ses princesses font dans le monde entier la fortune de la presse du cœur.

Tout commence par une étrange découverte dans les archives américaines : une courte note des services secrets US sur Monaco. Que dit ce document du 29 mars 1945 ? Que la Principauté, État neutre, est, comme la Suisse, un centre de blanchiment de l'argent des pillages nazis, un « *refuge des capitaux ennemis* ». Et l'officier de renseignement américain insiste sur la collaboration financière très active entre le gouvernement monégasque et le Reich, de 1940 à 1944. Mais il ne livre pas de détails. Il fait seulement allusion à *Radio-Monte-Carlo*, à Mandel Szkolnikoff, à une certaine banque Charles et à Louis II de Monaco, le prince régnant de l'époque, le grand-père de Rainier... Comment en savoir plus ?

À Monaco, on ne parle pas de l'occupation nazie. Ou seulement par allusions. Les livres officiels d'histoire, ceux qui célèbrent cette année le 700^{ème} anniversaire de la dynastie Grimaldi, évoquent la période de manière lénifiante ou très évasive. Dans « *Il était une fois Monaco* » (Éditions du Rocher), Jean des Cars écrit : « *Il y eut des réfugiés, des résistants, des représailles, des déportations et des exécutions.* » Mais l'étude ne va guère plus loin. Et bien entendu, de collaboration financière ou de blanchiment d'argent nazi, il n'est même pas question. Un seul livre – non « officiel », celui-là – évoque ces sujets : « *Monaco sous les barbelés* »¹, un courageux ouvrage de Denis Torel édité par Beate et Serge Klarsfeld en 1996. Mais lui non plus ne contient pas beaucoup de précisions : il est essentiellement consacré à la répression antisémite et à la Résistance dans la principauté.

Consulter les archives du palais princier ? Le conservateur, Régis Lécuyer, dit que c'est impossible. Pourquoi ? « *C'est trop tôt pour les ouvrir, trop de gens...* » Trop tôt, trop de gens. Heureusement, d'autres archives nous ont été ouvertes en Suisse et surtout en France – notamment la correspondance diplomatique entre Vichy et Monaco (grâce au Quai-d'Orsay) et les

rapports sur les biens monégasques séquestrés à la Libération. Ainsi, nous avons pu reconstituer les dossiers noirs – nauséabonds parfois – de l'Occupation à Monaco.

Nauséabonds ? Le capitaine Ardant – le père de la comédienne Fanny Ardant – est le précepteur du jeune prince Rainier, de l'armistice à août 1942.

Pendant deux ans, il vit donc tous les jours avec la famille Grimaldi. Puis il démissionne. Il explique pourquoi au consul de France à Monaco, M. Jeannequin, qui s'empresse de rapporter la conversation à Vichy dans une longue note « confidentielle ». On y découvre un capitaine écœuré, « *choqué* [écrit Jeannequin] *par ce qu'il a vu et entendu au palais de Monaco* ». « *Pendant les semaines où il a vécu dans l'intimité des princes* [raconte le consul] *le capitaine n'a jamais entendu parler que d'argent et des procédés plus ou moins propres par lesquels on peut s'en procurer, de petites combinaisons louches destinées à sauvegarder les intérêts des Grimaldi et de leurs sujets.* » Jeannequin ajoute : Louis II est assisté d'un secrétaire particulier, qui, « *pour de l'argent, est capable des plus basses compromissions* ». Or cet homme « *possède beaucoup d'influence sur le prince, qui est toujours à court d'argent et auquel il fournit des moyens – pas toujours très corrects – d'en obtenir. Il tient le prince de la sorte* ». Ce qui, précise Jeannequin, déplaît souverainement à ses petits-enfants. La princesse Antoinette et son frère Rainier, alors âgé de 19 ans, écrit-il, reprochent à leur grand-père « *le désordre de sa vie privée et surtout les dépenses que ce désordre entraîne* ».



Louis II de Monaco

¹ Cet ouvrage, remarquablement illustré, est disponible à *Fils et Filles de déportés juifs de France*, 32, rue La Boétie, 75 008 Paris.

Les Grimaldi, l'argent et la guerre

À la veille du conflit, la principauté est quasiment ruinée. Paradis fiscal, sans impôt direct, l'État monégasque vit notamment grâce à un pourcentage sur les recettes de la Société des Bains de Mer, qui exploite les jeux à Monte-Carlo. Or, en 1933, Monaco a perdu le monopole des casinos, et ses concurrents de la Côte d'Azur – Nice, Cannes, Juan-les-Pins, qui ouvrent alors des établissements de jeu – détournent une grande partie de sa clientèle. À la veille du conflit mondial, le chiffre d'affaires de la SBM a fondu. Le trésor princier aussi.



Les carabinieri monégasques - photo Life

À la fin de la guerre, en revanche, il est florissant. En février 1944, le ministère de l'Économie de Vichy veut comprendre pourquoi. Un inspecteur des Finances, M. Montarnal, est envoyé en Principauté. À son retour, éberlué, il écrit dans son rapport de mission, époustoufflé : « *La trésorerie monégasque, qui était en voie d'épuisement en 1937, disposait fin 1943 de 188 millions de francs immédiatement réalisables.* » Parce que les dépenses ont été freinées ? « *Bien au contraire : elles ont été multipliées par trois depuis 1938.* » En fait, ce sont les recettes qui ont explosé.

D'où vient cette soudaine richesse ? D'abord de gigantesques magouilles aux dépens du fisc français, des malversations couvertes, encouragées par le gouvernement princier. Mais la principale source de revenus, c'est, plus que jamais, le Casino. En 1941, la Société des Bains de Mer fournit péniblement 3 millions de francs au Trésor monégasque. Deux ans plus tard, elle contribue pour 80 millions... En janvier 1943, quelques jours après l'arrivée des troupes fascistes à Monaco, le consul Jeannequin écrit à Vichy : « *La principauté traverse actuellement une prospérité financière inouïe. Les fêtes de Noël et du jour de l'an ont vu se rassembler à Monte-Carlo une foule innombrable de gens qui se sont rués sur le seul casino demeurant ouvert à l'intérieur de notre territoire.* » Et Jeannequin ajoute : « *Jamais, même aux temps les plus prospères, la partie n'avait atteint un tel niveau... ni une telle durée, puisque dans la nuit du réveillon le baccarat n'a cessé qu'à 8 heures du*

matin. Les recettes se montent à des sommes astronomiques. » Qu'en pensent les Monégasques ? « *La majorité d'entre eux [écrit le consul] se réjouit d'une pluie d'or dont les éclaboussures l'atteignent.* » Qui en particulier ? « *Les croupiers de baccarat, qui ont gagné 40 000 francs chacun dans le seul mois de décembre, ou les maîtres d'hôtel et premiers garçons de restaurant dont les pourboires n'ont pas été inférieurs à 15 000 francs.* » Et Jeannequin entend préciser aux lecteurs incrédules : « *Je tiens ces chiffres du commissariat de police de Monte-Carlo.* »

Qui sont ces flambeurs de l'Occupation qui perdent des millions chaque soir ? Bien sûr, il y a quelques vieilles fortunes, restées ou venues à Monaco après l'armistice. Mais les gros joueurs, ce sont avant tout des dignitaires nazis et des trafiquants de tout poil devenus milliardaires en quelques mois par le marché noir, le pillage et la spoliation des biens juifs. Monaco ferme les yeux et devient l'État croupier de l'Axe.

Son État prête-nom aussi – et toujours avec la bénédiction du prince. Des blanchisseurs de l'argent nazi s'installent dans la Principauté. Non seulement ils jouent à la roulette, mais ils investissent, ils camouflent le produit des trafics et des pillages, grâce à des montages juridiques complexes. Et toute la société monégasque en profite. En effet, les sociétés écrans – autorisées par le gouvernement princier – prolifèrent. Et ces centaines de firmes fantômes rémunèrent grassement quantité de gens. En février 1944, l'inspecteur des Finances français écrit : « *La création de sociétés est devenue une industrie nationale. Le système de prête-nom s'est répandu. Tel expert-comptable, tel clerc de notaire, telle femme ou telle jeune fille, de situation notoirement modeste, se voient attribuer sur le papier un appréciable paquet d'actions.* »

Le cas de Mandel Szkolnikoff² est le plus révélateur de cet affairisme effréné qui saisit toute la Principauté, du Palais à l'homme de la rue. Szkolnikoff, dit « Monsieur Michel », est un très gros fournisseur des SS. Plus précisément, cet apatride, juif d'origine russe, est le fournisseur exclusif du département économique de la SS à Paris. Grâce à son patron, Fritz Engelke, un proche de Himmler, Szkolnikoff devient très vite l'un des hommes les plus riches de France. Et il choisit Monaco pour investir la majorité de son immense fortune – et les millions que les nazis lui ont confiés.

Son premier prête-nom est un caissier du Casino, rencontré par hasard un soir de déveine. Grâce à lui, Szkolnikoff achète incognito ses premiers hôtels à Monaco (le Windsor, puis le Louvre, le

² Au sujet de Szkolnikoff, lire « *Trafics et crimes sous l'Occupation* », par Jacques Delarue (Fayard, 1968).

Régina...), des villas, des immeubles aussi. Un autre homme de paille sera un modeste comptable. Avec lui, le trafiquant créera discrètement une holding financière, la Société de Participations générales, qui elle-même rachètera d'autres hôtels de luxe (le Saint James, le Trianon, le Helder, le Mirabeau...). Une folie immobilière s'empare de Monaco. Quand Szkolnikoff arrive dans la principauté, les prix augmentent de 25 %. Au total, en 1944, presque toute l'hôtellerie monégasque appartient de fait à l'homme des SS – et à ses maîtres de Berlin. Une excellente affaire pour la dizaine de prête-noms, pour les notaires, les avocats, les intermédiaires... et pour le Trésor princier : les transactions immobilières sont taxées. Les droits de mutation, qui n'atteignent pas 400 000 francs en 1938, dépassent 15 millions en 1943...

Pour le Palais, comme pour bon nombre de Monégasques, l'Occupation est donc une manne inespérée. Grâce à l'argent sale du Reich, la Principauté redevient opulente. Il y a plus encore. En 1939, Monaco est un minuscule État neutre sous tutelle française. Personne ne le prend vraiment au sérieux. Mais le prince Louis II et surtout son ministre d'État, le préfet français Émile Roblot³, rêvent de grandeur, de stature internationale. Grâce à la guerre, ils peuvent y parvenir, croient-ils. Leur objectif ? Transformer la principauté en une capitale financière de l'Europe hitlérienne...

Louis II fait tout pour séduire le Reich. Ce qui n'enchant pas forcément ses petits-enfants. En août 1942, le capitaine Ardant dit au consul de France : « *La princesse, très anglophile, désapprouve ouvertement les tendances favorables à l'Axe que manifestent le prince Louis et son gouvernement.* » Des tendances ? En novembre 1942, après le débarquement allié en Afrique du Nord, les troupes du Duce entrent dans la Principauté. Louis II écrit aux responsables allemands. Il demande aux nazis de garantir l'indépendance de son État, d'empêcher l'Italie d'annexer Monaco. Pour cela il rappelle à Berlin sa politique collaborationniste : « *Depuis 1940, écrit-il, le gouvernement de la principauté s'est attaché à établir une coopération sincère et sans réticence [sic!] avec les autorités allemandes. Le gouvernement princier ne s'est pas contenté d'affirmer verbalement cette politique, il l'a mise résolument en pratique.* » Comment ? « *Les industriels et commerçants allemands ont été accueillis en Principauté, et le gouvernement monégasque a récemment conclu avec le Reich un traité d'exploitation d'un poste de radio diffusion à Monaco [NDLR : Radio-Monte-Carlo].* »

³ Depuis les années 30, le Premier ministre de Monaco – le ministre d'État – est obligatoirement un Français.

Les Allemands entendent l'appel. Ils acceptent de contrebalancer l'influence italienne. En juin 1943, un consul d'Allemagne est nommé à Monaco : c'est la première fois depuis 1914. Les autorités monégasques exultent. Jeannequin écrit à Vichy : « *Dès le soir de son arrivée à Monaco et avant toute visite officielle, le consul général d'Allemagne, le Dr Hellenthal, a été l'hôte d'un grand dîner donné à l'Hôtel de Paris par la Société des Bains de Mer et auquel assistait le ministre d'État Roblot.* » Le consul ajoute : « *Le lendemain même, le prince le recevait à son tour et lui offrait un repas, dont on m'a rapporté que la somptuosité ne cadrait guère avec le temps de restriction que nous vivons.* »

En septembre 1943, l'Italie dépose les armes. Le 9, les troupes allemandes – et les services de répression antijuive – occupent Monaco. Le lendemain, le ministre Roblot fait placarder une affiche louangeuse pour les nouveaux maîtres. Il écrit : « *Les troupes allemandes s'installent dans la Principauté parce que les événements de la guerre l'exigent. Mais les autorités allemandes ont agi avec la plus grande courtoisie envers le prince et son gouvernement.* » Mieux : « *Elles ont déclaré qu'elles entendent respecter l'indépendance et la souveraineté du prince.* »



La Wehrmacht à Monaco

Et, plus important encore, les nazis donnent des gages de bonne volonté au prince, en monnaie sonnante et trébuchante. Dans son rapport de février 1944, l'inspecteur des Finances Montarnal explique : « *M. Roblot ne m'a pas caché qu'il avait obtenu des autorités allemandes, moyennant rétrocession d'une faible part – quelques millions –, le déblocage dans le Reich des valeurs financières appartenant tant au gouvernement qu'au prince pour 50 millions environ au total.* »

Pourquoi tant de sollicitude ? Le nouveau consul de France à Monaco, M. Deleau, cherche à comprendre. Il écrit à Vichy le 28 octobre 1943 : *« Ce traitement préférentiel ne paraît guère explicable autrement que par une politique à longue échéance. Le gouvernement du Reich ne cherche-t-il pas à favoriser l'ascension de la Principauté à la position internationale qu'elle a l'ambition d'occuper dans le monde de demain ? »* Et il ajoute : *« N'espère-t-il pas, ce faisant, bénéficier des avantages que pourrait lui valoir, dans l'avenir, l'existence sur les bords de la Méditerranée d'un petit État autonome dans lequel il dispose d'une solide position financière ? »*

Le consul voit juste. Fin 1943, les nazis ont une raison très précise de cajoler le prince. Depuis plusieurs mois, son ministre d'État, Émile Roblot, mène des négociations secrètes avec les autorités bancaires allemandes. Le représentant de la Reichsbank à Paris, Karl Schaeffer, révélera après la guerre aux services secrets français : en 1941, un *« ami du prince m'a proposé la création d'une banque allemande très importante à Monaco. J'ai trouvé ces propositions prématurées »*. En mars 1942, Émile Roblot revient à la charge. Schaeffer refuse une nouvelle fois : la Principauté est encore dans la zone d'influence italienne. La chute du Duce ouvre les voies au grand projet. Les dignitaires nazis sont cette fois très demandeurs. La fin de la guerre approche. Ils veulent mettre à l'abri leur fortune. Un moyen parmi les plus sûrs : créer un établissement financier totalement dans leurs mains. Où ? Dans un pays neutre. Mais lequel ? Depuis quelques mois, les Alliés ont mis en garde tous les pays qui blanchiraient sciemment l'argent nazi. Les refuges traditionnels deviennent méfiants, même la Suisse... Schaeffer explique : *« Le fait que Monaco a été choisi comme siège de cet établissement est dû aux réserves qui nous ont été faites par la Suisse et la Suède, ces deux pays n'ayant pas accordé la concession. »* À Monaco, en revanche, l'accueil est chaleureux. Dans une note du 18 octobre 1943, un diplomate allemand écrit : *« M. Roblot serait disposé à accorder à la création d'une banque allemande à Monaco toutes les facilités. »*

Pour négocier discrètement avec la Principauté, le Reich envoie Johannes Charles, un financier de l'ombre. Suisse francophone, il est, en 1941, arrêté dans son pays pour propagande nazie. Libéré, il s'enfuit en Allemagne, où il est repéré et embauché par les services secrets du Reich. Il est naturalisé allemand, puis placé à la Reichsbank comme *« chargé de mission »*. Il racontera la suite à un commissaire de la DST après son arrestation en octobre 1944. *« D'abord [dit-il] j'ai été envoyé en Espagne et au Portugal pour effectuer diverses opérations financières. »* Autrement dit, de l'évasion de capitaux nazis. Puis, ajoute-t-il, *« je suis venu à Monaco. J'avais*

pour mission de créer dans la Principauté une "filiale occulte" de la Reichsbank ». Son nom : la banque Charles et Cie.

Émile Roblot délivre une licence de banquier à Johannes Charles en novembre 1943. L'espion disparaît. Le 5 mai 1944, Monaco est officiellement rayé de la liste des ennemis du Reich. Charles revient. Il rencontre les principaux notables de Monaco. Certains travailleront avec lui. Il confie, par exemple, toutes les démarches administratives au doyen des avocats de la Principauté. Et la banque Charles est officiellement créée par-devant le notaire Louis Auréglija, maire de Monaco. Quand ? Le 21 juillet 1944 – plus d'un mois après le Débarquement. L'opération de camouflage peut commencer. Dans le plus grand secret, l'Aerobank – la seule banque allemande travaillant en France – demande à sa succursale parisienne de fournir secrètement 75 millions à Charles. Comment ? *« Peu importe le procédé [écrit Schaeffer aux dirigeants de l'Aerobank] pourvu qu'on ne puisse pas découvrir l'origine de cette somme. »* Ainsi, par divers circuits, une fortune arrive fin juillet à Monaco sur les comptes de Charles. Et c'est avec cet argent que le financier noir devient l'actionnaire principal de la banque qui porte son nom.

La vraie nature de cette officine de blanchiment gêne-t-elle le prince ? Pas le moins du monde, semble-t-il. Il y trouve même son compte. La preuve : Karl Schaeffer et Charles rencontrent deux fois Louis II et Roblot, le 3 et le 10 août 1944 ; et Charles confirme leur discussion dans une lettre au ministre d'État : il se dit *« particulièrement heureux d'apprendre que SAS le Prince a daigné accepter le principe d'une participation financière de sa part et de la part de l'État monégasque »*.

Louis II n'ira pas jusque-là, faute de temps. Le 3 septembre, la Principauté est libérée. Charles reste à Monaco ; il pense qu'il est protégé par le prince. Pourtant il est arrêté dix jours plus tard par les FFI et jeté en prison à Nice. L'épuration commence – une épuration bien sélective...

Charles, Szkolnikoff, le Casino...

Fin 1944, Monaco exhale une insupportable odeur d'argent sale. De vieux Monégasques, comme le maire d'avant-guerre, dénoncent les compromissions des notables. Certains résistants – et ils ont été nombreux dans la Principauté – veulent même en finir avec Monaco, État indépendant. Dans ses Mémoires⁴, Raymond Aubrac, qui fut commissaire régional de République à Marseille à la fin de 1944, écrit : *« La Résistance monégasque, bien organisée, me*

⁴ *« Où la mémoire s'attarde »*, par Raymond Aubrac, Odile Jacob, 1996.

proposa d'annexer [la Principauté] purement et simplement. Je commis ici une erreur. » Aubrac propose en effet cette annexion au général de Gaulle, qui lui répond : *« Si vous l'aviez fait sans me le dire, je vous aurais blâmé officiellement, mais approuvé personnellement. Vous me demandez l'autorisation, je dois vous la refuser. »*

Louis II garde donc son trône. Il s'oppose même, un temps, au départ de Roblot. Outre la Résistance, c'est pourtant Rainier qui le réclame publiquement. Le 11 septembre, le jeune prince écrit même à son grand-père qu'il ne rentrera au palais que lorsque le ministre d'État en sera chassé. Finalement Roblot, menacé de mort, fuit la Principauté en pleine nuit et rentre à Paris. Il ne sera jamais inquiété et mourra en 1963. Quant à Rainier, il s'engage à la fin de septembre 1944 dans l'armée française et ne rentrera d'Allemagne – avec la croix de guerre – qu'en janvier 1947...



Le Prince Rainier de Monaco

Entre-temps Louis II fait fructifier le patrimoine des Grimaldi, toujours grâce à la guerre. Mais cette fois en menaçant la France. Comment ? En octobre 1944, les services secrets français obligent Louis II à mettre sous séquestre les biens allemands investis dans la principauté – essentiellement ceux de Szkolnikoff et de Charles. C'est promis, le prince les fera vendre au profit du Trésor français. Mais, comme de juste, il veut une part du gâteau. Personnellement. Officiellement, c'est pour réparer les dommages de guerre subis par son château de Marchais dans l'Aisne. En réalité, il s'agit de couvrir ses dépenses courantes, son train de vie fastueux. L'accord est signé le 20 octobre 1944. Il y manque deux clauses essentielles : le montant

des « dommages » subis par le prince et la date limite pour la vente des biens séquestrés. Et, bien sûr, Louis II comprend le parti qu'il peut tirer de ces incroyables oublis : retarder les ventes le plus longtemps possible pour pouvoir négocier des indemnités maximales.

Ainsi, pendant trois ans, le gouvernement monégasque procède à très peu d'adjudications. Le ministère français des Finances s'impatiente, puis comprend le chantage et s'y plie : il a terriblement besoin des milliards de Szkolnikoff. Une conférence interministérielle est donc organisée le 19 août 1947. Secrètement elle décide un traitement de faveur pour Louis II. Le prince obtient notamment un avantage exorbitant : selon la loi française, les dégâts sur les biens somptuaires ne sont pas indemnisés ; or une mission française évalue les réparations à effectuer dans les propriétés du prince à 60 millions de francs, dont 37 pour les biens somptuaires. La conférence interministérielle décide pourtant que le souverain monégasque recevra bien... 60 millions, sur ses comptes personnels à la Barclays Bank et à la Société marseillaise de Crédit. Un cadeau donc de 37 millions ! Louis II est gourmand et pressé. Il veut des avances. Le directeur des services fiscaux monégasques écrit à Paris en octobre 1947 : *« Le prince, dont la trésorerie personnelle est actuellement assez difficile, a besoin d'argent frais. »* Et le fonctionnaire menace : *« Du point de vue des relations franco-monégasques, il serait excellent qu'il reçoive dans les plus brefs délais un acompte. »* Sinon pas de ventes...

Louis II défend aussi ses amis. Les notables monégasques, ceux qui ont été les plus mouillés dans les affaires, Charles et Szkolnikoff, ne subiront pas l'épuration. Seuls des hommes de paille sans envergure seront arrêtés et condamnés à de lourdes peines. En revanche, le notaire monégasque de Szkolnikoff, celui qui a arrangé, créé la plupart de ses affaires, sera protégé. Ses biens seront séquestrés en France. Mais pas à Monaco. Les Américains et les Français se plaignent. Réponse du gouvernement princier : *« Une telle mesure risquerait de générer des incidents locaux. »* Même protection pour le promoteur le plus célèbre de Monaco. Il a été président de plusieurs sociétés écrans de Szkolnikoff. Avec l'homme des SS, il a aussi créé une affaire pour la construction d'un immeuble de luxe. Le ministre des Finances monégasque écrira à ce sujet, après la guerre : *« La combinaison échaufaudée en 1943 entre Szkolnikoff et [ce promoteur] revenait à faire édifier un immeuble avec des capitaux provenant de pillages, de vols et de déprédations. »* Pourtant, là encore, les biens du promoteur seront séquestrés en France, mais pas à Monaco. L'homme est un ami du prince. Plus tard il construira même la majorité des immeubles de luxe dans la principauté.

L'économie hongroise pendant la Seconde Guerre mondiale

Par Krisztián Bene

L'économie hongroise connaît de grands changements pendant la Seconde Guerre mondiale. Les plus importants sont liés à l'influence allemande exercée sur la Hongrie qui aboutit à un contrôle absolu après l'occupation du pays. Ainsi l'économie hongroise perd son autonomie pour passer au service exclusif de l'Allemagne.

L'économie hongroise entre les deux guerres

La Hongrie est dans une situation extrêmement difficile après la Première Guerre mondiale dans le domaine économique et militaire. D'une part, le démantèlement du territoire hongrois, qui perd 282 870 km² sur 325 411 km², mutile le pays et aboutit à la paralysie totale du fonctionnement de la vie économique.

D'autre part, les clauses militaires et économiques du traité de Trianon sont très sévères : elles imposent le maintien d'une armée professionnelle¹ (la conscription est interdite) de 35 000 personnes sans armes lourdes (artillerie lourde, blindés) ; la Hongrie ne peut pas posséder d'armée de l'air ou de navires militaires (les flottes aérienne et maritime existantes sont confisquées en faveur des puissances victorieuses). L'économie hongroise ne peut pas fabriquer d'armes lourdes, d'avions et de navires militaires, la production d'armes et de munitions doit être assurée par une seule usine étatique dont la capacité est limitée.² L'importation de tous les types d'armes est strictement interdite. L'application de ces règles est assurée par le Conseil de contrôle allié militaire constitué par des officiers des armées occidentales. L'activité de Conseil dure jusqu'au 31 mars 1927 en Hongrie et garantit le respect absolu de ces règles. Le développement de l'armée et de l'industrie lourde ne peut donc pas démarrer pendant cette période malgré le fait que les pays voisins établissent des armées puissantes et relativement modernes qui surclassent la hongroise en nombre (20 pour 1) et en qualité (armées bien équipées et soutenues par des avions et des blindés).³

Après le départ de Conseil de contrôle allié militaire, le gouvernement décide le développement de l'armée afin qu'elle soit capable de vaincre n'importe quel pays voisin (à l'exception de l'Autriche, tous les autres pays

voisins sont des ennemis potentiels⁴), mais ce projet subit un nouveau retard important à cause de la grande crise économique qui rend impossible l'investissement au réarmement de l'armée hongroise.⁵

Le projet de Győr

Les commandements politique et militaire hongrois sont conscients que la guerre dans la région est inévitable et la Hongrie doit y participer si elle veut récupérer une partie ou la totalité de ses territoires perdus. L'armée doit s'y préparer, mais le premier pas vers le réarmement des forces armées hongroises est la reconstruction de l'industrie lourde capable de fabriquer l'armement nécessaire.

On arrive à un changement important dans la politique extérieure quand les pays voisins acceptent le droit de la Hongrie à se réarmer dans le cadre de la convention de Bled du 29 août 1938. En revanche elle doit renoncer à la réoccupation armée de ses territoires perdus. Cette convention est une reconnaissance officielle du fait que la Hongrie n'accepte pas les clauses militaires du traité de Trianon.

Cette négligence devient évidente pour le grand public quand le premier ministre hongrois déclare dans son discours prononcé dans la ville de Győr le 5 mars 1938 que la Hongrie commence officiellement l'agrandissement et le développement de son armée. Selon le projet, le gouvernement hongrois investit 600 millions de pengós (monnaie hongroise)⁶ pour le réarmement et 400 millions pour le développement de l'infrastructure (surtout la construction et l'amélioration des usines d'armes). Le Parlement vote la loi 1938:XX qui assure la somme nécessaire provenant des impôts de fortune extraordinaires et des prêts.⁷

¹ Magyar Királyi Honvédség : Armée Royale hongroise.

² Par exemple la production maximale autorisée de canons et de mortiers est 2 pièces en chaque catégorie par an. István Tarsoly Kolléga, *Magyarország a XX. században Tome I*, p. 322.

³ Gyula Vargyas, *Magyarország a második világháborúban* p. 43-47.

⁴ Ces pays (Tchécoslovaquie, Royaume de Yougoslavie, Roumanie) forment officiellement une alliance contre la Hongrie qui s'appelle la Petite Entente.

⁵ Lóránd Domborády-Sándor Tóth, *A magyar királyi honvédség 1919-1945* p. 51-76.

⁶ Un dollar américain vaut 5,7 pengós, un mark allemand vaut 1,3 pengó.

⁷ Lóránd Dombrády, *A magyar gazdaság és a hadfelszerelés 1938-1944* p. 7-17.

Au début, la durée du projet est de 5 ans, mais finalement le processus s'accélère et l'armée hongroise dépense pendant deux ans 1,6 milliard de pengós pour le développement des forces armées hongroises et l'industrie lourde. La réalisation du projet permet à l'armée hongroise d'être au niveau de ses voisins : elle est dotée d'un armement lourd, de blindés et d'avions. Le niveau de cet équipement n'atteint pas celui des armées occidentales, mais il permet à la Hongrie d'envisager des combats contre les pays voisins surtout avec le soutien de l'Allemagne qui devient l'allié naturel de la Hongrie pendant les années trente.⁸

L'économie hongroise pendant la Seconde Guerre mondiale

La Hongrie entre en guerre le 11 avril 1940 quand l'armée hongroise lance son attaque contre les restes de la Yougoslavie dont une grande partie est déjà occupée par les troupes allemandes qui attaquèrent le pays le 6 avril. Avec cette participation plutôt symbolique (son influence sur la campagne yougoslave est minimale), la Hongrie semble abandonner sa politique intitulée « la neutralité armée » qui vise à rester en dehors de la guerre et à maintenir des forces armées en état intact pour les déployer au bon moment contre la Roumanie (qui possède le plus de territoires auparavant hongrois). Mais les puissances alliées (le Royaume-Uni) ne considèrent pas cette action décisive et ne déclarent pas la guerre à la Hongrie qui reçoit encore une chance de ne pas participer à la guerre.⁹



Char Turan

Mais la victoire allemande semble si inévitable et imminente que le commandement militaire, impressionné par les succès allemands (après des bombardements d'une ville hongroise par des avions de nationalité inconnue le 26 juin),

⁸ Lóránd Dombrády, *A magyar hadigazdaság a második világháború idején*, p. 19-52.

⁹ Péter Gosztonyi, *A magyar honvédség a második világháborúban*, p. 23-30.

commence des opérations contre l'URSS le 28 juin 1941. Cet événement est le vrai début de la participation hongroise à la Seconde Guerre mondiale, la fin de « la neutralité armée » et le commencement de la production de guerre dans l'économie hongroise.¹⁰

Malgré le fait que l'économie est dans une situation défavorable par rapport à ses adversaires, elle réalise un grand progrès pendant les années de guerre surtout grâce aux investissements importants (16 milliards de pengós entre 1938 et 1944, en moyenne un quart du revenu national) du gouvernement hongrois. L'extraction du pétrole, du charbon et du fer connaît une hausse importante, la production de l'industrie lourde augmente de 35 % jusqu'en 1943.¹¹

Les grandes usines commencent à produire des armes auparavant inconnues au sein des forces armées hongroises. L'importation étant impossible à cause de la situation internationale et des exigences des autres pays, l'industrie hongroise achète des licences de production et fabrique des chars, des canons et des avions militaires. Les résultats les plus spectaculaires de cette nouvelle activité sont le camion « Botond »¹², les chars « Toldi »¹³ et « Turán »¹⁴, le canon d'assaut « Zrínyi »¹⁵, les canon automoteur antiaérien « Nimród »¹⁶, l'automitrailleuse « Csaba »¹⁷, les avions « Me 109G »¹⁸ et « Me 210 »^{19,20}. Ce sont des armes de qualité dans la région qui peuvent être efficaces contre les armées des pays voisins, mais elles ne peuvent pas concurrencer celles des Soviétiques

¹⁰ Krisztián Ungváry, *A magyar honvédség a második világháborúban*, p. 20.

¹¹ Péter Sipos, *Magyarország a második világháborúban. Lexikon A-Zs*, p. 144.

¹² Camion de 1,5 t pour le transport de 14 personnes. Quantité produite : 2 600-2 700 pièces. Ibid., p. 53.

¹³ Char léger de 8,5 t armé d'un fusil antichar de 20 mm et d'une mitrailleuse de 8 mm. Quantité produite : 190 pièces. Ibid., p. 447.

¹⁴ Char moyen de 18,2 t armé d'un canon de 40 mm (plus tard 75 mm). Quantité produite : 410 pièces. Ibid., p. 450.

¹⁵ Canon d'assaut construit de 21,6 t à partir du char « Turán » armé d'un canon 10,5 cm. Quantité produite : 66 pièces. Ibid., p. 483-484.

¹⁶ Canon automoteur de 10,5 t armé d'un canon à tir rapide de 40 mm. Quantité produite : 135 pièces. Ibid., p. 340.

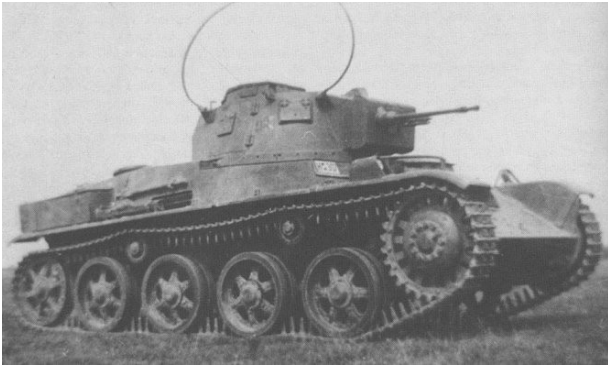
¹⁷ Automitrailleuse de 6 t armé d'un fusil antichar de 20 mm et d'une mitrailleuse de 8 mm. Quantité produite : 93 pièces. Ibid., p. 66.

¹⁸ Avion de chasse allemand fabriqué en sous-traitance. Quantité produite en Hongrie : 520 pièces. Ibid., p. 309-310.

¹⁹ Avion de chasse allemand fabriqué en sous-traitance. Quantité produite en Hongrie : 312 pièces. Ibid., p. 310.

²⁰ Lóránd Dombrády, *A magyar hadigazdaság... op. cit.* p. 227-403.

ou des Allemands.²¹ Il faut encore mentionner les canons de tous types, les fusils, les automitrailleuses et les munitions qui sont produites en grande quantité pendant cette période.



Char Toldi

Malgré le progrès quantitatif et qualitatif, ces armes ne sont utilisées que partiellement par l'armée hongroise, étant donné que le gouvernement allemand effectue des commandes de plus en plus importantes à partir de 1940.

L'influence allemande sur l'économie hongroise

Les relations économiques germano-hongroises deviennent très importantes dès les années 30, quand l'Allemagne achète le surplus agricole de la Hongrie qu'elle paye avec des produits industriels et des matières premières peu disponibles sur le marché international (chrome, tungstène, manganèse etc.).



Automitrailleuse Csaba

En 1940, la partie hongroise ouvre des négociations avec les autorités allemandes sur l'utilisation des libres capacités de l'industrie hongroise agrandie pendant les dernières années. Ce pas est primordial pour la Hongrie qui a besoin des matières premières nécessaires pour la

production d'armes sophistiquées. Les politiciens allemands acceptent la proposition hongroise d'augmenter les commandes allemandes à l'industrie hongroise. Ces dernières prennent de l'ampleur très rapidement : pendant moins d'un an, leur montant dépasse 100 millions de pengős pour des canons antiaériens, des mitrailleuses, des fusils, des pistolets, des grenades etc. Cet accord aura de graves conséquences déjà à moyen terme : la Hongrie perd le contrôle d'une partie de son industrie qui se trouve désormais liée aux Allemands dans le cadre de contrats à long terme (ainsi elle ne sera pas capable de réarmer son armée dans le cas des pertes ou d'une modernisation), tandis que l'Allemagne prend position dans l'économie hongroise qui devient partiellement le sous-traitant de l'industrie militaire allemande.²²

Ces problèmes apparaissent déjà au début 1943 quand les restes de la 2^{ème} armée hongroise rentrent du front de l'Est où leurs pertes ont été importantes (au-delà des vies humaines 70 % des armes individuelles et 100 % des armes collectives). Le réarmement de ces troupes est une priorité pour le gouvernement, mais les capacités industrielles sont utilisées par les Allemands. Le gouvernement hongrois négocie la baisse du volume de commandes, mais la partie allemande refuse non seulement cette tentative, mais elle insiste même pour les augmenter. Budapest, n'ayant pas les moyens de résister, renonce à son plan et accepte les exigences allemandes. Ce recul hongrois a deux résultats : la valeur combattante de l'armée hongroise, faute d'armes en quantité suffisante, baisse continuellement, tandis que l'Allemagne utilise une partie de plus en plus importante de l'économie hongroise. La situation s'aggrave du fait que les Allemands sont constamment en retard avec le paiement des armes commandées. Le gouvernement hongrois est donc non seulement obligé de financer entièrement sa production et également de s'endetter pour ce faire.²³

Le montant des armes exportées vers l'Allemagne dépasse 800 millions de pengős en 1944, mais ce n'est qu'une partie de l'exploitation de l'économie hongroise car les Allemands prennent aussi les réserves des matières premières hongroises (pétrole, bauxite, céréales etc.). Le gouvernement allemand, qui traite la Hongrie comme un pays satellite, ne paye qu'une partie minime de ses dettes, accusant un retard de paiement d'un milliard de pengős fin 1943 et provoquant l'accélération de l'inflation en hongrie.²⁴

²¹ Krisztián Ungváry, *A magyar honvédség...* op. cit. p. 16.

²² Lóránd Dombrády, *A magyar hadigazdaság...* op. cit. p. 69-73.

²³ Ibid., p. 132-139.

²⁴ Péter Sipos, *Magyarország...* op. cit. p. 145.



Haut-fourneau hongrois

Cette situation est intenable pour un pays souverain, mais l'Allemagne occupe la Hongrie le 19 mars 1944 et ainsi l'indépendance de cette dernière cesse d'exister. En même temps, les troupes hongroises continuent la lutte sous le commandement allemand et l'économie hongroise, déjà sous la gestion directe de l'Allemagne, continue la production des armes pour l'armée allemande. En 1944, on cesse le dédouanement des produits hongrois exportés vers l'Allemagne, ainsi le montant total de cette coopération économique reste inconnu, mais selon des estimations la moitié des billets émis par la Banque Nationale Hongroise sert pour couvrir le déficit causé par le non-paiement allemand. Par conséquent la monnaie hongroise subit une des plus grandes dévaluations du monde en 1945-1946 et finalement elle cesse d'exister.²⁵



Troupes allemandes à Budapest – 1944

Le bilan des relations économiques entre la Hongrie et l'Allemagne

Les deux pays commencent leur coopération économique pendant les années 30 quand la situation est marquée par l'interdépendance des parties. Le caractère de celle-ci change à partir de 1940 quand l'Allemagne victorieuse sur les champs de bataille devient dominante dans la région. Par conséquent la Hongrie doit accepter les conditions allemandes dans la coopération économique qui semblent avantageuse pour les deux pays intéressés, mais qui sert plutôt les intérêts allemands. Les défaites subies sur les fronts de l'Est, l'augmentation des efforts militaires obligent à une participation plus active de la Hongrie dans l'armement et le ravitaillement de l'armée allemande, au détriment même de ses propres intérêts. Le coup de grâce pour l'économie hongroise est l'occupation allemande qui aboutit à la soumission totale du pays et de l'économie hongroise qui devient le simple sous-traitant de la machine de guerre allemande.

Sources

Péter Gosztonyi, *A magyar honvédség a második világháborúban*, Európa, 1992.

Lóránd Dombrády, *A magyar gazdaság és a hadfelszerelés*, Akadémiai Kiadó, 1981.

Lóránd Dombrády, *A magyar hadigazdaság a második világháború idején*, Petit Real, 2003.

Lóránd Dombrády-Sándor Tóth, *A magyar királyi honvédség 1919-1945*, Zrínyi, 1987.

István Tarsoly Kolléga (rédacteur en chef), *Magyarország a XX. században, Tome I : Politika és társadalom, hadtörténet, jogalkotás ; Tome II : Természeti környezet, népesség és társadalom, egyházak és felekezetek, gazdaság*, Babits, 1996.

Péter Sipos (rédacteur en chef), *Magyarország a második világháborúban*, Lexikon A-Zs, Petit Real, 1997.

Krisztián Ungváry, *A magyar honvédség a második világháborúban*, Osiris, 2005.

Gyula Vargyas, *Magyarország a második világháborúban*, Korona, 2001.



²⁵ István Tarsoly Kolléga, *Magyarország... Tome II* op. cit. p. 665.

Juin 1940, quel sauveur pour la France ?

Par Magali Maître

Elle est jeune, ce qui est sympathique, elle est Suisse, ce qui l'est tout autant, et elle vient de passer de longues heures dans le cadre de ses études à chercher à savoir si, dans la France effondrée de 1940, un autre « sauveur » aurait pu remplacer Charles de Gaulle, ce qui devient tout à fait passionnant. Après avoir obtenu la note maximale, 99/100, Magali Maître a bien voulu confier à Histomag'44 le résultat de ses travaux « Apprendre par l'Histoire » de M. Rudolf Rengier, Gymnase Intercantonal de la Broye, que nous publions avec grand plaisir. Nous devons déjà à un helvète, Christian Rosse, le texte original de l'Appel du 18 juin 1940, nous devons maintenant à une citoyenne suisse la démonstration que Charles de Gaulle était, il me semble bien, à la lire, irremplaçable. Histomag'44 est ravi de s'internationaliser ainsi. Des auteur(e)s suisses, belges, italiens, canadiens et même hongrois gérés depuis la Thaïlande, votre Histomag'44 ne recule devant rien !

Daniel Laurent

1. Introduction

Alors que la guerre faisait rage à travers l'Europe, des ondes de la **B.B.C.**¹ s'est échappé un appel² à l'espoir et à la résistance. Un homme indigné a parlé à l'intention de ses compatriotes français. Au cœur de sa nation, la population était soumise au dictat allemand. Avant cette date fatidique du 18 juin 1940³, une minorité de la population connaissait cette personne. Ce mardi-là lorsqu'il a seulement commencé à annoncer sa ligne de conduite, mais aussi posé la première pierre à l'édifice de sa renommée. De nos jours, on ne peut parler de la Seconde Guerre mondiale sans l'évoquer, sans mentionner Charles de Gaulle. Cependant, ce que l'on apprend de « l'homme du 18 juin » englobe ses décisions en tant que Président de la République Française. Or, pour comprendre qui il était au moment de son appel, il est important de faire une totale abstraction de tout ce qui se passa après.

Je fais fort heureusement partie d'une génération qui n'a jamais été touchée de près par la guerre, ce qui me permet de pouvoir prendre du recul par rapport à ceux dont les parents furent impliqués dans le conflit. J'ai eu envie, par ce travail, de

1 Une définition des mots en gras est disponible en annexes dans le glossaire page 50

2 Cf. la retranscription de cet appel en annexes page 46.

3 Un calendrier des événements au printemps 1940 est disponible en annexes p 49. Toutes les dates importantes relatives à ce travail y figurent.

tenter de cerner Charles de Gaulle exactement septante ans après les faits. En excluant l'héroïsme pour saisir ses motivations profondes, en y incluant une vraie réflexion, au-delà des simples constatations. Pour cela, je ne m'étendrai pas sur les divergences dans les récits et autres polémiques.

Je suis persuadée que la Seconde Guerre mondiale a façonné l'Europe, mais aussi qu'il a fallu des chefs tels que Churchill, Staline, de Gaulle, Roosevelt... et même Hitler pour guider les populations dans cette période bouleversante des années 1939-1945. Ces leaders ont dû faire face à des situations nouvelles et, bien souvent, ils n'étaient pas les mieux préparés. Aujourd'hui, nous ne saisissons pas toujours le sens de leurs décisions. Il semble logique que le général de Gaulle ait voulu aider les Français, mais était-ce forcément lui qui devait tenir tête aux Allemands ? Qui d'autre aurait eu la réelle capacité de le faire à sa place ? Quelles motivations ont poussé le général de Gaulle à s'asseoir devant le microphone, ce jour-là, plutôt que de se taire comme la grande majorité de ses concitoyens et de rester fidèle au gouvernement en place ?

L'aboutissement de mes recherches servira à comprendre les différents facteurs ayant amené à l'Appel. L'Histoire, avec un grand « H », a énormément de leçons à nous donner. Elle enseigne la morale, l'honneur, la psychologie ou encore la géographie. À nous de savoir en tirer le plus possible de leçons et de ne jamais reproduire ses erreurs.

2. Biographie de Charles de Gaulle

Charles de Gaulle a pleinement utilisé le temps que la vie lui avait imparti. Des écrivains ont noirci des pages et des pages de biographie sans jamais arriver à tout dire. Toutefois, une brève présentation s'impose.

2.1 Une éducation traditionnelle (1890-1914)

Charles de Gaulle naît le 22 novembre 1890, à Lille, dans le nord de la France, au sein d'une famille profondément patriotique et catholique. Fils d'un professeur qui attend beaucoup de lui, il a la possibilité de poursuivre ses études. Se constituant peu à peu un bagage considérable de connaissances, il se décide en 1909 à embrasser une carrière militaire à l'école de **Saint-Cyr**, bien que la vie d'écrivain lui tende les bras. À 19 ans, c'est l'infanterie qu'il choisit comme poste de

combat pour être au plus près des lignes ennemies.

2.2 La Première Guerre mondiale (1914-1918)



En 1914 éclate la Première Guerre mondiale. C'est l'épreuve du feu pour le jeune lieutenant de Gaulle qui souhaite de tout cœur laver l'honneur perdu par sa patrie en 1870⁴. Il est blessé, avant d'être finalement laissé pour mort après la terrible bataille de **Verdun**, en 1916. Mais les

Allemands le trouvent, le soignent et le constituent prisonnier à Ingolstadt, en Bavière. Charles de Gaulle, déjà un esprit rebelle, ne peut se faire à l'idée de rester prisonnier alors qu'il pourrait se battre, c'est pourquoi il tente de s'évader à maintes reprises. Malheureusement, il est repris et emprisonné dans d'autres camps. Ce n'est que grâce à l'**armistice** qu'il peut être libéré, considérant ces 32 mois de captivité comme un retard important dans sa carrière.

2.3 L'Entre-deux-guerres (1918-1939)



Après la guerre, une option s'offre à lui : porter assistance aux troupes polonaises contre la Russie bolchevique. Fait Chevalier de la **Légion d'Honneur** et marié à Yvonne Vendroux avec qui il aura trois enfants, il rentre au pays et devient, en 1921, professeur d'histoire à Saint-Cyr. Bien que se

donnant corps et âme à son métier, il décide de devenir élève à l'École militaire⁵. Durant son passage dans cet établissement, il critique ouvertement la politique martiale française. Il ne veut pas d'une guerre de position. Ces paroles lui coûtent sa place dans l'État-major. Grâce à Philippe Pétain⁶, dont il devient l'officier de plume, son rêve de carrière n'est pas gâché. En 1937, il

4 Défaite, à Sedan, des troupes de Napoléon III face à Guillaume II de Prusse, point d'orgue de la haine entre les deux nations.

5 Haute école militaire française située à Paris qui forme les officiers et l'État-major.

6 Les biographies des noms soulignés sont disponibles en annexes page 51.

reçoit le commandement, en tant que colonel, du 507^{ème} régiment de chars de combats.

2.4 La Seconde Guerre mondiale (1939-1945)



Même la guerre n'empêche pas Charles de Gaulle d'affirmer son opinion en envoyant à toutes les personnalités du moment son livre intitulé *L'avènement de la force mécanique*, pour insister sur l'utilisation conjointe des chars et de l'aviation. Fort de son expérience, l'État-major lui confie la

4^{ème} DCR⁷. Le 6 juin 1940, il est nommé officiellement par le **Président du Conseil** « sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale ». Le 17 juin, Philippe Pétain demande l'armistice. Le 18, Charles de Gaulle lui répond depuis Londres par son célèbre appel et en devenant chef des **FFL**. Le 22 juin, l'armistice est signé et le gouvernement de Vichy prend le pouvoir de la partie de la France non occupée par les Allemands. Alors que son arrêt de mort est signé en France, Charles de Gaulle dote les exilés d'un vrai ministère, d'une banque, d'un service de renseignement,... soit d'un véritable contre-gouvernement. Par son opposition, il prend le risque de mourir pour haute trahison. À la tête des Français libres et aux côtés de l'Angleterre, Charles de Gaulle se bat jusqu'au bout pour la victoire.

2.5 L'après-guerre (1945- 1970)



Auréolé de la gloire des FFL, Charles de Gaulle devient Président du Gouvernement provisoire. Écarté volontairement du pouvoir en 1946, avec le sentiment du devoir accompli, il entame ce qu'il nommera lui-même sa « *traversée du désert* ». Il met ce temps à profit pour écrire ses *Mémoires de guerre*. Le 1^{er} juin 1958, le Général

est rappelé pour mettre de l'ordre en France. Il fonde alors la V^{ème} République et en devient le Président. Pour ne pas perdre l'Algérie, il mène une guerre qui aboutit 4 ans plus tard à une indépendance qu'il savait inévitable. Réélu en 1965, il prend une décision qui sera appliquée en 1966 : retirer la France de l'**OTAN**. Par ce geste

7 4^{ème} Division Cuirassée de Réserve composée de 364 blindés.

fort qui démontre son envie de voir la France travailler seule à sa survie, Charles de Gaulle lance une petite bombe politique en Europe. Il démissionne du pouvoir en 1969, rédige la fin de ses *Mémoires d'espoir* et s'éteint le 9 novembre 1970, à Colombey-les-Deux-Églises. L'hommage à cette grande figure de la France est mondial. On a baptisé en son honneur, outre des rues et des places, un aéroport et un porte-avion.⁸

3. Les remplaçants potentiels

Charles de Gaulle n'était de loin pas le seul homme ou le plus qualifié en juin 1940 capable d'unir autour de lui un mouvement de résistance. Parmi ces hommes, j'ai étudié ceux qui auraient eu une réelle capacité pour relever le défi. Même si Philippe Pétain et Maxime Weygand ont fini par devenir « des collabos », il aurait pu en être autrement. Paul Reynaud et Georges Mandel auraient, eux aussi, été capables d'être devant un microphone de Radio-Londres en juin 1940. Pourquoi ces hommes ont-ils pris le chemin que nous leur connaissons aujourd'hui ? Quels auraient été les bénéfices pour la France s'il en avait été autrement ?

3.1 Georges Mandel



Georges Mandel est un journaliste et un homme politique passé par le cabinet de Georges Clemenceau, dont on dit même qu'il était le bras droit voire l'héritier. Déjà, en 1930, il dénonce les déviances du nazisme et se méfie d'Hitler, avant même que les grandes

puissances ne se rendent compte de la menace qu'il représente. Mandel veut à tout prix arrêter le défaitisme qui fait légion depuis mai 1940 et ainsi sauver l'intégrité française. Pour cela, en tant que ministre de l'Intérieur, il étudie diverses possibilités et retient le plan du « réduit breton ». Près de l'Angleterre et militairement défendable, la Bretagne est le point de repli pour le gouvernement que préfère Mandel. Toutefois, il soutient aussi Charles de Gaulle dans ses plans pour rejoindre l'Afrique du Nord. Le dessein ultime, quelle que soit la stratégie, est de toujours, et d'où que ce soit, permettre au gouvernement français de poursuivre sa politique contre l'Allemagne dans une relative sécurité.

Avant la grande **débâcle** de juin, le général Edward Spears⁹ propose à Mandel de venir avec lui à Londres pour qu'il y ait un Français capable de continuer la lutte librement. Pourquoi Mandel,

⁸ Pour une biographie plus complète, je vous renvoie aux livres de MM. Georges Fleury, Jean Lacouture et Michel Mourre présentés dans la bibliographie page 53.

me direz-vous ? Simplement pour son caractère qui fait de lui un homme réfléchi mais de parole. De plus, Mandel est connu de la population et déterminé à vaincre l'Allemagne. Même s'il ose s'opposer à la majorité de l'opinion publique, Mandel est plus un soutien pour Reynaud et de Gaulle qu'un chef. Il n'a pas la volonté ou la capacité de s'élever au-dessus des autres, d'affirmer sa doctrine et de rester ferme face à la critique. Politiquement plutôt conservateur, il est dans les premiers à avoir été enfermés par Pétain, après sa prise de pouvoir. Qu'il soit mis en prison si rapidement prouve la menace qu'il représente pour Pétain et le gouvernement qu'il souhaite mettre en place. Georges Mandel est l'incarnation même de ce qu'Hitler n'accepte pas : un juif haut placé, cultivé, conscient de la menace et prêt à se battre. Pétain ne peut, dans tous les cas, le garder en liberté, soit pour sa propre sécurité, soit pour ne pas s'attirer les foudres de l'occupant.

Mais Mandel ne peut accepter la proposition de Spears car il craint les représailles sur sa famille. De plus, vu l'antisémitisme ambiant, la presse n'aurait pas manqué de raconter que le « juif Mandel » a fui la France par poltronnerie pour se réfugier auprès de Churchill. Par ces mots, les journalistes, acquis à l'Allemagne et à Pétain, auraient sous-entendu qu'il souhaitait échapper au camp de concentration, qu'il préférerait sauver sa peau. Malgré sa grande expérience politique et toute sa volonté pour chasser les Allemands, il ne peut mettre sa peur d'homme de côté, ni arrêter de croire que sa religion le discrédite. Mandel, à cette époque, n'a donc pas totalement confiance en lui. Dans ces conditions, comment inspirer confiance aux masses populaires ? En prenant l'exemple de Charles de Gaulle, de Winston Churchill, ou bien des années plus tard de Nelson Mandela, ainsi que de tous les grands chefs suivants ou précédents, on remarque que la population les admire car ils ont su négliger leurs peurs, leurs doutes et tout ce qui pouvait leur nuire pour se concentrer sur la cause qu'ils défendaient avec un acharnement sans pareil. De part une maîtrise extrême d'eux-mêmes, ils ont pu contrôler ceux qui croyaient en eux. Voilà ce que Georges Mandel n'a pas su faire : croire en lui et oser, en faisant fi des commérages ou des menaces, accepter l'offre de Spears. Il aurait peut-être atteint son but, soit le même que Charles de Gaulle : la victoire de la France démocratique sur la dictature allemande.

En conclusion, la décision de Mandel a dû être bien délicate à prendre. D'un côté, il avait l'invitation britannique offerte par Spears sur un plateau d'argent et le soutien de Reynaud, doublé d'une volonté, aussi coriace qu'ancienne, d'annihiler toute forme de défaitisme dans la politique, le peuple et l'armée. De l'autre, il y avait ses doutes qui le taraudaient. Peut-être

⁹ Cf. sa biographie en page 52.

aussi une certaine envie de continuer à lutter pour son pays sur le territoire national plutôt qu'outre-Manche. Sa décision, il l'a assumée jusqu'à son emprisonnement. Même s'il ne s'est pas envolé pour Londres, il n'a jamais changé ses espérances : la France doit se battre et triompher. Il a payé de sa vie son choix de rester au pays.

3.2 Philippe Pétain



Le Maréchal Philippe Pétain, en 1940, est un homme âgé de 84 ans. Idolâtré par le peuple, il est par ailleurs le seul Maréchal de France jouissant de la santé nécessaire pour faire de la politique. Le Président de la République décide, le 16 juin 1940, suite à la démission de Paul

Reynaud, de nommer Philippe Pétain à la présidence du Conseil dont il est le vice-président. À ce moment-là, les dés du sort de la France sont déjà lancés, mais il n'en a pas toujours été ainsi. Pétain, comme tout un chacun, a toujours eu le choix de sa conduite.

Le 6 juin 1940, Paul Reynaud, en parlant de Pétain à la radio, dit : « [...] *mettant toute sa sagesse et toute sa force au service du pays. Il y restera jusqu'à la victoire* [...] »¹⁰. Cela signifie que cette accession au pouvoir doit être un formidable message d'espoir tant pour la population que pour les soldats. Cependant, l'histoire aujourd'hui est en mesure de nous dire que Pétain a capitulé le 17 juin¹¹, soit onze jours après les paroles encourageantes et positives de Reynaud. Bien sûr, il n'a jamais caché son envie de demander l'armistice, surtout depuis la conférence inter-alliés de Briare¹².

Mais si, dans son esprit, il avait bien voulu donner à la France la chance de se battre, il aurait fait un formidable chef. Aux quatre coins de la France, les habitants le connaissent sous le surnom « d'homme de Verdun » et ce n'est naturellement pas dû au hasard. En 1916, dans la Marne, la France était en très mauvaise posture. Grâce à un charisme exceptionnel, il a mené les troupes à la victoire. Ce militaire est monté en grade au fil des batailles et des actions héroïques, il est admiré. Ses paroles ont force de loi.

Mythifiée au fil des ans, cette renommée fait que les Français suivent Pétain plutôt que de Gaulle.

10 Propos cités in Tauriac, Michel, De Gaulle, Philippe, *Les trente jours qui ont fait de Gaulle : 18 mai-18 juin 1940*, p. 84.

11 Cf. la transcription de son discours au peuple français en annexe page 46.

12 Cf. le calendrier des événements au printemps 1940 en annexe page 49.

Certes, il représente la « voix de la raison » qui préconise l'arrêt du massacre avant que tous les soldats, ainsi que la population civile en exode sur les routes ne périssent. Voilà le choix basique de survie dans son application la plus simple : face à un ennemi plus fort, l'homme tout comme l'animal préfère la retraite. Pétain veut n'importe quoi, même la **capitulation**, plutôt que de mourir et voir mourir les soldats sous les balles nazies. Il prend la décision que pratiquement toute la France attend pour épargner les vies. Ce qui s'explique d'une part par le souvenir du deuil immense de 1914-1918 et d'autre part par la peur de voir la France et ses habitants détruits de la même manière que la Pologne¹³. Le Maréchal, contrairement aux autres membres du gouvernement, a déjà fait ses preuves et gagné la confiance du peuple durant la Première Guerre. Il a, malgré son grand âge, une prestance toute militaire. De lui se dégage une impression de force et de solidité. Il est le roc auquel le pays va s'ancrer. La population sera déçue de voir que Pétain n'est en rien le « super-héros » qu'elle attend, mais beaucoup ne le comprendront qu'après le Débarquement de Normandie en juin 1944.

Pétain a aussi sa propre vision de l'honneur, du courage et de la France. À ce moment-là, pourquoi a-t-il collaboré ? Pourquoi a-t-il vendu son pays à l'ennemi ? Tout simplement pour sortir de la guerre avec honneur, tout comme Charles de Gaulle a invoqué son honneur pour justifier son départ pour Londres. Pour le Maréchal, la bataille est gagnée par les militaires sur le sol national et non depuis un quelconque **exil**. Même si le gouvernement part à Alger, comme il en avait été question, Pétain trouverait cela contraire à son idée de la guerre et en ressentirait une blessure dans son orgueil patriotique. De plus, il est conforté par le fait que ses préceptes ont un écho chez Laval, Chautemps, Weygand... La question demeure quant à l'influence de ces hommes sur le vieux Maréchal, qui reste encore aujourd'hui le plus vieil homme à avoir dirigé la France. Cette interrogation fait toutefois partie d'un autre débat que celui qui nous préoccupe actuellement.

En ce qui concerne les Anglais, ils ne bénéficient pas de la confiance du Maréchal. Pour lui, le fait que Churchill refuse au conseil de Tours¹⁴ de donner plus de moyens aéronautiques pour couvrir le territoire de l'hexagone est une sorte de trahison de la part des Alliés. La France a envoyé des troupes aux Anglais en 1914, il doit en être de même dans l'autre sens en 1940. Quels que soient les sacrifices que la Grande-Bretagne doit consentir pour sortir son allié de ce mauvais pas,

13 La Pologne ayant été envahie le 1^{er} septembre 1939, le récit des barbaries commises avait déjà circulé en Europe.

14 Cf. le calendrier des événements au printemps 1940, 13 juin, en annexe page 49.

Pétain estime naturel qu'ils soient faits. Il ne voit pas qu'une autre phase de guerre se prépare : la « bataille d'Angleterre » et qu'elle aura une envergure mondiale.

Aujourd'hui, si l'histoire a oublié les autres protagonistes, Pétain et Charles de Gaulle restent les deux hommes aux idées opposées qui se sont battus chacun de leur côté dans le but de sauver la France. Chacun a lutté selon sa conscience. On peut dire que même si, sur le moment, le Maréchal a eu le plus grand soutien populaire, le besoin français de se doter de héros à élu Charles de Gaulle comme grand gagnant de la guerre. De plus, je ne pense pas que Pétain en capitulant imaginait que l'Occupation serait si meurtrière, instaurant un climat de crainte et de suspicion. Mis face à face et en se mettant dans la peau d'un Français terrorisé pas les combats et la machine de guerre nazie, le vénérable Philippe Pétain présente bien mieux que l'obscur Charles de Gaulle. Nul ne sait le choix qu'il aurait fait dans une telle situation. On ne peut donc jeter la pierre à personne, car il faut beaucoup de courage pour mettre sa vie en jeu dans un combat sans aucune loi.

3.3 Maxime Weygand



Maxime Weygand est un général qui est nommé, en mai 1940, commandant en chef de l'armée française à la place de Maurice Gamelin, jugé trop passif dans le conflit. Il est ainsi le supérieur hiérarchique suprême de de Gaulle. Cependant, leurs relations ne sont pas au beau fixe. Depuis la première

hypothèse d'abandon, bien qu'homme d'envergure qui pourrait continuer la lutte grâce à son statut de **Généralissime**, Weygand est pourtant d'avis de signer un accord pour mettre fin aux hostilités. Ces raisons ne sont toutefois pas exactement les mêmes que celles de Philippe Pétain. Weygand a une philosophie défaitiste bien connue. Le problème principal est que, vu son haut statut dans l'armée, Weygand est le seul qui, en définitive, prend les décisions. Lebrun et Reynaud n'ont rien à rétorquer, que ce soit pour déclarer Paris **ville ouverte** ou pour créer un nouveau corps de troupe.

Le 11 juin déjà, il dépeint, avec le général Alphonse Georges, une situation militaire impossible lors des États Généraux Alliés de Briare. Un de ses plus grands problèmes est de ne pas faire confiance à la Grande-Bretagne depuis la retraite de Dunkerque où les troupes anglaises ont été embarquées avant celles des Français. Au lieu de s'estimer heureux de voir une partie des troupes sauvée, il préfère s'en prendre à Churchill. Pour lui, même si les Anglais sont de

formidables alliés, la France se bat seule pour sa survie. Le 6 juin, il dit à Charles de Gaulle : « *Quant au monde, lorsque j'aurai été battu ici, l'Angleterre n'attendra pas huit jours pour négocier avec le Reich.* »¹⁵. Ceci illustre bien qu'il n'a déjà plus aucun espoir et, d'autre part, qu'il croit que la victoire de la France ne dépend que de lui. En définitive, il est persuadé que l'Angleterre n'est pas capable de continuer à se battre seule. Comment l'armée peut-elle espérer regagner du terrain avec un tel commandant en chef ?

De Gaulle, qui ne supporte pas cette mentalité, demande à Reynaud de remplacer le Généralissime Weygand par Hunzinger. Il est malheureusement trop tard pour que Reynaud puisse faire quelque chose. Weygand, lui, ne voit pas la défaite dans l'attitude du peuple mais dans les troupes trop faibles pour se battre. Avec l'entrée en guerre de l'Italie, les Allemands voient des troupes fraîches les rejoindre mais le Généralissime n'a d'autres choix que de composer de nouveaux bataillons avec les rescapés éreintés d'autres régiments. Ainsi, c'est pour protéger les soldats qu'il désire cesser cette guerre coûteuse en armement, en nourriture mais surtout en vies humaines. Les soldats ne sont pas prêts à prendre les armes, d'autant que la France n'a pas les moyens d'assumer leur entretien. Weygand pense en premier lieu à ses subalternes exposés aux tirs de l'artillerie allemande. Ces mêmes Allemands qui ne respectent rien ni personne.

Qu'aurait pu faire Weygand en résistant ? En obtenant le soutien de l'armée, il décroche celui du peuple croyant en ses valeureux enfants de la patrie, versant leur sang pour les sauver. Malheureusement, Weygand n'est pas un homme capable, par un simple discours, de réunir les foules. Trop transparent, ses intentions profondes percent dans le moindre de ses discours. Qu'il parle à un homme, comme le rapporte de Gaulle dans ses mémoires, ou au Conseil inter-alliés, Weygand n'a pas la capacité des politiciens de cacher ses machinations jusqu'au dernier moment pour donner un point de chute à son allocution. Voilà ce qui le différencie de Pétain et de de Gaulle, qui eux, en plus d'être des officiers, sont de fins politiciens et tacticiens. Pourtant, dans une lettre du 20 juin 1940, de Gaulle essaye de lui faire entendre raison.¹⁶

Finalement, Weygand a peur. Peur de ne pas avoir d'armée pour empêcher les communistes de prendre le pouvoir, peur de voir Paris et les autres villes détruites, peur de prendre les risques qu'impose la guerre. D'autant plus que jamais, avant d'arriver à la tête de l'armée, il n'a réellement commandé de troupes sur le terrain.

¹⁵ Propos cités in Gaulle, Charles de, *Mémoires de guerre : L'appel 1940-1942*, 1999, p. 59.

¹⁶ Cf. la retranscription de cette lettre au général Weygand en annexe page 47.

« Weygand était, en effet, par nature, un brillant second »¹⁷. Voilà pourquoi il reste derrière Pétain et ne cherche jamais à devenir lui-même chef, que ce soit d'un gouvernement exilé ou de Vichy.

3.4 Paul Reynaud



Paul Reynaud naît le 15 octobre 1878. Politiquement de centre-droite, il est élu **Président du Conseil** durant la période entre le 22 mars et le 17 juin 1940, soit un temps très court durant lequel la guerre connaît une vive évolution. En remaniant son gouvernement, début

juin 1940, pour y nommer des hommes qui, selon lui, sont les meilleurs dans leur domaine respectif, Reynaud prouve qu'il ferait tout pour sauver la France. Alors que Mandel est déjà dans son cabinet, il se dote d'un nouvel appui avec Charles de Gaulle dont il estime les travaux et le tempérament. Pour rallier le plus de monde possible à son opinion, il construit un gouvernement regroupant plusieurs tendances politiques, ainsi que des partisans de l'armistice comme de la lutte à outrance. Lui-même se dit disposé à se battre pour la victoire avec les Anglais tout en espérant l'entrée en guerre rapide des États-Unis d'Amérique. C'est pourquoi, alors qu'il est prêt à lâcher les rênes du pays, il attend la réponse de Roosevelt¹⁸ à son S.O.S. Ce dernier refuse d'envoyer des renforts. Reynaud attend alors d'être acculé avant d'abdiquer devant la force de Pétain et de ses alliés.

Le triomphalisme de Reynaud s'est retourné contre lui dans la presse. Pour convaincre, il ne mâche pas ses mots : « *Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts* »¹⁹. Malgré toutes les rebuffades, Reynaud gouverne sans jamais laisser transparaître la situation réelle pour maintenir à tout prix le moral national. Il est conscient que la victoire est indissociable à la bonne marche de l'économie, au moral et à la réussite de la tactique militaire. Son raisonnement est celui d'un économiste car il a été ministre des finances. Sa politique résulte donc d'un raisonnement logique et cohérent basé sur des faits et non des choix aléatoires.

On peut reprocher à Reynaud, lors de ses rencontres avec Churchill, de sous-entendre qu'un armistice est possible, ce qui en soi encourage Pétain, Weygand, Georges et les autres à soutenir cette perspective. Or, je ne pense pas qu'il ait un jour considéré sérieusement

17 Gaulle, Charles de. *Mémoires de guerre - L'Appel : 1940-1942* [tome I]. 1999. p. 55.

18 Président des USA de 1932 à 1945.

19 Extrait du discours du 10 septembre 1939, propos cités in Guichard, Jean-Pierre. *Paul Reynaud : un homme d'État dans la tourmente, septembre 1939-juin 1940*, p.87.

cette solution comme viable, surtout pas en gardant son rôle de Président du cabinet ministériel. Il estime Churchill autant que celui-ci le respecte. D'ailleurs, après la guerre, le Premier ministre anglais racontera qu'il aurait préféré avoir auprès de lui à Londres un Reynaud ou un Mandel plutôt qu'un général de brigade à titre temporaire²⁰. C'est pour que Churchill ne prenne pas ses paroles défaitistes au sérieux qu'il envoie Charles de Gaulle à Londres.

Grâce à ses allocutions radiophoniques et aux secours fournis par les journaux, Reynaud peut tenir la France dans le jeu de guerre jusqu'au 16 juin. Plutôt que de voir lui-même la fin du pays qu'il aime tant, il préfère se retirer. Pourquoi n'est-il pas parti à Londres alors ? Ou en Afrique du Nord comme il l'avait promis à de Gaulle avant son départ outre-Manche ? L'hypothèse la plus probable est qu'il a perdu la foi en l'idéal indispensable pour guider un pays. Voyant petit à petit le Maréchal gagner l'opinion publique, il n'a plus le courage de continuer à se battre ; même en sachant, qu'entre autres, de Gaulle et Mandel sont présents pour le soutenir. Un président se doit de faire face à ses ministres en leader, mais Reynaud ne représente plus l'idée majoritaire. Dans ces conditions, il préfère lâcher le pouvoir, pensant agir au mieux pour son pays.

4. Les motivations de l'homme du 18 juin

Comme relaté ci-dessus, il est clair qu'aucune personne n'aurait eu l'envergure de Charles de Gaulle, ou du moins personne n'a eu le coup de pouce du destin dont il a sans conteste bénéficié. Aucun ne possédait cette petite chose qui distingue un homme fort, quel qu'il soit, d'un chef de génie. Tout d'abord, Charles de Gaulle a une conception du monde et de la guerre très claire. Bien sûr, il a toujours eu, au bon moment, des hommes pour l'aider, parfois membres des plus hautes arcanes du pouvoir tant civil que militaire. D'autres ont, de par leurs dires ou leurs actes, conforté de Gaulle dans ses opinions. Tout au long du mois de juin 1940, les batailles, les changements politiques et les conseils en tous genres se sont succédés à une vitesse effarante. Sans toutes ces circonstances, jamais Charles de Gaulle n'aurait eu la chance de mettre en avant ses qualités de chef.

4.1 Sa vision du monde et du conflit

Charles de Gaulle, au contraire des autres membres de l'armée, est autant politicien et historien que militaire. Il a une haute opinion de la France ainsi que de son histoire et considère tous les échecs comme autant d'atteintes à l'honneur de sa patrie. Il commence ainsi ses *Mémoires de guerre* : « *Toute ma vie, je me suis*

20 Propos cités in Azema, Jean-pierre, *Nouvelle histoire de la France contemporaine : De Munich à la libération. 1938-1944*, p. 127.

fait une certaine idée de la France... »²¹ et y fait des allusions tout au long de son récit. Pour lui, comme il n'aura de cesse de le répéter, la guerre a besoin de chefs solides, prêts à tout pour l'État. C'est en quelque sorte en dernier recours, puisque personne ne veut de cette place de chef d'un gouvernement voulant continuer la lutte, que Charles de Gaulle décide que c'est à lui, et à personne d'autre, de représenter la France. Il a auparavant écrit à de plus hauts gradés²², mais personne ne désire prendre le commandement des futures Forces Françaises Libres (FFL). Les anciens chefs tels Pétain ou Weygand, sont pour lui « [...] *attachés à des errements qui avaient, jadis, fait leur gloire.* »²³. De Gaulle, et c'est là son génie, a compris qu'Hitler modifie toutes les lois de la guerre connues, ne voulant en aucun cas essayer une défaite comme en 1918.

Le 7 juin, le *Times* évoque Charles de Gaulle en des termes élogieux qui décrivent au mieux ce personnage : « *Puissamment théoricien, apôtre de l'emploi massif du char, il est d'esprit clair, lucide, homme d'action aussi bien qu'homme de rêve et d'abstraction.* »²⁴ Comme celui qu'elle décrit, cette phrase va droit au but tout en gardant une part du mystère. En tant qu'historien, il estime que la France n'a pas pu, n'a pas su apprendre suffisamment de l'Histoire pour permettre au pays d'évoluer favorablement et de ne pas commettre à nouveau les mêmes erreurs. C'est là que réside sa lucidité. Or, en faisant appel aux généraux et autres maréchaux, certes héroïques durant la Première Guerre mondiale, mais aux théories encore plus antiques qu'eux, le gouvernement n'insuffle pas l'air nouveau dont manque la France. De Gaulle, en bon théoricien, ose dire que l'armée doit se mouvoir et que le conflit ne fait que commencer alors qu'à travers le pays, les gens n'attendent que la fin. Ils ne sont donc pas préparés à accepter de telles paroles. Au moment où il commence à en parler, dire que le conflit est mondial est plus une illusion qu'une réalité. Il n'y a guère que Winston Churchill et lui-même pour y croire.

Charles de Gaulle est un homme plus exigeant envers lui-même qu'envers les autres. Grâce à un caractère bien trempé, il ne se laisse pas marcher sur les pieds et ne revient jamais sur une décision. Si certains lui reprochent un penchant vers la dictature, il est clair qu'il n'aurait jamais pu faire face à Churchill ni à Roosevelt sans ce caractère français légendaire, mêlant à la fois une

fierté nationale et une vision de son pays au-dessus des autres. Il sait ce qu'il veut et le dit, mais je pense que comme tout un chacun, il a des doutes et des peurs. Il cache tout dans sa rigidité, celle de sa stature comme de ses propos. La preuve qu'il a en lui quelque chose de tendre est qu'il n'a de cesse de mettre sa famille à l'abri, pour qu'à travers elle l'ennemi ne puisse jamais l'atteindre.

4.2 L'appui anglais

Au moment de lancer son appel, de Gaulle n'est qu'un simple général de brigade à titre temporaire, puisque le gouvernement auquel il appartenait n'existe plus. Il n'a donc pas le pouvoir sur tous les militaires, ni ne serait-ce que le simple droit de se revendiquer chef. Pourtant, en Grande-Bretagne, certains croient en lui ou l'aide malgré leurs ressentiments à son égard.

4.2.1 Winston Churchill

Lors de leur première rencontre à Londres, le 9 juin 1940, au 10 Downing Street²⁵, Winston Churchill et Charles de Gaulle se laissent une bonne impression. De cette rencontre, de Gaulle relatera plus tard que « *L'impression que je ressentis m'affermait dans ma conviction que la Grande-Bretagne, conduite par un pareil lutteur, ne fléchirait certainement pas. M. Churchill me parut être de plain-pied avec la tâche la plus rude, pourvu qu'elle fût grandiose.* »²⁶ Le 11 juin, lors de la conférence de Briare, Churchill « [...] *refuse de croire que l'âme de la France sera morte et que sa place parmi les grandes nations du monde puisse être perdue pour jamais.* »²⁷ Le 16 juin, de nouveau, il parle au gouvernement français, l'assurant que la guerre n'est pas perdue, que le combat doit continuer. Pour cela, il souhaite à tout prix créer une union gouvernementale et territoriale franco-britannique, sous la forme d'un immense empire



21 Gaulle, Charles de. *Mémoires de guerre – L'Appel : 1940-1942* [tome I]. 1999. p. 7.

22 Cf. la transcription du télégramme au général Noguès en annexe page 46 et celle de la lettre au général Weygand en annexe page 47.

23 Ibid supra note 21.

24 Propos cités in 31° Section F.N.S.O <http://latretequatrefnso.unblog.fr/2010/01/21/lappel-du-18-juin-1940>

25 Résidence londonienne du Premier ministre britannique.

26 Gaulle, Charles de. *Mémoires de guerre – L'Appel : 1940-1942* [tome I]. 1999. p. 61.

27 Propos cités in Tauriac, Michel, De Gaulle, Philippe. *Les trente jours qui ont fait de Gaulle: 18 mai-18 juin 1940*, p.104.

capable de mettre fin à la lutte triomphalement et définitivement.

En acceptant cette fusion, Churchill montre clairement son attachement à la France et sa volonté d'assistance à Reynaud et à ceux qui souhaitent encore combattre. C'est une offre généreuse, visant à sauver le monde et la France en faisant d'une pierre deux coups. Le fait que cette action échoue n'empêche pas Churchill de rester fidèle à ce fier pays, même durant la période pétainiste, en tentant de maintenir le contact. Churchill est conscient que la France est une grande nation d'Armée de Terre et que son propre pays a le pouvoir de dominer les mers.

Churchill est un farouche opposant à toutes les tendances extrémistes tant le nazisme que le fascisme ou encore le bolchevisme. Flegmatique, il est néanmoins un homme d'action. Il aime prendre des risques, mais reconnaît d'un seul coup d'œil si son interlocuteur est digne de confiance. Le 13 mai, dans un discours, il montre son goût de l'aventure et sa capacité à sortir du droit chemin pour mener les Alliés à la victoire. Grâce au soutien de la Chambre des Lords et du peuple, Churchill est libre de tout entreprendre pour la victoire contre « Herr Hitler »²⁸.

Quant à ses relations avec de Gaulle, ils s'estiment et se respectent car ils ont tous deux une vision mondiale du conflit et aucun n'accepte ne serait-ce que l'idée de baisser les bras. Le jour même où Charles de Gaulle s'adresse à la France, Churchill parle à la Chambre des Communes²⁹, affirmant la même chose que de Gaulle : la bataille, à l'aube de l'été 1940, ne fait que commencer. Malgré leurs nombreux points d'entente, ces deux hommes partagent un caractère trop semblable pour que n'éclatent pas de célèbres disputes. Cependant, c'est bien au premier Lord britannique que de Gaulle doit tout. C'est d'ailleurs Churchill qui, en l'absence d'un plus haut gradé déclare de Gaulle : « *Chef de tous les Français libres, où qu'ils se trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée.* » Par ce titre, il lui confère une vraie valeur politique. Cette déclaration est cependant faite contre le **Foreign Office** et le **War Office**.

4.2.2 Edward Spears

Les gouvernements français et britannique ayant beaucoup trop d'obligations pour rester personnellement et quotidiennement en contact, les Anglais nomment Edward Spears officier de liaison attaché au gouvernement français.

Pour la majorité des Anglais, comme des Américains d'ailleurs, la France se résume au petit département d'île de France, par la constatation élémentaire que tout, dans ce pays,

²⁸ Nom que Churchill utilisait même en anglais pour parler de son ennemi.

²⁹ Cf. la retranscription d'extraits choisis du discours de Winston Churchill, 18 juin 1940 en annexe page 48.

est décidé depuis Paris. Spears parle français, a fait la guerre pour la sauver, dit l'aimer mais pourtant, n'en comprend pas toujours la mentalité. En bref, ce francophile qui a vécu ses premières années à Paris a de bonnes connaissances du terrain et quelques anciens amis parmi les Poilus³⁰ qu'il avait côtoyés. Cependant, en 1940, même les officiers français lui témoignent une certaine réserve, le prenant tantôt pour un espion de Churchill, tantôt pour un simple diplomate.

Durant la Grande Guerre, il a aussi rencontré un ami qui deviendra vite inestimable : Winston Churchill. Avec lui, il se lance même en politique. Arrivé en 1939, à l'aube de la guerre, Spears fait partie de ceux qui croient en Churchill et en les vieux généraux français pour mener à bien la guerre.



Le général de Gaulle avec le général à Londres en juin 1940.

Crédits photo : ©Rue des Archives/Collection Gre

De fin mai à début juin 1940, il perd ses illusions face au défaitisme qu'il voit grandir partout autour de lui, de Paris à Tours. Son ami Pétain le déçoit par dessus tout, ainsi que Paul Reynaud avec lequel il doit avoir de fréquents contacts mais qu'il n'estime plus capable de remplir la tâche qui lui incombe. Dans son esprit, la France, au contraire de la Grande-Bretagne, n'est pas assez unie derrière ses chefs avec un seul et même objectif : la victoire. En Angleterre, nul ne songe à s'élever contre Churchill pour abandonner la guerre.

Il sait alors que dans cette France qu'il méprise désormais pour sa lâcheté, pays qu'il croyait si fier, la lutte ne pourra pas continuer ; avec ou sans l'appui inconditionnel du Royaume-Uni. Il demande à Reynaud de le suivre à Londres, mais celui-ci refuse. Il rencontre alors Georges Mandel, qui est à ce moment le seul membre du gouvernement pour lequel il a un minimum d'amitié, pour tenter de le persuader. Mandel reste calme là où Reynaud ne sait plus où donner de la tête. Mais il refuse, pour les raisons désormais connues, et finalement Charles de Gaulle saisit l'opportunité en reprenant l'avion

³⁰ Français qui se sont battus durant la Première Guerre mondiale, sobriquet dû à leurs apparences sales et poilues.

prêté par Churchill le jour précédent. Alors que le Général doit revenir avec le pacte de fusion signé par Reynaud, il arrive à Londres avec pour seule certitude que jamais il ne pliera devant Pétain et l'Allemagne.

Dans les récits qu'il a faits de la journée du 17 juin, Spears met en avant le côté romanesque du départ. Il explique que de Gaulle ne joue qu'un rôle mineur dans une sorte de fuite digne de Monte-Cristo. Mais le fait est que, quelles que soient les aventures qu'aient vécues Spears et de Gaulle depuis l'aéroport de Bordeaux-Mérignac³¹ jusqu'à Londres, c'est bien Spears qui fournit à de Gaulle, en l'accompagnant, plus d'autorité et de poids politique.

Au moment où de Gaulle arrive à Londres, Churchill sait à quel individu il a affaire. Quand « l'homme du 18 juin » demande à avoir accès à la B.B.C., Spears, sur ordre de Churchill et contre l'avis du cabinet de guerre britannique, lui permet de lancer son célèbre appel. S'en suit alors, entre cette demande et l'appel en lui-même, une foule de retardements, de rencontres,...

Après l'appel, quand de Gaulle devient officiellement le représentant des FFL, Churchill demande à son ami Spears de faire la liaison entre de Gaulle et le gouvernement anglais. Même s'il est un antigaulliste confirmé, sans lui jamais Charles de Gaulle n'aurait pu lancer son appel dans un si bref délai après la **capitulation** de la France. Spears, malgré son antipathie manifeste pour « l'homme du 18 juin », a permis à la France libre de naître.

5. Conclusion

Selon la croyance populaire, chacun passe les dernières secondes de sa vie à se remémorer les instants les plus importants. Nul ne doute que Charles de Gaulle s'est attardé plus longuement sur le 18 juin 1940 où, assis devant son microphone quelque part au cœur de Londres, il s'apprêtait à changer sa vie et celle de tout un peuple. En répondant à Pétain que non, toute la France ne cesserait pas le combat comme lui le souhaitait, il est devenu le paria de la majorité des Français et l'idole des autres. Il est tout à fait clair que cet acte a planté les fondations de sa future politique et de la reconnaissance dont il jouit encore, quarante ans après sa disparition. Ses détracteurs n'hésitent pas à dire qu'il doit tout à un fabuleux jeu de hasard. Ce qui est sûr, c'est que destin ou pas, il a su relever le défi que lui a offert, ou imposé, la vie avec un brio que peu auraient été capables de fournir. Nous savons maintenant que ni Mandel, ni Reynaud, qui ne voulaient pas de **cessez-le-feu**, n'ont été aptes à s'y opposer. Quant à Weygand et Pétain, même s'ils étaient convaincus de la justesse de leur démarche, ils ont ni plus ni moins livré la France à Hitler.

31 Aéroport situé au dehors de la ville de Bordeaux.

De Gaulle a su sortir des sentiers battus, il a franchi le Rubicon³² au risque de sa propre vie. « *Il est vrai que, à cette époque, cela a semblé être un acte de témérité, ce n'était pas seulement un acte de suprême bravoure mais aussi un coup prophétique de sagesse politique.* »³³ Comme le témoigne la profondeur du texte déclamé le 18 juin, il pensait déjà à ce discours depuis un moment. Il est resté fidèle à la France, a continué de croire en elle, en cette capacité à se relever plus forte après les guerres, les changements de régimes,...

Si, dans ce Travail de Maturité, je n'ai pu parler que de ce qui s'est passé avant le 18 juin, cela ne veut absolument pas dire que rien n'a été fait après. Ce jour-là ne fut qu'un tournant, certes majeur, mais comme il en existe dans chaque guerre. On peut dire, contrairement au mythe, que personne en France n'a entendu l'appel. Il a donc dû réitérer ses allocutions les 22³⁴, 24, 25 et 28 juin, puis tout au long des mois suivants. Au mois d'août apparut la célèbre maxime : « *La France a perdu une bataille ! Mais la France n'a pas perdu la guerre !* »³⁵ Charles de Gaulle savait donc, depuis fin mai 1940, que la bataille de France était à jamais perdue mais que la guerre mondiale n'en était qu'à son commencement.

Pétain, Weygand et encore Laval avaient la loi et le peuple de leur côté. Charles de Gaulle, lui, avait l'Angleterre. Nul n'aurait pu deviner l'aboutissement de la guerre en mai 1940, ni d'ailleurs avant juin 1944, où les Alliés ont commencé à regagner du terrain. Comme au sein du gouvernement, chacun en France a fait le choix qu'il croyait bon pour lui. En temps de guerre, même si l'histoire témoigne d'actes de fabuleuse solidarité, la plupart des personnes réagissent de manière égoïste. Pétain et son « *don de [sa] personne à la France* » a permis d'épargner un nombre de vies considérables, mais pour cela il a dû bafouer le droit à l'égalité, à la liberté et à la fraternité.

Soixante-dix ans après, l'appel du 18 juin est reconnu et classé par l'UNESCO³⁶ au patrimoine de la Mémoire du Monde³⁷. Partout, cette date

32 Référence à Jules César qui a franchi cette rivière en armes avec sa Légion pour marcher sur Rome, ce qui était interdit mais qu'il jugeait nécessaire. C'est une forme de dilemme entre obéir aux ordres ou à sa conscience.

33 « *Indeed, what might, at the time, have seemed an act of temerity proved to be not only an act of supreme bravery, but also a prophetic stroke of political wisdom* » p.6, A day in June.

34 Cf. la retranscription du discours de Charles de Gaulle, le 22 juin 1940 en annexe page 47.

35 Cf. en annexe page 49.

36 **United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization**, Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

37 Toutes les annexes iconographiques font partie du dossier de l'UNESCO pour le 18 juin 1940. Il s'agit des manuscrits de l'appel du 18 juin et de l'affiche du

symbolise que rien n'est impossible, que chacun à vraiment le choix et qu'une seule décision peut bouleverser le cours de l'histoire. Charles de Gaulle est célèbre aujourd'hui, bien plus qu'il ne l'a été en 1940. Au côté de Winston Churchill, de Staline et de Roosevelt, c'est de lui qu'on se souvient et non de Paul Reynaud, de Georges Mandel ou de Maxime Weygand. C'est bel et bien son nom qui est associé à la victoire de la France.

6. Annexes

6.1 Discours, lettres et télégrammes

1. Charles de Gaulle, Appel aux Français via la B.B.C.³⁸

Londres, le 18 juin 1940

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui

3 août 1940. Il y a aussi l'enregistrement de l'appel du 22 juin.

38 Cf. Reproduction du manuscrit de l'Appel du 18 juin 1940 en annexe page 49.

viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres. »³⁹

2. Maréchal Philippe Pétain, discours radiophonique annonçant l'armistice au peuple français

Le 17 juin 1940

« Français, à l'appel de M. le Président de la République, j'assume aujourd'hui la direction du gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée, qui lutte avec un héroïsme digne de ses longues traditions militaires contre un ennemi supérieur en nombre et en armes ; sûr que par sa magnifique résistance, elle a rempli nos devoirs vis-à-vis de nos alliés ; sûr de l'appui des anciens combattants que j'ai eu la fierté de commander, sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur. En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement extrême, sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude. C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire, pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités. Que tous les Français se groupent autour du gouvernement que je préside durant ces dures épreuves, et fassent taire leur angoisse pour n'écouter que leur Foi dans le destin de la Patrie. »⁴⁰

3. Télégramme du Général de Gaulle au Général Noguès, Commandant en chef sur le Théâtre d'opération de l'Afrique du Nord, à Alger

Londres, le 19 juin 1940

« Suis à Londres en contact officieux et direct avec gouvernement britannique. Me tiens à votre disposition, soit pour combattre sous vos ordres, soit pour toute démarche qui pourrait vous paraître utile. »⁴¹

39 Gaulle, Charles de, Mémoires de guerre – L'Appel : 1940-1942 p.329-330.

40 CHARLESDEGAULLE.ORG, <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/1940-1944-la-seconde-guerre-mondiale/l-appel-du-18-juin/documents/discours-du-17-juin-1940-du-marechal-petain.php>

41 Gaulle, Charles de, Mémoires de guerre – L'Appel : 1940-1942 p. 330.

4. Charles de Gaulle, Lettre au général Weygand

Londres, le 20 juin 1940

« Mon Général,

J'ai reçu votre ordre de rentrer en France. Je me suis donc tout de suite enquis du moyen de le faire, car je n'ai, bien entendu, aucune autre résolution que celle de servir en combattant.

Je pense donc venir me présenter à vous dans les vingt-quatre heures si, d'ici là, la capitulation n'a pas été signée.

Au cas où elle le serait, je me joindrais à toute résistance française qui s'organiserait où que ce soit. À Londres, en particulier, il existe des éléments militaires, - et sans doute en viendra-t-il d'autres, - qui sont résolus à combattre, quoi qu'il arrive dans la Métropole.

Je crois devoir vous dire très simplement que je souhaite pour la France et pour vous, mon Général, que vous sachiez et puissiez échapper au désastre, gagner la France d'outre-mer et poursuivre la guerre. Il n'y a pas actuellement d'armistice possible dans l'honneur.

J'ajoute que mes rapports personnels avec le gouvernement britannique, - en particulier avec M. Churchill - pourraient me permettre d'être utile à vous-même ou à toute autre haute personnalité française qui voudrait se mettre à la tête de la résistance française continuée.

Je vous prie de bien vouloir agréer, mon Général, l'expression de mes sentiments très respectueux et dévoués. »⁴²

5. Charles de Gaulle, discours radiophonique via la B.B.C.



Londres, le 22 juin 1940

⁴² Gaulle, Charles de, *Mémoires de guerre - L'Appel* : 1940-1942 p. 331.

« Le gouvernement français, après avoir demandé l'armistice, connaît, maintenant, les conditions dictées par l'ennemi.

Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de mer et de l'air seraient entièrement démobilisées, que nos armes seraient livrées, que le territoire français serait totalement occupé et que le gouvernement français tomberait sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie.

On peut donc dire que cet armistice serait non seulement une capitulation mais encore un asservissement.

Or, beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie.

Je dis l'honneur, car la France s'est engagée à ne déposer les armes que d'accord avec ses alliés. Tant que ses alliés continuent la guerre, son gouvernement n'a pas le droit de se rendre à l'ennemi.

Le gouvernement polonais, le gouvernement norvégien, le gouvernement hollandais, le gouvernement belge, le gouvernement luxembourgeois, quoique chassés de leur territoire, ont compris ainsi leur devoir.

Je dis le bon sens, car il est absurde de considérer la lutte comme perdue.

Oui, nous avons subi une grande défaite.

Un système militaire mauvais, les fautes commises dans la conduite des opérations, l'esprit d'abandon du gouvernement pendant ces derniers combats nous ont fait perdre la bataille de France.

Mais il nous reste un vaste empire, une flotte intacte, beaucoup d'or.

Il nous reste des alliés dont les ressources sont immenses, et qui dominent les mers.

Il nous reste les gigantesques possibilités de l'industrie américaine.

Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par cinq mille avions et six mille chars peuvent nous donner, demain, la victoire par vingt mille chars et vingt mille avions.

Je dis l'intérêt supérieur de la patrie car cette guerre n'est pas une guerre franco-allemande, qu'une bataille puisse décider.

Cette guerre est une guerre mondiale.

Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres, aujourd'hui, le resteront demain.

Même les alliés de l'Allemagne resteront-ils toujours ses alliés ?

Si les forces de la liberté triomphent finalement de celles de la servitude, quel serait le destin d'une France qui se serait soumise à l'ennemi ?

L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront.

Il est, par conséquent, nécessaire de grouper partout où cela se peut une force française aussi grande que possible.

Tout ce qui peut être réuni en fait d'éléments militaires français et de capacité française de production d'armement doit être organisé partout où il y en a.

Moi, général De Gaulle, j'entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale.

J'invite tous les militaires français des armées de terre, de mer et de l'air, j'invite les ingénieurs français spécialistes de l'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui pourraient y parvenir, à se réunir à moi. J'invite les chefs, les soldats, les marins, les aviateurs des forces françaises de terre, de mer, de l'air, où qu'ils se trouvent actuellement, à se mettre en rapport avec moi. J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre.

Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance ! »⁴³

6. Extraits choisis du discours de Winston Churchill à la Chambre des Communes

Londres, le 18 juin 1940

« [...] Nous devons penser à l'avenir et non au passé.

[...] *Au cours de la grande bataille de France, nous avons donné une aide très puissante et continue à la France, à la fois par des chasseurs et des bombardiers. Mais en dépit de tout type de pression, nous n'aurions jamais permis à la force de combat aérienne commune du territoire métropolitain d'être consommée. Cette décision a été douloureuse, mais elle est également juste, parce que les fortunes de la bataille de France ne pouvaient pas avoir été touchées de manière décisive, même si nous avons jeté notre force de combat ensemble. Cette bataille a été perdue par une malheureuse stratégie, par la puissance extraordinaire et imprévue des colonnes de blindés, et par la grande prépondérance de l'armée allemande.*

[...] *J'ai cru devoir, à cette occasion, donner à la Chambre et au pays une certaine indication de l'état solide, pour des raisons pratiques sur lesquelles nous fondons notre volonté inflexible*

⁴³ Fondation Charles de Gaulle, <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/1940-1944-la-seconde-guerre-mondiale/l-appel-du-18-juin/documents/l-appel-du-22-juin-1940.php>

de continuer la guerre. Il y a bien des gens qui disent : « Jamais l'esprit. Gagner ou perdre, couler ou nager, mieux mourir que de se soumettre à la tyrannie - et une telle tyrannie. Et je ne me dissocie pas d'eux... »

[...] *Nous ne savons pas encore ce qui va arriver en France ou si la résistance française pourra se prolonger à la fois en France et dans l'Empire français d'outre-mer. Le gouvernement français jettera de grandes possibilités et coulera à la dérive de leur avenir si elles n'ont pas continué la guerre, conformément à leurs obligations conventionnelles, à partir desquelles nous n'avons pas senti la mesure de les libérer. La Chambre aura lu la déclaration historique dans laquelle, au désir de beaucoup de Français - et de notre propre cœur - nous avons proclamé notre volonté à l'heure la plus sombre de l'histoire française de conclure une union de citoyenneté commune dans cette lutte. Mais les choses peuvent changer en France ou avec le Gouvernement français, ou d'autres gouvernements français, nous en cette île et dans l'Empire britannique nous ne devons jamais perdre le sens de la camaraderie avec le peuple français. Si nous sommes désormais appelés à supporter ce qu'ils ont souffert, nous imiterons leur courage, et si la victoire finale récompense nos fatigues, ils se partageront les gains, oui, et la liberté doit être rétablie pour tous.*

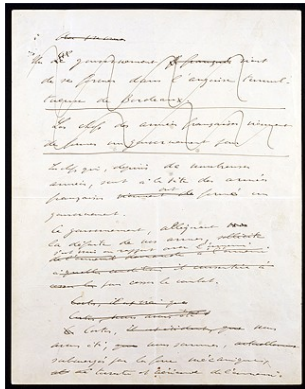
[...] *Ce que le général Weygand a appelé la bataille de France est terminé. Je suppose que la bataille d'Angleterre est sur le point de commencer. De cette bataille dépend la survie de la civilisation chrétienne. Notre existence britannique en dépend, ainsi que la longue continuité de nos institutions et de notre Empire. Toute la fureur, toute la puissance de l'ennemi va bientôt se déchaîner contre nous. Hitler sait qu'il devra nous briser sur cette île ou qu'il perdra la guerre. Si nous parvenons à lui résister, toute l'Europe pourra être libre, et la vie du monde progresser vers de hautes et vastes terres baignées de soleil. Mais si nous échouons, alors le monde entier, y compris les États-Unis, y compris tout ce que nous avons connu et aimé, sombrera dans les abîmes d'un nouvel âge des ténèbres rendu encore plus sinistre, et peut-être plus durable, par les lumières d'une science pervertie. Aussi, préparons-nous à accomplir notre devoir et à nous conduire de telle sorte que, si l'Empire britannique et son Commonwealth durent mille ans, les hommes diront encore : Ce fut leur plus belle heure. »⁴⁴*

⁴⁴Propos traduits personnellement depuis <http://www.historyplace.com/speeches/churchill-hour.htm>

6.2 Iconographies

1. Manuscrit de l'appel du 18 juin par Charles de Gaulle⁴⁵

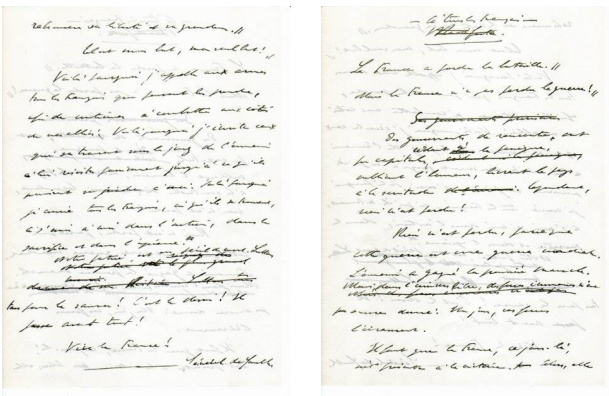
Malgré l'impression qui empêche la lecture des mots, il est important de remarquer que le texte a été retravaillé.



2. Manuscrit de l'affiche du 3 août par Charles de Gaulle⁴⁶

Comme pour le manuscrit de l'Appel, l'écriture est trop illisible, ce que l'impression n'arrange pas. Il est important de remarquer que tout en haut (page 1) figure l'adage « *La France a perdu une bataille ! Mais la France n'a pas perdu la guerre !* » et que cela, il ne l'a pas retouché. Pour lire le texte, veuillez vous référer à l'annexe suivante, soit à l'affiche elle-même.

Le texte se termine, comme à chaque fois, par « *Vive la France* ».

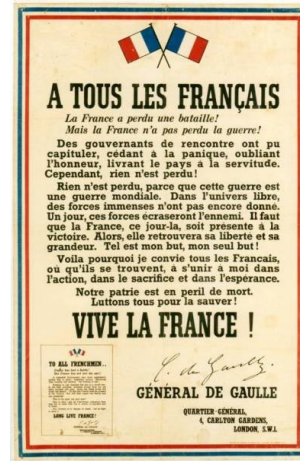


45Manuscrit de l'appel du 18 juin. In Fondation Charles de Gaulle, *le site de référence* [Page web]. <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/1940-1944-la-seconde-guerre-mondiale/l-appel-du-18-juin/documents/manuscrit-de-l-appel.php?searchresult=1&string=manuscrit> (Page consultée le 5 juillet 2010).

46UNESCO. Appel of 19 June 1940 Handwritten. In UNESCO. *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* [Page web] <http://www.unesco.org/photos/showphoto.php/photo/5840/title/appeal-of-18-june-1940/cat/990> (Page consultée le 5 juillet 2010).

3. Affiche placardée début août 1940 dans les rues de Londres⁴⁷

Bien que l'affiche ait été placardée dans les rues de Londres, le texte est d'abord en français, puis en anglais dans l'encart. Cela illustre la volonté de Charles de Gaulle de rallier d'abord des Français à sa cause.



6.3 Calendrier des événements au printemps 1940⁴⁸

22 mars : Le gouvernement de Paul Reynaud succède à celui d'Édouard Daladier.

10 mai : Invasion des Pays-Bas et de la Belgique par les troupes allemandes.

17 mai : Nomination de Philippe Pétain à la vice-présidence du conseil.

5 juin : Remaniement du gouvernement de Paul Reynaud. Nomination, entre autres, de Charles de Gaulle « sous-secrétaire d'État à la guerre et à la défense nationale » et de Georges Mandel « ministre de l'Intérieur ».

6 juin : Annonce officielle du nouveau gouvernement à la radio par Paul Reynaud.

9 juin : Première rencontre Churchill - de Gaulle à Londres.

10 juin : Entrée en guerre officielle de l'Italie fasciste. Invasion de la Seine par Rommel.

11 juin : Conseil suprême interallié ou conférence de Briare au château du Muguet. Sont présents, entre autres : W. Churchill, P. Reynaud et M. Weygand ainsi que MM. Darlan et

47UNESCO. Appeal of 18 June 1940 - Poster - Communication and Information Sector's Photobank. In UNESCO. *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* [Page web] <http://www.unesco.org/photos/showphoto.php/photo/5837/title/appeal-of-18-june-1940poster/cat/990> (Page consultée le 5 juillet 2010).

48FIX. <http://la-guerre-au-jour-le-jour.over-blog.com> (Utilisé pour le contrôle des dates que j'avais prises en note).

Eden. Le but est pour la France d'obtenir un soutien aérien britannique, ce que Churchill refuse. Churchill obtient la certification que la flotte française ne sera pas remise à l'Allemagne en cas d'armistice. Déclaration de Paris comme **ville ouverte** par Maxime Weygand.

12 juin : Suite du conseil de Briare. Opposition de Reynaud à l'**armistice** de Pétain et Weygand. Discours à la radio de Reynaud sur la nécessité pour le gouvernement de quitter Paris.

13 juin : Churchill dit qu'il comprend la nécessité pour la France de demander un armistice, au conseil de Tours ce qui est contre les accords du 28 mars qui déclarent que les Alliés ne peuvent agir qu'en commun. Dernière rencontre Churchill - Reynaud.

14 juin : Charles de Gaulle pense démissionner mais Mandel le retient de justesse. Pétain et de Gaulle se rencontrent pour la dernière fois. Les Allemands entrent dans Paris, célèbre défilé sur les Champs-Élysées.

15 juin : Départ du gouvernement français de Tours à Bordeaux.

16 juin : Proposition de fusion de la France et de la Grande-Bretagne pour la durée de la guerre par l'intermédiaire de de Gaulle. Dans la soirée, abandon par Reynaud de la place de président du Conseil et nomination de Philippe Pétain à sa succession.

17 juin : Pétain annonce à la radio qu'il a demandé l'armistice.⁴⁹ Départ de Charles de Gaulle pour l'Angleterre.

18 juin : Appel à la résistance de Charles de Gaulle. Discours de Winston Churchill à la Chambre des Communes.

19 juin : Un mandat d'arrêt est émis au nom de Charles de Gaulle par Maxime Weygand.

21 juin : Début des négociations franco-allemandes en vue d'un armistice.

22 juin : Signature de l'armistice dans la forêt de Compiègne comme à la fin de la Première Guerre mondiale.

23 juin : Hitler inspecte ses troupes à Paris.

6.4 Glossaire

1. Armistice : « *Convention par laquelle les belligérants suspendent les hostilités sans mettre fin à l'état de guerre.* »⁵⁰ Les armées ne sont cependant pas dissoutes et la guerre peut à tout moment reprendre.

2. B.B.C : La British Broadcasting Corporation ou Radio Londres est une station-radio qui émettait et émet depuis la capitale Britannique. En 1940,

49 Cf. **Discours de Philippe Pétain, le 17 juin 1940 page 9.**

50 *Petit Larousse illustré 2002*, p. 84.

après l'Appel de de Gaulle, elle devient la station par laquelle les Français libres et la résistance ont pu faire passer leurs messages. Les émissions sont ouvertes par la célèbre phrase : « *Ici Londres ! Les Français parlent aux Français...* » Elle peut être captée en France mais est interdite par les Allemands car elle donne des informations non soumises à la censure.⁵¹

3. Capitulation : « *Convention réglant la reddition d'une place, d'une armée ou des forces militaires d'un État.* »⁵²

4. Cessez-le-feu : « *Cessation des hostilités.* »⁵³

5. Débâcle : « **1.** *Retraite brusque et désordonnée d'une armée (en l'occurrence d'un gouvernement), débandade, déroute.* **2.** *Fam. Effondrement brutal d'une entreprise, d'une affaire, etc.* »⁵⁴

6. Exil : « *Situation de quelqu'un qui est obligé de vivre ailleurs que là où il est habituellement, où il aime vivre ; ce lieu où il se sent étranger, mis à l'écart.* »⁵⁵ Dans le contexte présent cela consiste en un déplacement du gouvernement hors de Paris où il siège ordinairement.

7. FFL : « *Forces Françaises Libres, ensemble des formations militaires qui, après l'armistice de 1940, continuèrent, sous les ordres du général de Gaulle, à combattre l'Allemagne et l'Italie.* »⁵⁶

8. Foreign Office : « *En Grande-Bretagne, le ministère des Affaires étrangères.* »⁵⁷

9. Généralissime : « *Général investi du commandement suprême des troupes d'un État ou d'une coalition.* »⁵⁸

10. Légion d'honneur : « *La Légion d'honneur est la première haute décoration instituée après la Révolution française. Elle récompense, en un grand brassage national, les mérites acquis par les citoyens, en dehors de toute considération sociale ou héréditaire et ce, dans tous les secteurs d'activité du pays.* »⁵⁹

11. OTAN : « *Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Traité entre divers États visant à assurer une défense mutuelle et collective. Signé en 1949, il garantit aux Européens l'appui des USA en cas d'agression.* »⁶⁰

51 Ministère de la Défense <http://www.clio-cr.clionautes.org/spip.php?article2925>

52 *Petit Larousse illustré 2002*, p. 175.

53 *Ibid.* p. 194.

54 *Ibid.* p. 299.

55 <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/exil>

56 *Ibid.* p. 1332.

57 <http://www.larousse.fr/dictionnaires/anglais-francais/foreign%20office>

58 *Petit Larousse illustré 2002*, p. 470

59 <http://www.legiondhonneur.fr/shared/fr/institution/fi nstitution.html>

60 *Ibid.* p. 1569.

12. Président du Conseil : Cette dénomination était utilisée durant la III^{ème} et la IV^{ème} République française pour désigner l'équivalent du Premier ministre actuel. Il était nommé par le Président de la République et avait la charge de présider le Conseil des Ministres. En temps de guerre, le président du Conseil assume, en plus de ses tâches habituelles, celle de ministre de la Guerre.

13. Saint-Cyr : L'école militaire de Saint-Cyr a été fondée en 1802 par Napoléon Bonaparte. Pendant 150 ans, elle forma l'élite des officiers de l'armée française. Pétain, de Gaulle, Clemenceau et bien d'autres y firent leurs études. De nos jours, quatre écoles distinctes assurent les diverses filières de formations de « la Grande École du Commandement » qui n'a rien perdu du prestige d'antan.⁶¹

14 Verdun (la bataille de) : C'est le 21 février 1916 que commence « l'Enfer de Verdun » par une offensive allemande. Malgré une résistance héroïque des Poilus, ils sont submergés le 24. Le 26 février, Pétain, commandant de la II^{ème} armée, est chargé de prendre le contrôle des troupes. Au bout de deux mois et demi de combats et malgré le terrain gagné grâce à leur supériorité, les Allemands ne réussissent pas à mettre fin à cette bataille. À partir de la mi-juillet, le vent tourne et les Français reprennent le terrain perdu. Le bilan est lourd des deux côtés : on dénombre 163 000 morts et disparus français et 143 000 allemands.⁶²

15. Ville ouverte : « Ville que l'on renonce à défendre en temps de guerre. »⁶³ Cela permet de minimiser les dommages tels les impacts de balles, les bombes et aussi les morts civils.

16. War Office : ministère de la guerre britannique.

6.5 Biographies

1. Churchill, (Sir) Winston Leonard Spencer

1874-1965, descendant d'une illustre famille, Churchill sert au Soudan et en Inde. Entre ses missions, il est correspondant de guerre. Élu député conservateur en 1900, il occupe plusieurs postes ministériels. Il devient, en 1911, Premier lord de l'Amirauté mais quitte le gouvernement en 1915. Il y revient en 1924, mais doit partir après la défaite des conservateurs en 1929. Il consacre alors plusieurs années à l'écriture. Il prend rapidement conscience de la menace que représente Hitler. Grâce à sa position, Neville Chamberlain (Premier ministre britannique) nomme Churchill Premier lord de l'Amirauté dans les premiers jours de la guerre de 1939-1945. Le 10 mai 1940, Churchill prend la place de

61 www.st-cyr.terre.defense.gouv.fr

62 Mourre, Michel, *le petit Mourre : dictionnaire d'histoire universelle*, rééd. 2004, p. 1376.

63 *Le Petit Larousse Illustré*, 2002, p. 730.

Chamberlain avec le seul but de la victoire. Durant la débâcle française, il s'assure que la flotte de son alliée ne tombe pas aux mains des Allemands. Il galvanise la résistance de la Grande-Bretagne, seule nation à part entière à tenir encore tête aux forces de l'Axe. Il sait à la fois tendre la main à de Gaulle et à Roosevelt, tout en acceptant l'alliance de l'URSS. Il quitte le pouvoir en 1945, refait un passage à la tête du gouvernement avant de consacrer les dernières années de sa vie à l'écriture et à la peinture. En 1953, le prix Nobel de littérature consacre l'ensemble de son œuvre littéraire.⁶⁴

2. Clémenceau, Georges

Ce grand homme politique français naît en Vendée le 28 septembre 1841 et meurt à Paris le 24 novembre 1929. Le début de son histoire politique est fait d'opposition. Il contribue en 1882 et 1885 à la chute respectivement du gouvernement de Gambetta et de Ferry. Chef des radicaux, il s'élève en 1886 contre Boulanger mais est battu aux élections de 1893. Il ressort de l'ombre durant « l'affaire Dreyfus » car son journal *L'aurore* publie le très célèbre article d'Émile Zola « *J'accuse* ». Il est élu Président du Conseil de 1906 à 1909 mais perd le soutien socialiste par son régime jugé trop autoritaire. Raymond Poincaré, président de la République, lui demande de revenir à la tête du Conseil de 1917 à 1920, soit au cœur de la Première Guerre mondiale. Il instaure une sorte de dictature du patriotisme pour le salut public. C'est lui qui obtient des alliés de confier toutes les armées à un seul homme, en l'occurrence Foch. « Le Tigre » ou le « Père la Victoire » essaie de devenir Président de la République mais les députés lui préfèrent Deschanel. Clemenceau est tenu responsable des erreurs du Traité de Versailles, jugé trop sévère.⁶⁵

3. Darlan, François

1881-1942, Amiral de la flotte en 1939 et ministre de la Marine sous le gouvernement de Vichy.⁶⁶

4. Gamelin, Maurice



1872-1958, Gamelin participe à la bataille de la Marne. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il est commandant en chef des forces terrestres. Persuadé que les Allemands attaqueront par la Belgique, il est totalement surpris des voir arriver par les Ardennes. Il se retire le

64 Mourre, Michel, *le petit Mourre : dictionnaire d'histoire universelle*, rééd. 2004, p. 262.

65 Ibid. p. 266.

66 Ibid. p. 337.

19 mai 1940 et est remplacé par Weygand. Il est considéré comme un des responsables de la débâcle de 1940 et est déporté par les Allemands.⁶⁷

5. Georges, Alphonse

Sorti de Saint-Cyr, Georges connaît ses premières blessures durant la Première Guerre mondiale. Après un passage à l'État-major, il devient l'un des plus proches collaborateurs de Foch. Durant la guerre de 1939-1935, il est commandant en chef sur le front nord-est, soit une zone active des combats où nombre de Français sont tombés. Ce qui explique en partie son penchant pour l'armistice. Il est toutefois écarté par Vichy.⁶⁸

6. Lebrun, Albert



1871-1950. Il occupe divers postes ministériels et devient Président du Sénat en 1931. Il est élu Président de la République le 10 mai 1932 et réélu en 1939. Il s'abstient d'exercer son influence personnelle sur les affaires politiques, même lors des heures tragiques de juin 1940. Il

s'incline devant le vote de l'Assemblée nationale qui confie les pouvoirs constitutionnels à Pétain.⁶⁹

7. Mandel, Georges Louis

Georges Mandel naît à Chatou le 5 juin 1885 et meurt à Fontainebleau le 7 juillet 1944. Il se lance jeune en politique avec des idées modérées et devient durant la période de 1917-1918, à moins de 40 ans, le bras droit de Clemenceau. Daladier le choisit comme ministre des Colonies dans son cabinet de 1938 à 1940. Quand Paul Reynaud prend à son tour les rênes du pouvoir, il garde le portefeuille des colonies jusqu'au 5 juin 1940. À ce moment là, il obtient le ministère de l'Intérieur. C'est à cette époque qu'il s'oppose à l'armistice. Après la prise de pouvoir de Pétain, il s'embarque pour l'Afrique du Nord mais est fait prisonnier. Le gouvernement de Vichy le garde en détention avant de le remettre aux Allemands dans le courant du mois de novembre 1942. Il meurt assassiné en représailles dans la forêt qui borde le château de Fontainebleau.⁷⁰

8. Mandela, Nelson

Né en 1918, c'est un homme politique Sud-africain. Après plusieurs années de prison dues à son opposition pacifiste au régime de l'Apartheid, il est libéré et devient le premier Président noir de l'Afrique du Sud multiraciale.

⁶⁷ Ibid. p. 532-533.

⁶⁸ <http://www.histobiblio.com/Le-general-Alphonse-Georges.html>

⁶⁹ *Le Petit Larousse Illustré*, 2002, p. 1462.

⁷⁰ Ibid. p. 843.

9. Pétain, Henri Philippe Omer

Philippe Pétain naît le 24 avril 1856 dans le Nord de la France et meurt sur l'île d'Yeu le 23 août 1951. Ce que l'on connaît le mieux de lui est son statut de Maréchal de France à la tête du régime de Vichy. Il vient d'une famille agricole mais aisée. Après son passage à Saint-Cyr, il n'obtient en 1914 que le grade de colonel, car ses idées en matière de stratégie défensive sont jugées inappropriées. En 1916, durant la Première Guerre mondiale, il prend le contrôle de l'armée dans la zone de Verdun. Nommé à la tête de l'armée française, sa plus grande réussite est de remonter le moral des troupes. Malgré sa montée en grade fulgurante, c'est Foch qui devient Généralissime des armées alliées, en 1918. Cette même année, en novembre, il est toutefois nommé Maréchal. Les troupes voient en lui un chef aux idées humanistes, sachant sauver les vies humaines quand il en a la possibilité. Malgré de nombreuses discussions avec de Gaulle sur l'utilité d'une guerre de mouvement, il reste partisan de la défense. Durant l'Entre-deux-guerres, il est tour à tour ministre de la Guerre et ambassadeur à Madrid auprès de Franco.

Dès le 18 mai 1940, Paul Reynaud le prend comme vice-président du Conseil. Depuis cette date, et même avant, il ne cesse alors de répéter qu'un armistice est nécessaire. Le 16 juin, Reynaud démissionne en lui laissant le champ libre. La demande d'armistice du 17 juin est signée par les deux partis le 22 juin 1940. Le 10 juillet, il obtient les pleins pouvoirs, ce qui lui permet de modifier la Constitution. Il met alors en place le régime de Vichy qui régit la partie de la France encore en zone libre. Sa politique est collaborationniste et autoritaire. Le peuple est pauvre et ne peut rien dire, comme dans la partie occupée.

Durant l'automne 1942, l'Allemagne qui a laissé une certaine autonomie à Pétain et son gouvernement décide d'envahir la « zone libre ». L'État devient un pantin aux mains d'Hitler. Le 20 août 1944, les Allemands l'emmènent à Sigmaringen, mais il s'enfuit pour la Suisse d'où il peut passer en France pour assister à son procès. De Gaulle par égard, pour lui, commue sa peine de mort en incarcération à vie.⁷¹

10. Spears, Edward

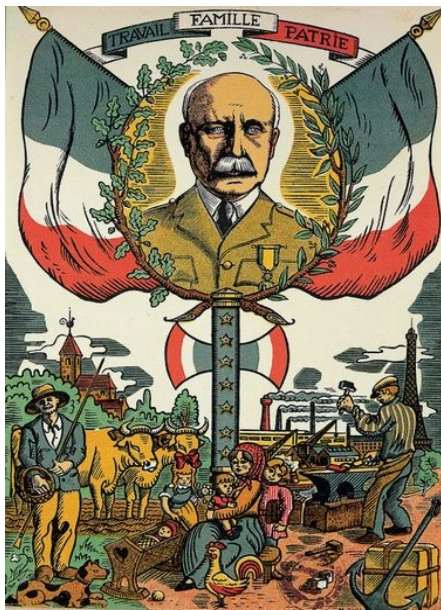
Né le 7 août 1886 à Paris, dans une famille bourgeoise, Edward Spears est le chef de la mission militaire britannique en France de 1917 à 1919. Démissionnaire de l'armée, il se fait élire en 1922 député libéral et, en 1931, député conservateur. Officier de liaison entre les gouvernements français et britannique, c'est lui qui amène le général de brigade de Gaulle à Londres, le 17 juin 1940 et devient le

⁷¹ Mourre, Michel, *le petit Mourre : dictionnaire d'histoire universelle*, rééd. 2004, p. 1013- 1014.

représentant du gouvernement britannique auprès de lui. Chef de la mission britannique en Syrie (1941-1942), il devient ministre plénipotentiaire en Syrie et au Liban (1942-1944). Anobli, sir Edward meurt à Londres, le 17 janvier 1974.⁷²

11. Weygand, Maxime

Maxime Weygand naît à Bruxelles le 21 janvier 1867 et meurt à Paris le 28 janvier 1965. Dès 1914, il est l'un des chefs d'État-major de Foch. En 1918, il obtient le poste de major général des armées alliées. Il prend sa retraite avant d'être rappelé par Reynaud au poste de chef d'État-major général et commandant en chef des forces du Proche-Orient en 1939. Il ne revient à Paris que le 19 mai 1940, lorsque la France se dirige déjà droit vers une défaite. Malgré son statut de chef de l'armée, il ne peut rien faire. Après un ultime effort, il demande l'armistice le 12 juin 1940. Pétain le nomme ministre de la Défense nationale. Il considère les partisans de de Gaulle comme des rebelles et refuse de les rejoindre. Il organise tout de même en 1942 un débarquement allié en Afrique du Nord ce qui lui vaut un enlèvement par les Allemands et une déportation. Il est libéré en mai 1945 et traduit devant la haute Cour de Justice où il obtient un non-lieu en 1948.⁷³



7. **Bibliographie:**

7.1 Livres

1. Amouroux, Henri, *Le 18 juin 40*, édition revue et augmentée S.I., Fayard, 2000, 385 p.

⁷² <http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/1940-1944-la-seconde-guerre-mondiale/l-appel-du-18-juin/reperes/biographies-de-personnalites.php>

⁷³ Mourre, Michel, *le petit Mourre : dictionnaire d'histoire universelle*, rééd. 2004, p. 1398.

2. Azéma, Jean-Pierre, *Nouvelle histoire de la France contemporaine : De Munich à la libération. 1938-1944*, Paris, Seuil, 1979, 412 p.

3. Bauer, Eddy, *La dernière Guerre ou Histoire Controversée de la Deuxième Guerre mondiale: 1939-1945*. Vol. 4. S.I., Grange Batelière, 1974, 320 p.

4. Berstein, Serge, Milza, Pierre. *Histoire du XX^{ème} siècle : la fin du monde européen 1900-1945*, Paris, Hatier, 1996, 501 p. (Initial)

5. Cabarrot, Olivier, *Ces grands discours qui ont fait le siècle*. Paris, Anne Carrière, 2000, 284 p.

6. Chuter, David, *Humanity's soldier: France and International security 1919-2001*. Providence, RI, Berghahn Books, 1996, 358 p.

7. Fleury, Georges, *De Gaulle : de l'enfance à l'appel du 18 juin*, Paris, Flammarion, 2007, 509 p.

8. Gaulle, Charles de, *Mémoires de guerre - L'Appel : 1940-1942 [tome I]*. édition revue, Paris, Pocket, 1999, 434 p.

9. Guérin, Alain, *Chroniques de la Résistance*, Paris, France Loisirs, 2002, 1806 p.

10. Guichard, Jean-Pierre, *Paul Reynaud : un homme d'État dans la tourmente. Septembre 1939-juin 1940*, Paris, L'harmattan, 2008, 463 p.

11. Kersaudy, François, *De Gaulle et Churchill : la mésentente cordiale*, 2^{ème} édition, Paris, Perrin, 2003, 496 p. (Tempus)

12. Lacouture, Jean, *De Gaulle : le rebelle (1890-1944)*, Paris, France loisirs, 1984, 870 p.

13. Marcot, François, *Dictionnaire historique de la Résistance et de la France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006, 1187 p.

14. Miquel, Pierre, *La Seconde Guerre mondiale*, Paris, France Loisirs, 1986, 647 p.

15. Montagnon, Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale : t.1 Septembre 1938 à Octobre 1943*, Paris, France Loisirs, 2000, 1063 p.

16. Mourre, Michel, *Le petit Mourre : Dictionnaire d'histoire universelle*. édition revue et augmentée, S.I, Bordas, 2004, 1424 p.

17. Paxton, Robert O, *La France de Vichy : 1940-1944*, édition revue et augmentée, Paris, 1997, 460 p. (L'univers historique)

18. Rajsfus, Maurice, *Les Français de la débâcle : juin-septembre 1940, un si bel été*. S.I., Le Cherche Midi, 1997, 312 p. (Documents et Guides)

19. Tauriac, Michel, Gaulle, Philippe de, *Les trente jours qui ont fait de Gaulle : 18 mai- 18 juin 1940*. S.l., Economica, 2002, 143 p.

20. Tournoux, J-R, *Pétain et De Gaulle*, Paris, Plon, 1964, 542 p.

7.2 Articles de périodiques

1. Aubrac, Lucie, Abbundo, Antoine d', La semaine où tout a basculé, in *Okapi*, 20 mai 2000, n. 673, p. 23-33.

2. Gallo, M., Tauriac, M., Lambron, M. et al. De Gaulle : moi, Charles-la-France, in *Le Figaro Magazine*, 12 juin 2010, n. 1546, p.40-72.

3. Lefebvre, M., Godeau, M., Le Gendre, B. et al. 1940 : La débâcle et l'espoir, in *Le Monde*, mai 2010, Hors-série n. 19, p. 3-98.

4. Wiewiorka, O., Jackson, J., Almeida, F d', France 1940 : le printemps tragique, in *L'Histoire*, avril 2010, n. 352, p. 40-97.



7.3 Sites web

1. FIX. *La seconde guerre mondiale au jour le jour*. <http://la-guerre-au-jour-le-jour.over-blog.com>. (Site consulté le 5 juillet 2010).

2. Fondation Charles de Gaulle, *Charles de Gaulle, le site de référence*. www.charles-de-gaulle.org. (Site consulté le 14 juillet 2010).

3. Fondation de la France Libre. *Fondation de la France Libre : Le site de la Résistance Extérieur*. <http://france-libre.net>. (Site consulté le 04 juillet 2010).

4. Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, *Grande Chancellerie de la Légion d'honneur – « Honneur et Patrie » - Site officiel*,

<http://www.legiondhonneur.fr>. (Site consulté le 08 juin 2010).

5. Larousse Inc. Larousse.fr : encyclopédie collaborative et dictionnaires gratuits en ligne. <http://www.larousse.fr>. (Site consulté le 12 juillet 2010).

6. Lerner, Henri. De Gaulle et Spears. - Cairn.info : *chercher, repérer, avancer*. <http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2001-4-page-85.htm>. (Page consultée le 08 juin 2010).

7. Ministère de la Défense, *Écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan*, <http://www.st-cyr.terre.defense.gouv.fr>. (Site consulté le 08 juin 2010).



<http://www.diggerhistory.info/pages-enemy/vichy.htm>

7.4 Pages web

1. Bidet, Fabien <http://juin1940.ifrance.com/fusion.htm>. (Page consultée le 08 juin 2010).

2. Boisdrion, Matthieu. Le général Alphonse Georges – Histobiblio <http://www.histobiblio.com/Le-general-Alphonse-Georges.html>. (Page consultée le 08 juillet 2010).

3. Delpla, François. Dossier Paul Reynaud. In *Le site de François Delpla*, http://www.delpla.org/article.php?id_article=117 (Page consultée le 6 juillet 2010).

4. Fédération Nationale des Sous-officiers, « 34° Section F.N.S.O » L'appel du 18 juin 1940, <http://latrentequatrefnso.unblog.fr/2010/01/21/l-appel-du-18-juin-1940>. (Page consultée le 08 juin 2010).

5. Forum Le Monde en Guerre. Seconde guerre mondiale 1939 1945 • Afficher le sujet - Charles de Gaulle le 18 juin 1940, <http://39-45.org/viewtopic.php?f=59&t=23827>, (Page consultée le 10 juillet 2010).

6. Modica, Bruno, Radio Londres - 1940-1944 - La Cliothèque, <http://www.clio-cr.clionautes.org/spip.php?article2925>, (Page consultée le 11 juillet 2010).

7. Reich, Charles, Georges Mandel, in *Le site du judaïsme alsacien*, <http://judaisme.sdv.fr/perso/gmandel.htm>. (Page consultée le 10 juillet 2010).

8. UNESCO. L'appel du 18 juin 1940, in *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : Construire la paix dans l'esprit des hommes*, http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=23274&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html. (Page consultée le 09 juillet 2010).

7.5 Documents PDF

1. Corbet, Ann, Jonhson, Douglas, *A day in June, Britain and de Gaulle, 1940: essays to commemorate the sixtieth anniversary of de Gaulle's Appel du 18 juin 1940*, Londres, Franco-British Council, 2000. 58 p.

2. Sharp, Alan, Stone, Glyn, *Anglo-French relations in the twentieth century, Rivalry and cooperation*, Londres, Routledge, 2000. 309 p.

7.6 Filmographie

1. Stora, Bernard, *Le Grand Charles*, téléfilm, France, 2005, 3h25 (2 parties).

2. Olivier, Félix, *L'appel du 18 juin*, téléfilm, France, 2010, 85 min.

3. Nancy, Hugues, *Gaullisme année zéro, la véritable histoire du 18 juin 1940*, web série, France, 2010, 15 épisodes.

4. Costelle, Daniel, Clarke, Isabelle, *Juin 40 : le grand chaos*, France, 2010, 70 min.

5. De nombreux discours sont disponibles en version audio et/ou vidéo : INA. À la une : vidéo, radio, audio et publicité - Actualités, archives du jour de la radio et de la télévision en ligne. <http://www.ina.fr> (Site consulté le 14 juillet 2010).

8. Remerciements

Par leurs encouragements, leurs conseils avisés et leurs critiques de mon travail, de nombreuses personnes méritent amplement d'être mentionnées ici.

Je pense tout d'abord à mon professeur, **monsieur Rudolf Rengier**, pour m'avoir guidée tout au long de cette année scolaire. Pour avoir lu et relu mon texte en essayant toujours d'en tirer le meilleur.

Je souhaite aussi citer **ma famille**. Premièrement, merci à ma maman pour avoir corrigé mes nombreuses fautes d'orthographe. Merci encore à mon père pour sa relecture, mon frère pour son soutien moral et mes grands-parents pour m'avoir écouté parler de Charles de Gaulle sans broncher. Un grand merci aussi à mes tantes pour avoir corrigé ma quarantaine de pages en un temps record.

Je n'oublie bien sûr pas **madame Bernadette Chatton**, bibliothécaire d'Estavayer-le-Lac, ainsi que **madame Béatrice Chatton**, pour leur aide précieuse et leurs critiques avisées.

J'associe à ces remerciements **mes amies** pour leur soutien et leurs corrections ainsi que toutes les personnes qui m'ont répondu dans les forums. Avoir des points de vue différents, durant les repas de midi ou sur internet, permet d'apporter une plus-value à un Travail de Maturité.

Même si je ne les connais pas personnellement, il me faut saluer tous les écrivains et autres biographes. Grâce à leurs écrits et témoignages, je n'ai jamais eu à souffrir de l'appréhension de la page blanche.

Je termine par vous, lecteur, en espérant que vous ayez pris autant de plaisir à lire mes pages précédentes que moi à les rédiger.

À tous, mille mercis !



<http://cm1cm2.ceyreste.free.fr/vercors.html>

Les armes folles de la vengeance : 1ère partie

Par Gérard Himber

Présentation

Bien des gens passant par les départements du Nord (59), du Pas-de-Calais (62), de la Seine Maritime (76), du Calvados (14), de l'Eure (27) et de la Manche (50), ont pu au cours de leurs promenades, apercevoir en plein bois ou pleine nature, des bâtiments en plus ou moins bon état, parfois écroulés, recouverts depuis des années par la végétation, ou d'autres bien dégagés, à la vue de tous.

Ces constructions datant de la Seconde Guerre mondiale, à quoi pouvaient-elles bien servir, pourquoi sont-elles là ?



Rampe de lancement d'un V1 restaurée en forêt d'Ardouval

Crédit photo : M Jean Delamarre

Mystère pour d'aucuns, évidence pour d'autres !

Habitant une région située dans la Somme (80), dans un petit bourg du Ponthieu entouré d'une vingtaine de ce genre de bâtiments sur un rayon de 25 km, je me propose de vous faire découvrir l'utilité de ceux-ci.

Construits par les Allemands en 1943-1944, ces structures sont l'ossature des bases de lancement des « Armes de vengeance » appelées V1 et qui devaient détruire Londres.

En effet, après la guerre de 1914-1918, le « Traité de Versailles » interdit à l'Allemagne de se rééquiper en artillerie lourde traditionnelle.

Une nouvelle technologie se développe dans les années trente, la « propulsion par réaction ».

Les Allemands exploitent donc cette nouvelle voie, qui donne naissance aux fusées, et par le fait, aux avions du type Messerschmitt 163, 262, Arado 234, etc...

Je vais donc m'efforcer de délivrer aux curieux et intéressés par la question, un aperçu de ce que j'ai pu récolter sur les armes V1 en trente ans de recherche, il serait dommage de garder pour moi tout ce que j'ai appris (et qui m'a marqué profondément) sur cette

invention qui, au début, a tué bien des gens et qui, finalement, a abouti aux programmes Ariane, Airbus, etc....

Revenons aux sites et bâtiments. Ce sont plus de 450 sites, appelés « Bases de lancement V1 » lourdes et légères, que l'on peut trouver là où les Allemands les avaient construits dans les régions citées en début d'article.

Beaucoup de ces bases furent bombardées par les Alliés, et partiellement détruites avant même d'être terminées, mais elles permirent quand même de lancer plus de 10 000 V1 sur l'Angleterre.

Avant de poursuivre, je tiens à bien attirer l'attention sur la différence entre les V1 et les V2 : outre que les uns sont des avions sans pilote et les autres des fusées (aussi sans pilote), V1 et V2 ne sont pas comparables.

Les V1 étaient sous le contrôle de la Luftwaffe (armée de l'air) alors que les V2 étaient contrôlés par la Heer (armée de terre), puis après l'attentat contre Hitler, repris par la S.S.

Brève description

Le V1 > Fieseler 103 FZG 76, était une torpille ailée munie d'un moteur dit pulso-réacteur Argus 019-014 et, pour le guidage en vol, d'un compas magnétique en liaison avec un gyroscope. L'énergie de commande était l'air comprimé et l'électricité était fournie par des piles. Quant au moteur, il fonctionnait au kérosène.

Cette arme devait être propulsée à une vitesse de ± 250 km/heure pour pouvoir démarrer le moteur, ce qui impliquait l'utilisation d'une rampe de lancement près des bâtiments prévus pour l'assemblage de l'engin (qui était livré ailes démontées) et pour le réglage de précision des organes du pilote automatique.



V1

Le V2 > A4 fusée sol/sol, était propulsée par un moteur à réaction alimenté par des carburants liquides.

Le lancement se faisait sur un sol plan : la fusée étant amenée et dressée sur sa table de lancement par une remorque spéciale, aucun aménagement de terrain

n'était nécessaire, et elle décollait par ses propres moyens.

La main d'œuvre

Les constructions étaient sous la responsabilité de l'Organisation Todt, qui sous-traitait aux entreprises locales. Le gros œuvre était réalisé par la main d'œuvre volontaire (bien payée), ou réquisitionnée (STO), ou encore par l'Organisation Todt elle-même.

Trois à quatre semaines étaient nécessaires à 40 ou 50 ouvriers pour exécuter les terrassements, la construction des bâtiments et les voiries bétonnées.

Une fois ces travaux terminés, le terrain était clôturé par des barbelés et classé « terrain militaire » interdit, les fermes et habitations avoisinantes étaient évacuées, et bien des habitants se sont fait tirer dessus car ils se trouvaient trop près des clôtures.

À ce stade, tous les travaux d'aménagement étaient assurés par les militaires allemands.



V2

Le Fieseler 103 - Vergeltungswaffe 1

L'arme V1 se composait de deux parties bien distinctes :

La rampe (ou catapulte) pour le lancement,

La bombe volante V1.

Afin de réaliser le lancement d'un V1, il fallait implanter une base formant un ensemble de bâtiments construits sur un sol plan, de préférence dans un bois, près d'une voie carrossable.

Il fallait prévoir la possibilité d'une alimentation électrique et d'un point d'eau (potable) car 1 000 l d'eau sont nécessaires après chaque lancement, pour le rinçage du matériel et des lieux.

Les bâtiments étaient réalisés suivant des plans, des gabarits ainsi que les coffrages identiques car ils étaient réemployés d'une base à l'autre dans la mesure des possibilités.

Les matériaux de construction employés, parpaings, briques, pierres, provenaient parfois des villes et villages avoisinants ayant été bombardés.

L'approvisionnement était assuré par les réquisitions de chariots auprès des mairies, qui désignaient les propriétaires « d'engins » devant assurer le S.T.O. (service travail obligatoire), la main d'œuvre était aussi réquisitionnée par la même voie.

Au début, la base lourde n°660 de type Bois Carré :

C'est le 28 octobre 1943, près du village d'Yvrench (80 150) qu'un avion de reconnaissance découvrit un chantier avec de longs bâtiments dont l'extrémité était recourbée vers le haut.

Vus du ciel, ces bâtiments de stockage avaient la forme de ski, c'est pourquoi, les bases comportant de tels bâtiments sont dites « en ski ».

Nous trouvons sur un tel site, toute une série de bâtiments spécifiques :

« Umsetzanlage » : aire bétonnée (dalle) de 30 m x 15 m servant au déchargement des camions approvisionnant les V1,

« Eingangslager » : bâtiment de pré-stockage d'attente 30 m x 4,20 m servant à entreposer les V1 avant leur montage,



Vestiges d'un « Eingangslager » à Campneuseville (Seine-Maritime)

source photo : <http://v1armedudesespoir.free.fr>

« Montagebau » : bâtiment de montage préliminaire de 21,75 m x 8,25 m où étaient exécutées les opérations de mise en place des batteries, vérification et remplissage des réservoirs d'air comprimé, de carburant, placement du compas de vol, du loch, etc...

« Maschinenhaus » : bâtiment atelier de 14,40 m x 8,50 m divisé en trois salles. Dans la première, après chaque tir, le « Dampferzeuger » (générateur de vapeur pour le lancement) est rincé à grandes eaux (1 000 l) pour éliminer les résidus de produits chimiques nécessaires au lancement ; dans la seconde, à l'arrière, se trouvait le compresseur servant à remplir les bouteilles d'air du Dampferzeuger et dans la troisième, trouvait place le groupe électrogène qui alimentait tout le site.

« Stofflager » : bâtiment semi-enterré de 7,50 m x 6 m, divisé en deux salles servant au stockage des réactifs chimiques utilisés pour le lancement, « T-stoff peroxyde d'hydrogène » dans

l'une et « Z-stoff permanganate de potassium » dans l'autre, pour éviter les mélanges explosifs.



Vestiges d'un « Stofflager ». dans le Bois de Ligescourt (Somme)

source photo : <http://v1armedudesespoir.free.fr>

« Betriebswasser-Zitern » : station de pompage et citerne de stockage d'eau de 12,65 m x 6,45 m nécessitant une pompe électrique qui fournissait la pression nécessaire à la distribution et l'utilisation de l'eau.

Les bâtiments de stockage de 80 m x 4,30 m, souvent au nombre de trois, servaient à stocker les V1 en attente de réglage. Leur entrée était courbée afin de résister au souffle d'un bombardement et ils pouvaient contenir dix V1 chacun.

« Richthaus » : bâtiment amagnétique de 13,30 m x 13 m ne comportait que des briques, des pierres et du bois et aucune pièce métallique. Même les charnières des portes ou les glissières étaient en bois, afin de ne pas perturber les réglages du compas magnétique de vol. Certains possédaient une chaufferie en sous-sol, mais d'autres disposaient d'une chaufferie annexe, à quelques dizaines de mètres. L'air chaud était amené sous le V1 en position de réglage. Le toit était constitué de rondins recouverts de papier bitumé, puis du béton était coulé dessus. L'axe géographique du bâtiment était le même que celui de la rampe de lancement. Sous l'arcade centrale, un palan était fixé afin de soulever le V1 pour le manœuvrer, lui poser les ailes, les fusées et détonateurs, ainsi que pour effectuer les opérations de réglage ; sous l'axe du palan, on trouvait le point O d'un arc de cercle (rayon 4,60 m) réalisé en métal non ferreux et scellé dans le sol. Le V1 était placé sur le repère O au sol, puis le compas était réglé suivant la direction de vol, en tenant compte des conditions atmosphériques au dessus de la Manche (en provenance du centre de contrôle de tir). Un blocage du compas était nécessaire afin de ne pas le dérégler au cours du transport vers la rampe de lancement.

« Geschütz 76 ou Schleuder WR 2,3 » : rampe de lancement de ±50m de long, inclinée de 5°30 et constituée de plusieurs éléments et d'un poids total de 40 tonnes.

Sur certaines bases, la rampe était protégée de murs de part et d'autre, écartés de 4 m ; ils avaient pour but de protéger la rampe contre les vents et le souffle des bombardements ; entre les murs se trouvaient

deux rails de 75 m espacés de 3,20 m, sur lesquels se déplaçait le portique utilisé pour le montage de la catapulte. Suivant les régions, les murs sont différents, voire inexistant.

La catapulte est ancrée sur un socle en béton de 10 m x 4 m et de 2,50 m d'épaisseur ; à l'avant du socle, huit paires de plots en béton de section carrée espacés de 6 m recevaient les pieds de la rampe.

« Kommandostand » : bunker de tir, bâtiment semi enterré de 3 m x 3,50 m, où on accédait par un escalier placé à l'arrière. Situé à 10 m sur l'arrière gauche de la rampe, il avait vue sur la catapulte par une ouverture rectangulaire, munie d'une vitre blindée de forte épaisseur, pour observer les phases du lancement, et contenait la table de commandes de mise à feu.

« Zünderbunker » : bâtiments de stockage des détonateurs et fusées, au nombre de deux, semi enterrés et placés à l'écart des autres bâtiments. Très bien ventilés, ils étaient munis de puisards afin de récolter et d'éliminer l'humidité.

« Personal Understand » : bâtiment de servitude de 9,40 m x 8,60 m semi enterré. On en trouvait trois ou quatre par site. Ils servaient de casernement, de centre de commandement, d'infirmerie, etc, certains étaient entourés de murs de protection, d'autres avaient des tranchées de protections, creusées à proximité.

Ensuite la base légère (ou sites modifiés) :

Les bases dites lourdes eurent l'inconvénient d'être, de par leur chantier de construction, facilement repérées et de ce fait régulièrement bombardées.

Les Allemands prirent donc la décision de ne construire que les bâtiments strictement nécessaires au tir des V1, bases qui ont été surnommées « Belhamelin » du nom d'un hameau à 12 km de Cherbourg.

Sur ces bases, on trouvait :

la catapulte, ses fondations et son bunker de tir, le bâtiment de lavage du « Dampferzeuger », le bâtiment de stockage des « Stoff », une dalle amagnétique de 12,50 m x 13,50 m recouverte d'un filet de camouflage.

Voici donc passés en revue, les différents bâtiments des bases lourdes et légères, qui, sur la fin, ne comprenaient plus que la rampe et son bunker de tir, les autres opérations se déroulant simplement sous des filets de camouflage ou tout simplement dans des bâtiments de ferme, les agriculteurs ayant été expulsés auparavant.

Dossier à suivre dans notre prochain numéro...



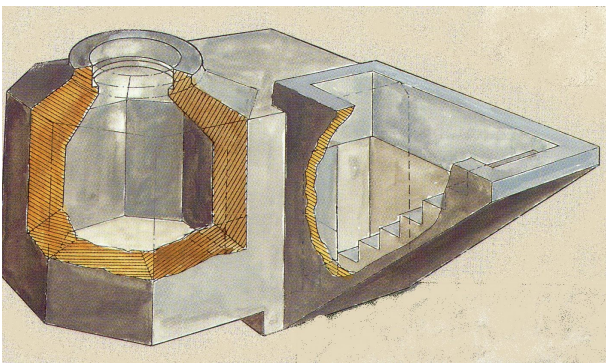
Les tobrouks

Par Jean Cotrez

Présentation

C'est certainement un des vestiges les plus répandus sur les côtes européennes. Ils ont été en effet construits à plusieurs milliers d'exemplaires et comme ils étaient en général enfouis, ils n'ont pas trop souffert lors des combats et, ultérieurement, des outrages du temps. En France pour les AOK 15, 7 et 1, on a construit un total de 6 800 tobrouks de tous types.

Mais d'où vient ce nom de tobrouk ? Simplement de la ville du même nom en Libye. Lors de la bataille de Tobrouk, les forces de l'Axe prennent l'habitude de s'enterrer pour ne laisser dépasser de la surface du sol que les armes. Ainsi les chars eux-mêmes sont enterrés ne laissant dépasser que leur tourelle. Mais on s'accorde généralement à dire que ce sont les Italiens qui ont construit les premiers embryons de ce type de fortification qui prend le nom de « ringstand » sous l'appellation allemande. Par extension on trouve aussi des tobrouks intégrés à des gros blockhaus, garnis de mitrailleuses et chargés d'assurer la protection dudit blockhaus. L'entrée dans ces tobrouks, qui n'ont aucun accès à l'ouvrage qu'ils défendent, se fait exclusivement de l'extérieur. Par contre l'occupant du tobrouk peut communiquer avec l'intérieur du blockhaus par un tuyau acoustique.



Écorché d'un tobrouk (A. Chazette)

Inventaire

Faisant partie intégrante du catalogue de l'organisation Todt, les tobrouks sont répertoriés comme tous les blockhaus de l'AW. Rudi Rolf en recense 18 modèles sans compter les sous-séries. Cependant comme pour les blockhaus modifiés, affublés de l'extension SK (Sonder Konstruktion) indiquant qu'un modèle basique a reçu des modifications locales, les tobrouks sont aussi, dans certains cas, modifiés par rapport au modèle original, par l'ajout par exemple, d'une dalle de protection, ou d'une forme particulière s'adaptant à une arme particulière ou encore l'addition de soutes à munitions supplémentaires.

Nous nous bornerons à l'étude des tobrouks standards les plus répandus.

Ceux-ci sont majoritairement destinés à accueillir différents types de mitrailleuses pour le tir contre l'infanterie. Certains accueillent des mitrailleuses anti-aériennes. D'autres des mortiers légers ou lourds, des lance-flammes, des tourelles de char, des canons anti-char, des canons de flak, des appareils de communication optique, des projecteurs, des binoculaires etc. Comme on le voit, c'est le blockhaus à tout faire.

Description

Les tobrouks sont fabriqués selon la norme de construction B1, c'est-à-dire avec des murs d'une épaisseur comprise entre 0,8 et 1 mètre d'épaisseur (mais ce sera souvent moins). À ce titre, ils sont considérés comme des constructions semi-permanentes (Verstärktfeldmässig) Vf en abrégé.

1/ Tobrouk type Vf58

Le plus répandu est le Vf58 réparti en 2 familles, le Vf 58c et le Vf 58d. La principale différence entre les 2 modèles, à part la disposition de l'escalier entre la soute à munitions et le poste de combat, est que le Vf58c possède un orifice octogonal (à l'extérieur), alors que celui du 58d est rond. Dans les 2 cas, le diamètre du trou d'homme est de 80 cm. Pour les 2 modèles, on utilise 11 m³ de béton et 750 kg de fer à béton. Il mesure 2,75 m de hauteur par 2,36 m de largeur pour une longueur de 3,7 m. Comme rappelé dans la présentation, ce type de tobrouk est complètement enterré. Seule la partie supérieure de l'orifice du poste de combat affleure à la surface du sol.

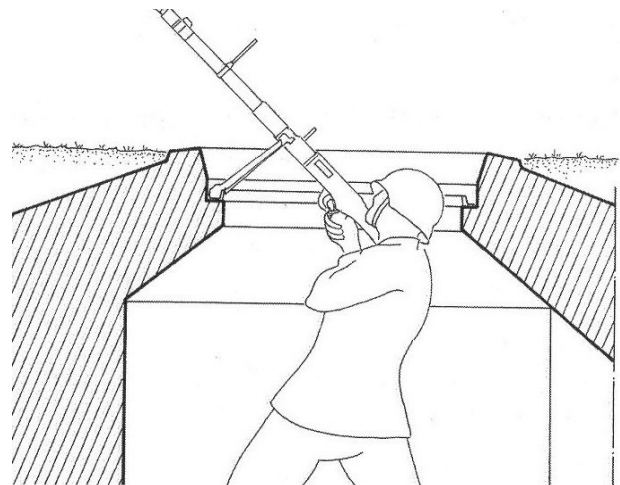
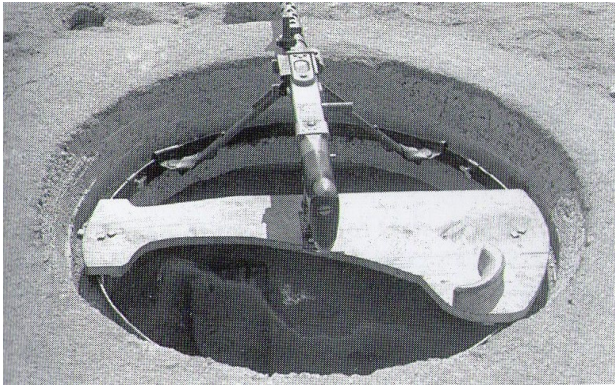


Tobrouk Vf 58

Dans ces tobrouks, plusieurs solutions sont retenues quand au positionnement de l'arme. La plus simple est de positionner le bipied avant de la mitrailleuse sur le sol à l'extérieur du tobrouk. Inconvénient, pour augmenter le champ de tir il

faut interrompre le tir et soulever l'arme pour la reposer dans la nouvelle direction.

Le trou d'homme de la position de combat étant équipé d'une cornière en béton, cette dernière est utilisée pour installer des systèmes permettant un tir sur 360° avec plus de confort d'utilisation pour le servant. C'est ainsi qu'apparut le système montré ci-dessous :



Tobrouk utilisé avec une arme anti-aérienne

Le Vf58 pouvant accueillir tous les types de mitrailleuses allemandes mais aussi celles de prise, le système de la planche vu plus haut est adapté à la taille de l'arme et à son poids. Mais il serait fastidieux de représenter ici chaque système individuellement.

On installe un rail sur la cornière sur lequel le bipied de la mitrailleuse prend appui. La crosse de l'arme est rendue solidaire d'une planche qui pivote elle aussi sur le même rail. Le tireur s'appuie sur la planche, son coude (pour droitier) sur la photo est bien calé et il peut déplacer son arme sur 360°. Pour les tireurs gauchers, il suffit de retourner la planche.

Enfin le Vf58 est aussi utilisé pour un mortier léger de 5 cm. Dans ce cas, un petit pilier central est ajouté dans le trou d'homme sur lequel est fixée une planchette où vient se fixer le mortier. Cependant, pour l'utilisation des mortiers, un type de tobrouk est spécialement conçu, c'est le Vf61a.

Ci-dessous le système en action. Notez les 2 plaques de blindage qui ne sont pas installées systématiquement.

2/ Tobrouk type Vf61A (Bauform 206)



Tobrouk avec Mg 42 et plaques de blindage (photo A. Chazette)

Ce tobrouk, un peu plus imposant que le Vf58, mesure 4,35 m de long. Il nécessite 18 m³ de béton et 1 tonne de fer à béton et est armé du mortier de forteresse de 5 cm, le Festungsgranatwerfer 210(f). Au centre du trou d'homme, est érigée une colonne en béton hexagonale de 1,3 m de haut pour 60 cm de diamètre. Le mortier, installé sur un socle (Gerät.950 S6) boulonné sur la colonne en béton, peut tirer sur 360° (voir détail ci-dessous).

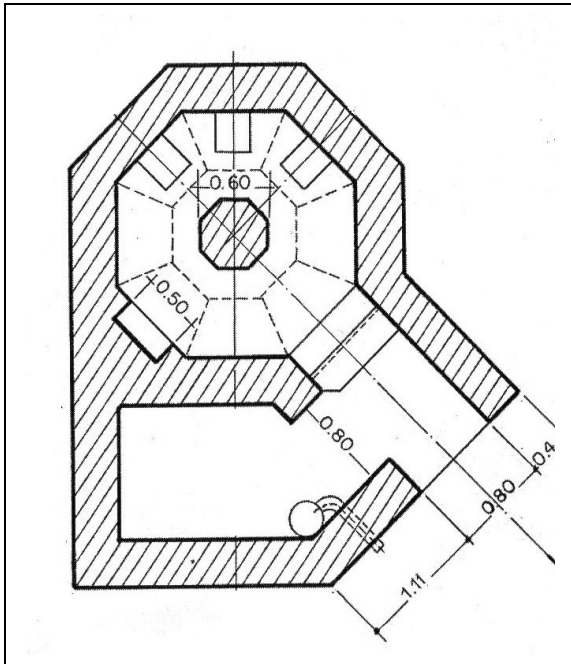
Enfin on voit que ce genre de tobrouk peut accueillir des armes anti-aériennes. Dans ce cas le bipied avant seul repose sur la cornière du ringstand.



Système fixation du mortier de 5 cm.

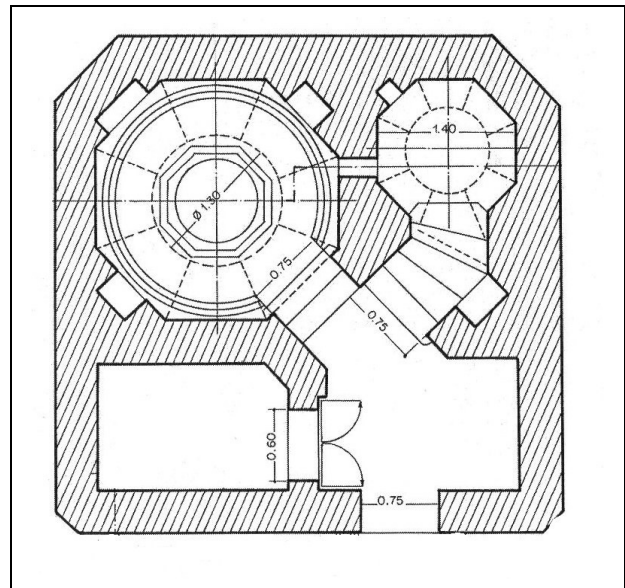


Le diamètre du ringstand est de 1,05 m et les parois de 40 cm. Le trou d'homme est équipé d'une niche à munitions dans l'épaisseur du mur et d'une soute à munitions/abri personnel contigu parfois garnie d'un poêle de chauffage.



Plan Vf61a

graduations et d'orientation permettant un pointage rapide de l'arme.



Plan Vf 69 (Alain Chazette)



<http://bunkers.voila.net/tobrouk.htm>

3/ Tobrouk type Vf69

Ce tobrouk est en fait un tobrouk double. Une position de combat pour mitrailleuse (ou d'observation) et une autre pour mortier de 8 cm « Granatwerfer 34 ». Un bel exemple de ce type de construction est visible sur le WN62 d'Omaha beach. La construction nécessite 38 m³ de béton et 2,5 tonnes de ferrailage. Comme le précédent, il inclut une pièce de stockage pour munitions. Le mortier, cette fois, ne repose plus sur une colonne mais directement sur un socle en béton d'un diamètre de 1,3 mètre d'où émerge un pivot en acier pour l'installation du support du mortier lui permettant de pivoter sur 360°. Des niches à munitions pour le tir immédiat sont incrustées dans le parapet de l'ouvrage. À l'intérieur de ce même parapet, on trouve peints des traits de

4/ Tobrouk type Vf600

Ce tobrouk, ou plutôt dans ce cas précis cet encuvement classé dans la famille des tobrouks, est largement répandu sur les côtes, à proximité immédiate des plages car il abrite un canon anti-chars de 5 cm : le 5 cm KwK 39 L/42 ou le 5 cm KwK L/60. La différence entre les 2 canons est la longueur du tube : 2,10 m pour le premier (42 x 5) ou 3 m pour le second (60 x 5), "5" étant le calibre du canon. Et comme les Allemands s'attendent à un déferlement de blindés lors du débarquement, ils ne lésinent pas sur la construction de ce type de tobrouk facile à bâtir. Certes on retrouve également ces canons spécifiques anti-chars dans des « gros » blockhaus, R667 par exemple, mais l'encuvement coûte bien moins cher.

L'appellation Vf600 vient du fait que ce tobrouk est issu du blockhaus type R600 qui est un encuvement pour canon anti-char trônant au-dessus d'une salle de repos pour les servants de l'arme ainsi qu'une soute à munitions. Il est facilement reconnaissable aux 2 escaliers qui permettent l'accès à la plateforme de l'encuvement. Il nécessite 555 m³ de béton et 28 t de ferrailage. Les Allemands suppriment donc la salle de repli et les escaliers pour ne conserver que l'encuvement construit de plain pied permettant gain de temps et de béton. Comme ce tobrouk est un dérivé d'un modèle de blockhaus référencé dans le catalogue de l'OT, il apparaît sous la dénomination exacte de Vf600v, le v signalant que la totalité de la construction n'a pas été faite. La photo ci-dessous montre une variante avec dalle de protection. D'autres ont un

couloir d'accès, d'autres deux, d'autres n'ont pas de soute à munitions...

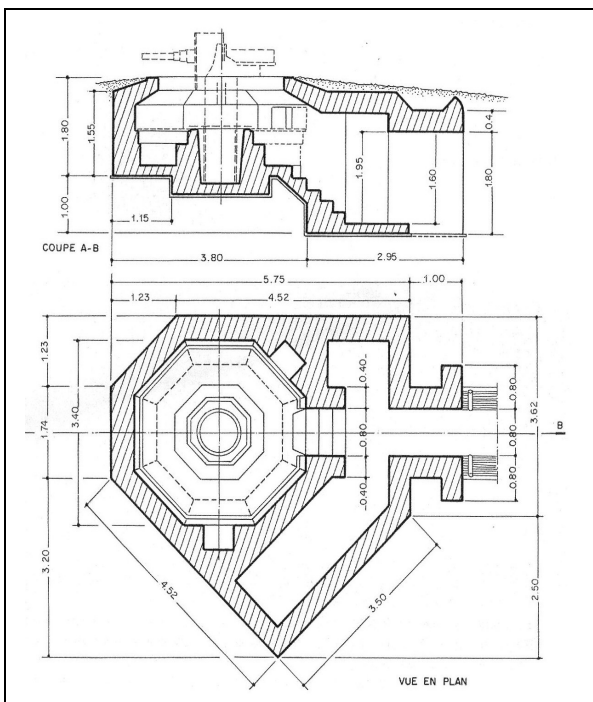


Vf600 de St Aubin (photo Y Bardes)

Dans le parapet et les couloirs menant à l'encuvement sont incrustées 7 niches à munitions pour le tir immédiat et à l'arrière de l'encuvement se trouve une soute permettant de stocker 500 obus.

5/ Tobrouk type Vf65A (Bauform 221)

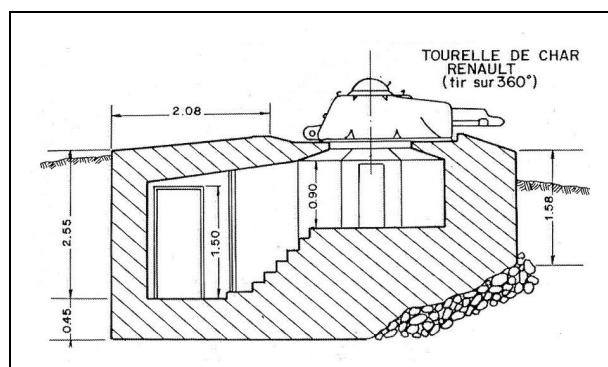
Avec cette construction, on revient sur le schéma de base d'un tobrouk. Il nécessite 35 m³ de béton et 2,2 tonnes de ferrailage. Il abrite les mêmes canons que le Vf600 et possède une soute à munitions attenante pouvant recevoir 500 obus. L'ouverture octogonale mesure 3,4 m de diamètre et possède dans son parapet 2 niches à munitions pour le tir immédiat. L'accès au poste de combat se fait par l'intérieur du tobrouk par un escalier à 5 marches. Ce type d'ouvrage est surtout répandu sur le Südwall.



Plan Vf65a (A. Chazette)

6/ Tobrouk type Vf67 pour tourelle de char (appelé aussi Panzerstellung).

Ce petit tobrouk inspiré du Vf58 est aussi référencé Bauform Vf231 à Vf260, (24 modèles) dont les différences sont fonction du type de tourelle en place : allemande (Panzer I, II, III, IV), française (FT17, Somua, R35...), tchèque (35t, 38t), belge, russe etc. En ce qui concerne le matériel allemand installé ce sont des tourelles de chars type Panzer 1 et 2 armées selon le modèle de mitrailleuses (1 ou 2) ou de canons. On peut changer de tourelle facilement en effectuant des modifications au niveau du chemin de roulement entre la tourelle et la structure du tobrouk. Le puits qui reçoit la tourelle mesure 1,3 m de diamètre et il est garni de 2 niches à munitions. La pièce attenante sert de réserve. Il ne demande que 16 m³ de béton et 1 tonne de ferrailage.



Plan A Chazette

L'avantage du Panzerstellung est que l'on y dispose d'une arme antichar redoutable avec un azimut de 360° et ce pour une quinzaine de m³ de béton. En comparaison, un blockhaus standard prévu pour abriter un canon antichar du type R505 par exemple demande 539 m³ de béton. Même le simple et très répandu R667 avec son 5 cm KwK (Le Ruquet, Omaha beach) demande 165 m³ de béton. Et le champ de tir était loin des 360° des tobrouks surmontés d'une tourelle de char !

Selon le modèle de la tourelle et son poids, le montage sur le tobrouk diffère. Une platine octogonale fixée sur le trou d'homme par 8 ou 16 boulons reçoit la tourelle. La platine forme un V et la base de la tourelle un V mais inversé. Entre les 2 on dispose un chemin de roulement à billes et la tourelle est mue par le soldat à l'aide de 2 poignées.

Pour les tourelles plus lourdes (R35, Somua) la platine fixée sur le tobrouk est équipée d'une crémaillère. Des galets crantés solidaires de la tourelle sont engagés dans la crémaillère. Des manivelles dans la tourelle permettent au soldat d'entraîner la tourelle en rotation.



Intérieur tourelle Renault R35

La diversité des modèles de tourelles de char est grande. En effet certaines voient leur armement d'origine modifié pour être remplacé par une arme plus en adéquation avec le but recherché du tobrouk en question. Ainsi, par exemple, sur le tobrouk type Vf232a, on installe une tourelle de Panzer II Ausf.D dont le lance-flammes qui l'équipe à l'origine est remplacé par une Mg 34. On trouve donc un panachage d'armes sur des tourelles standard (2 Mg, 1 Mg + 1 canon). Il en est de même avec les types de mitrailleuses (Mg 13, Mg 34, Mg 42, ou marques non allemandes) et les calibres de canons (2 cm KwK30, 3.7 KwK, 4.7, 4.5 -Russe-, 5 cm KwK, jusqu'au 7.62) !

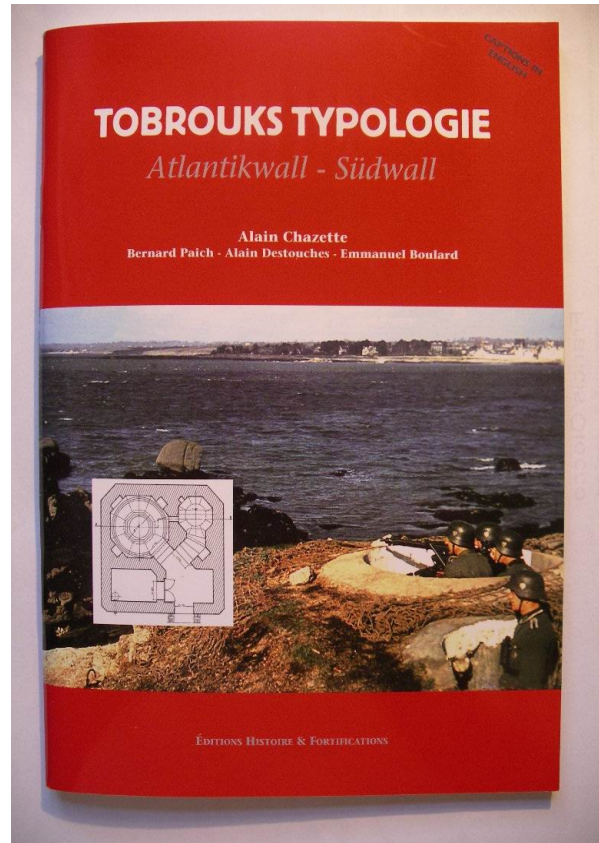
Les plus gros calibres sont les 7.5 cm installés sur les Vf 246 et 247 et les 7.62 cm des T34 russes. Ces derniers ne sont pas installés sur l'AW. Mais bien que référencés comme des tobrouks (Vf) ces dernières constructions de par leur taille (55 m³ de béton) se rapprochent plus d'un blockhaus standard. D'ailleurs dans sa typologie, Rudi Rolf les classe comme « abris pour tourelles » et non comme des tobrouks. Nous sortons donc du sujet de cet article.



Pour information cependant, vu le poids des tourelles de chars lourds installées sur ces ouvrages, ces dernières sont entraînées non pas manuellement comme décrit plus haut, mais par des moteurs électriques situés dans l'abri.

Comme vous le voyez la multiplicité des modèles de tobrouks « officiels », auxquels s'ajoutent les modèles dérivés ajoutés à la variété des armes d'origine ou non, a de quoi dérouter quelque peu ceux qui tentent l'aventure d'en faire l'étude exhaustive !

Pour ceux qui désireraient approfondir leurs connaissances au sujet des tobrouks, je leur recommande la lecture du seul livre accessible en langue française, qui m'a d'ailleurs servi de base de travail pour cet article, écrit par Alain Chazette :



Fernand Desmarest, le prisonnier aux trois évasions

Propos recueillis par Germaine Stéphan

Monsieur Fernand Desmarest, 92 ans, résidant à Brest (Finistère), est un vrai breton car né dans le sémaphore de Plérin (Côtes d'Armor). Son parcours pendant les années de la guerre 39-45 fut des plus mouvementés, et sa bonne connaissance de la langue allemande lui a permis, à maintes reprises, de dissiper des malentendus qui auraient pu mal tourner et de sauver sans doute des vies de compatriotes. Il s'est retrouvé souvent responsable d'un groupe de soldats français prisonniers, voire d'un kommando de camp disciplinaire.

Monsieur Desmarest est resté très actif malgré son grand âge et participe encore à de nombreuses cérémonies commémoratives. Il a eu la gentillesse de nous raconter quelques péripéties de cette période. L'équipe de l'Histomag'44 l'en remercie.

Germaine Stéphan



Appelé au service militaire en 1938, je me suis retrouvé au 153^{ème} Régiment d'infanterie de forteresses à Rohrbach-lès-Bitche puis au 166^{ème} R.I.F. sur la Ligne Maginot, où j'ai été fait prisonnier avec 33 de mes camarades.

La reddition n'a pas été très spectaculaire. Après des mois d'inaction, et malgré le manque de renseignements (nous n'avions que des rumeurs), les gradés nous ont dit de nous tenir « prêts ». Nous savions que l'armistice était imminent. Il n'y avait pas d'ennemis en face ! Ils sont arrivés par derrière ! Nos canons étaient dirigés pour une riposte de face et s'avéraient donc totalement inutiles. Les troupes qui devaient nous soutenir étaient parties depuis plusieurs jours, nous étions abandonnés dans nos casemates. Parfois, quelques tirs de harcèlement, causaient des dégâts matériels.

Au bout de huit jours, le Lieutenant donne l'ordre « *Hissez le drapeau blanc !* » (qui était préparé déjà). L'atmosphère était irrespirable, nous portions nos masques à gaz. Nous avons hissé le drapeau blanc par la lunette du sommet de la cloche. Mais les Allemands ne le voyaient pas en raison de la fumée des explosions. Qu'importe, ils savaient qu'on ne pouvait plus rien faire, ils ont cependant continué à tirer, des blocs de béton nous tombaient dessus. Décision est prise de se rendre. Nous

sortons, un par un, chacun avec son barda sur le dos, et surprise ! Un seul Allemand à pied nous attendait ! Il nous a emmenés en bon ordre jusqu'à la casemate où se trouvait son état-major.

Les troupes allemandes étaient déjà loin ! Nous avions bel et bien été abandonnés à notre sort.

Commença alors une longue marche de 15 km qui nous emmena en prison à Sarrebrück où nous sommes restés un mois environ. En tant que caporal-chef, j'y occupais un emploi de manutentionnaire dans la fourniture de nourriture, ce qui me permettait de faire profiter mes compagnons de captivité de tout ce que je pouvais détourner (prises de guerre !).

Un jour, un train fut formé, et nous emmena (en wagons à bestiaux) dans un camp situé aux environs de Südetengau, soit actuellement en République tchèque. Là, on extrayait de la lignite de mines à ciel ouvert, d'où les Allemands tiraient du carburant et d'autres produits chimiques. Nous étions de la main-d'œuvre à bon marché.



Dès janvier 1941, nous tenions entre nous des réunions où nous disions « *On ne va pas rester moisir ici encore longtemps...* ». Les uns étaient enthousiastes, d'autres beaucoup moins. Il est certain que s'évader en nombre était hasardeux, dangereux et pouvait ralentir tout le groupe. C'était la capture à coup sûr. En plus, le moment ne s'y prêtait pas : 40 cm de neige, des températures de -14°, -15° C...

Finalement, nous avons formé en grand secret un groupe de quatre bien décidés. Nous tenions bien nos langues sachant que des mouchards étaient à l'affût, cherchant à se faire bien voir. Pendant plusieurs semaines, chacun a apporté sa contribution (biscuits de guerre, allumettes et briquets, un peu de carburant pour allumer des feux de camp destinés à cuire des... patates ! que nous emportions aussi. Du linge, chaussettes, tricot de réserve etc...). Ce trésor était caché dans des buissons, mais nous n'avions pas pensé aux mulots qui se servaient dans nos biscuits et autres pains de campagne.



Un soldat du régiment de Fernand

Ma première tentative d'évasion date du 5 août 1941. Mauvaise surprise, deux de nos compagnons déclarent forfait. Nous ne leur demandons pas d'explications sachant à quoi nous en tenir. Nous leur avons proposé de leur rendre leurs contributions, mais magnanimes, ils nous ont dit de tout garder. Nous sommes partis à pieds, mon camarade Roger Besson et moi,

chargés comme des mulets, nous cachant dans la journée, nous guidant la nuit sur les étoiles, contournant des villages. Après une quinzaine de jours et 200 km environ, en traversant un village, le maire, se basant sur notre aspect pas très reluisant, nous a demandé de le suivre dans une salle de la mairie pour interrogatoire et contrôle de nos papiers... Un soldat allemand est venu nous récupérer pour nous ramener au camp, en train de voyageurs (pour une fois).

Au cours de l'année 1942, au gré des besoins en main-d'œuvre, je me suis retrouvé au camp de Teplitz-Schönau avec un camarade belge nommé Jean Lognoul originaire de Liège, et comme je travaillais alors à la boucherie, je sortais des lamelles de lard cachées dans du papier entre mon tricot de corps et ma chemise, et j'en faisais profiter mes compagnons d'infortune.

Plus tard, deuxième tentative d'évasion. Je me trouvais, toujours au gré des besoins en main-d'œuvre, dans une fonderie où les prisonniers étaient logés au 5^{ème} étage, dans une chaleur étouffante.

Nous étions convenus, Lognoul et moi, de nous évader ensemble. (Lognoul logeait dans un camp voisin à 3 km environ). Je devais le rejoindre une nuit à ce camp pour le départ. Hélas, vers minuit et demie, par un très beau clair de lune, muni d'une valise, mes chaussures à semelles de bois faisant un certain raffut sur les pavés, je suis tombé sur une patrouille allemande qui m'a emmené direct au camp où se trouvait Lognoul !

Pas de problème ! Nous allons quand même nous évader ! Troisième tentative d'évasion la même nuit. Lognoul s'étant procuré de vieux vêtements civils, nous avons traversé le centre ville en direction de la gare (ce que nous pensions à tort, car en réalité, nous avions pris une mauvaise direction). Finalement, nous sommes arrivés à ladite gare mourant de faim. Il nous fallait faire de petits parcours (dans les 50 km environ) pour ne pas attirer l'attention des contrôleurs. Dans une petite gare, nous demandons ingénument « *À quelle heure le train pour Leipzig ?* » ! Heureusement, pas de gendarme à l'horizon. Nous allions toujours vers l'ouest, mais sans savoir vraiment notre destination. Je ne me rendais pas compte que nue-tête, au milieu des voyageurs blonds, j'étais pratiquement le seul avec une tignasse du plus beau noir.

Dans une certaine gare (celle de Leipzig en l'occurrence !) nous avons été repérés et harponnés par un mouchard, emmenés à la prison centrale pour fouille et interrogatoire, où je servais occasionnellement d'interprète pour tous les autres détenus. Nous y sommes restés huit jours environ. Punis pour évasion, nous sommes partis, en train, et nous avons séjourné successivement dans plusieurs camps disciplinaires dont le dernier était le camp 4B.

Petite anecdote : dans ce camp, il y avait une baraque spéciale où se trouvaient ceux qu'on appelait « les culottes rouges ». Ces culottes stigmatisaient les prisonniers évadés et repris, et étaient destinées à servir de cibles en cas de récidive d'évasion. Quoique évadés-repris, nous n'avons pas reçu la fameuse culotte rouge. Désirant nous amalgamer à nos camarades et considérant ce vêtement un peu comme un titre de gloire vis-à-vis du reste du camp, nous l'avons réclamé auprès du responsable de la baraque. Renseignement pris auprès des hautes autorités, il nous a dit que ce n'était pas possible, car « Il n'y avait plus de teinture » !!!

Nous en avons été très mortifiés.



Puis, on nous prévient que nous partons pour le camp de Rawa-Ruska (personnellement, j'avais écopé de six mois de prison pour trois tentatives d'évasion).

À la gare, nous avons pris un train formé de wagons à bestiaux (à 70 dans un wagon prévu pour 40 hommes). Après un parcours très dur sous un soleil de plomb (les trains militaires ayant toujours priorité sur le nôtre), nous sommes enfin arrivés au camp de Rawa-Ruska où nous étions considérés comme de la vermine. Nous avons vite compris qu'il était inutile d'envisager une évasion, toute la campagne alentour étant composée de marais. J'ai séjourné 4 mois dans le camp principal, puis 2 mois au kommando-satellite de Ternopol.



Entrée du camp de Rawa-Ruska

Mes six mois terminés, départ avec un groupe pour la gare. En route, nous avons longé un camp de prisonniers soviétiques dans la plus grande

détresse, tendant leurs mains à travers les barbelés. On leur a donné tout ce que nous avions. Les malheureux se battaient entre eux pour un morceau de pain qui finissait bien souvent en miettes par terre.

Plus tard, nous avons pris connaissance de la 3^{ème} Convention de Genève concernant le traitement réservé aux prisonniers de guerre. En transférant d'Allemagne en Ukraine soviétique des prisonniers de guerre français et belges bénéficiant de la Convention de Genève, pour les interner dans une région où la Convention de Genève n'avait pas cours (du fait que l'un des belligérants n'était pas signataire de la dite Convention, en l'occurrence l'URSS), la puissance détentrice commettait un acte de violation caractérisé, si les conditions de l'internement ne répondaient pas aux clauses de ladite Convention. La gestion des camps de P.G. ne relevait plus de l'Armée mais de la police d'État. Les Allemands ne faisaient aucune différence entre les P.G. soviétiques et les autres, ce qui leur a permis de laisser les P.G. soviétiques mourir de faim, car ils étaient sans contrôle de la Croix-Rouge.

Retour au 2B de Hammerstein en Poméranie, et affectation dans une usine traitant le lin.

Pas de chance, nous échangeons du courrier par des voies tortueuses pour essayer de me procurer des vêtements civils... Une de ces lettres a été perdue et récupérée bien sûr par nos geôliers. Direction la prison, je suis passé en « Conseil de Guerre » et ai été condamné à 3 ans ½ de forteresse. J'ai été envoyé à Sagan VIII, camp de rassemblement, et expédié à Bleichhammer-Reigenfeld où je suis resté jusqu'à fin 1944.

Les Soviets arrivent ! Départ à pieds bien encadrés. Après plusieurs jours de marche dans la montagne, nous arrivons dans une gare, à nouveau des trains à bestiaux, et nous descendons à 300 mètres du Camp de Tribschitz où j'étais arrivé en 1941 ! Retour aux mines de lignite.

Les Soviets approchent ! Nous repartons toujours à pieds, toujours bien encadrés. Les Allemands savent qu'ils ont perdu, et leur attitude envers nous change (au cas où... sans doute). Les



Soviets sont tout près ! Toute une division blindée ! Des éclaireurs tankistes envoient des fusées pour éclairer la plaine (ils connaissaient notre présence par des Tchèques). Les Soviétiques nous récupèrent et nous nourrissent.

Ensuite, nous séjournons 3 semaines dans un petit village, les Alliés se trouvant devant nous à 100 km environ. Nous ne pouvions pas partir déjà pour la France, ne pouvant abandonner des camarades malades ou blessés, et devant faire face à la légendaire paperasserie française.

Puis, contact avec les Alliés, des Anglais nous ont transférés en camions, par groupes de 50, dans une caserne entièrement minée ! Le lendemain, départ toujours en camions, pour une gare de triage. Nous savions que nous approchions de plus en plus de la France.

Nous étions tellement épuisés que cette dernière partie du voyage s'est déroulée dans un état second. Le train traversa le Rhin sur un pont bâti par les Américains, à l'allure d'un escargot car c'était très impressionnant et nous n'étions pas très fiers... En gare de Ayange, nous avons été accueillis par une musique de bric et de broc, faite d'instruments de récupération nous a-t-il semblé. On nous a joué « *Sambre et Meuse* ». Nous ressentions beaucoup d'émotion, et les dames du pays nous ont abreuvés largement.

Enfin, arrivée à Paris. Mais il y avait une telle pagaille Gare de l'Est, que le train s'est arrêté à 3 km de la gare. Impatient, je descends et entreprends de parcourir seul et à pieds bien sûr, le trajet final.



Retour des prisonniers (Photo : Willy Ronisen)

Arrivés à la gare, les prisonniers libérés étaient accueillis par des AFAT et la Croix-Rouge. Là, nous avons laissé nos vêtements réduits à l'état

de loques, et en échange nous avons reçu un costume « Pétain » et des chaussures. Un passant compatissant me conseilla de prendre le métro (j'étais à 25 km de chez moi). À Vincennes, je pris un bus pour les 15 km restants. Quand j'arrivai à la maison, plus personne ! Ma famille

avait déménagé. Un voisin me donna l'adresse. Comme ce n'était pas très loin, je partis à pieds, et enfin j'arrivai à la maison. Ma grand'mère m'a ouvert, mon frère était arrivé 15 jours avant, les exclamations pour rameuter le reste des miens installés derrière dans le jardin, les grandes retrouvailles, les larmes...

Plus tard, j'ai trouvé un emploi de bureaucrate à la Caisse des Dépôts & Consignations, rue de Lille à Paris. Ma voisine était une charmante jeune fille de 22 ans avec laquelle j'ai immédiatement sympathisé. Nous nous sommes revus en dehors du bureau, et ce qui devait arriver est arrivé ! Nous avons été mariés 52 ans et trois beaux enfants sont venus couronner notre mariage.

Ma chère Jacqueline repose désormais au cimetière Saint-Martin de Brest.

Monsieur Desmarest est le Président départemental de l'Union nationale des évadés de guerre et des passeurs, titulaire de la carte de Combattant volontaire de la Résistance, de la carte de la Fédération nationale des déportés et internés, de la carte de « Ceux de Rawa-Ruska » et de bien d'autres encore.

Monsieur Desmarest est titulaire également de plusieurs décorations, dont la Médaille des évadés, la Croix des Combattants volontaires 39-45, la Médaille des internés résistants, la Médaille des internés pour faits de Résistance politique, etc.



Médaille des évadés

KEN YUASA, Un criminel repent

Par Paul-Yanic Laquerre

Paul-Yanic Laquerre, dont le dernier ouvrage a été présenté dans l'Histomag'44 no. 68, nous a fait parvenir cet article qui est dans la continuité de Maruta 454. Nous l'en remercions.

En 1947, le Commandant suprême des forces d'occupation alliées, Douglas MacArthur, est encore à évaluer la liste des Japonais qui seront accusés pour crimes de guerre. Non content d'avoir employé tous les moyens disponibles pour exonérer l'empereur Shōwa, et les membres de sa famille impliqués dans la conduite de la guerre, d'une inculpation devant le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, le général recommande également l'exonération des membres des unités de recherche bactériologique de Shirō Ishii.

Dans un message adressé en avril au Département de la Guerre à Washington, MacArthur affirme ainsi « *Ishii soutient que s'il obtient une immunité documentaire (ndr : garantie écrite) concernant les « crimes de guerre », pour lui-même, les supérieurs et les subordonnés, il peut décrire en détail le programme. (...) Ishii prétend avoir une connaissance théorique approfondie, incluant l'usage stratégique et tactique, de la GB (ndr : guerre biologique) pour la défense et l'attaque (...).*

Dans un message radio expédié le 6 mai au Comité de Coordination État-Guerre-Marine (SWNCC) MacArthur précise sa position : « *Une grande partie des données incluant la plupart de l'information technique d'importance sur la GB provenant de l'expérimentation sur des humains et de la recherche en GB pour la destruction des récoltes peut probablement être obtenue de cette façon par le biais du personnel japonais d'échelon inférieur jugé non assignable pour un procès pour « crime de guerre » (...) des données additionnelles, incluant possiblement des déclarations d'Ishii peuvent probablement être obtenues en informant les Japonais impliqués que l'information sera retenue au sein des réseaux de renseignement et ne sera pas utilisée comme preuve de « crime de guerre » (...) le portrait complet incluant les plans et les théories d'Ishii et des (cadres) supérieurs peut probablement être obtenu par le biais d'une immunité documentaire (accordée) à Ishii et ses associés. (...) Requête pour l'exemption des membres de l'unité 731. Information sur les vivisections utile. »*

Au Japon et en Occident, les crimes de l'équipe d'Ishii et de tous ceux qui collaborèrent avec eux furent donc condamnés à l'oubli jusqu'au début des années 1980. Pour quelques acteurs du drame, le

fardeau du silence s'avéra toutefois trop difficile à porter. Parmi ceux-ci, Ken Yuasa avait été capturé en 1945, à l'âge de trente ans, par les communistes chinois et interné pendant onze ans dans un camp de rééducation, où il fut contraint de se livrer à une « autocritique ». Il publia sa confession en 1981, sous le titre *Mémoire indélébile*, et entreprit de témoigner sur les expérimentations menées sur des cobayes humains par l'armée impériale, en dépit des menaces de vétérans et de nostalgiques du régime shōwa. Entre juillet 1993 et décembre 1994, il participa ainsi à une exposition itinérante sur l'unité 731 présentée au Japon. Avec vingt-trois autres criminels n'ayant jamais été accusés, il raconta publiquement son expérience.

Une assignation en Chine

« Ce n'est pas facile pour moi d'en parler, mais je dois m'en confesser. Ce que j'ai fait était mal. C'est vrai également que cela m'a été imposé par mon gouvernement, mais ça ne réduit pas l'importance de mon crime. C'est quelque chose qui est survenu il y a longtemps mais ceux qui ne connaissent pas les choses liées à la guerre ne sont pas éduqués correctement.



Ken Yuasa, au centre

Il y a quelques temps, le chef du *Shakai Minshutō* (Parti Social Démocrate du Japon) (ndr : membre de gouvernements de coalition de 1993 à 1996) a déclaré que l'agression nippone en Chine a entraîné 20 millions de victimes. Il s'est ensuite rétracté. Il n'y avait pas matière à rétractation. Cette déclaration était véridique. L'armée japonaise y est

allée pour piller, voler et tuer. Le Japon voulait du fer, du charbon, des provisions et l'armée s'aventura par-delà les montagnes pour mener la guerre. (...)

En 1941, je suis devenu médecin spécialisé en maladies infectieuses. Je croyais que, sous l'empereur, nous étions membres de la plus grande nation en Asie. Je suis devenu un officier de l'armée, différent des gens ordinaires. J'étais fier d'être sous l'autorité directe de l'empereur et on m'enseignait que si je croyais en l'empereur, mon bonheur en découlerait naturellement.

Au sein du 36^{ème} régiment à Iwate, Environ 1 700 ou 1 800 d'entre nous ont reçu une formation en hygiène et, en février 1942, nous avons été assignés outremer. Rien qu'à penser à cela, les images de mon crime me reviennent en mémoire... Je fus assigné à l'hôpital militaire de la région méridionale du Shanxi, une province chinoise (ndr : au nord-est du pays). (...)

Le Shanxi avait une population de trente millions. Cette province était contrôlée par seulement 60 à 70 000 soldats nippons à partir des villes, des voies ferrées et des lignes de communication. C'est de cette façon que le Japon a volé ses ressources. C'était une invasion agressive, mais nous étions endoctrinés à y croire. C'était le système de l'empereur. (...)

Une première vivisection

L'hôpital auquel j'étais assigné était établi dans une école. Il y avait 70 à 80 hygiénistes, 10 infirmières, 10 médecins et officiers au sein de notre unité. Notre travail était de soigner les soldats malades et blessés et de les renvoyer au front. (...) Les vivants sont pratiqués pour les exercices au scalpel, alors les gens étaient amenés à l'hôpital par la *Kempeitai* pour être ouverts comme les *maruta* de l'unité 731.

Un jour, un peu après le début de ma fonction, le directeur de l'hôpital nous a annoncé : « Aujourd'hui, nous allons avoir une pratique de chirurgie. » J'étais effaré. Or, c'était un ordre. Il n'y avait pas d'échappatoire. Normalement, nous dissections des gens qui étaient morts de maladies comme la fièvre typhoïde, la dysenterie et la tuberculose. Là, nous étions conduits à la chambre de dissection pour un type d'exercice différent. Des soldats nous accompagnaient comme observateurs.

Lorsque nous avons ouvert la porte, un colonel nous attendait. Nous l'avons salué. Il y avait aussi deux Chinois qui avaient été amenés par la *Kempeitai*. Le premier avait l'air d'un soldat, l'autre d'un fermier. Il y avait deux tables d'opération, des médecins, des infirmières, des scies pour couper des os, des ciseaux et d'autres outils. (...) Au signal du directeur, l'opération a commencé.

Le premier Chinois avait de larges cuisses et marchait lentement et calmement. Il se coucha sans montrer de signes de peur ou de tension sur son visage. Quelqu'un d'autre devait l'utiliser pour pratiquer. Je me suis avancé et j'ai poussé le second vers la table d'opération. Je ne me sentais pas coupable de faire quelque chose de mal. Le fermier était résigné à son sort ; il a baissé la tête et s'est mis à avancer. Je ne voulais pas me salir en le touchant, je voulais bien paraître. Il s'est avancé jusqu'à la table mais ne voulait pas s'étendre.

Une infirmière lui a dit en mauvais chinois : « Nous utilisons de l'éther ; ça ne fera pas mal, alors étendez-vous. » Elle lui a adressé un sourire figé. Elle travaillait là depuis longtemps et lorsque je l'ai recroisé bien plus tard et lui ai parlé de ces choses, elle ne s'en souvenait plus. Elle faisait tant de vivisections que c'était une routine. Les gens qui font des actes mauvais à répétition ne s'en rappellent plus. Il n'y a pas de sentiment de faire du mal.

La guerre, c'est aussi ça. Ce n'est pas seulement tirer au fusil. Afin de permettre au Japon de gagner, tous les Chinois étaient faits prisonniers, les femmes étaient éventrées, les domiciles étaient brûlés. Si vous ne parveniez pas à faire cela, vous n'étiez pas un soldat loyal à l'empereur. (...)

La chirurgie a commencé. L'homme s'est fait administrer de l'éther et a été disséqué. Son appendice était si petit qu'il ressemblait à un ver de terre. Je devais couper et chercher à répétition. Le flot de sang a été interrompu, les nerfs et les os coupés avec une scie et nous avons pratiqué une trachéotomie. Du sang et de l'air s'échappaient de son corps et formaient de la mousse. L'exercice a duré deux heures.

L'homme est mort et son corps a été jeté dans un trou et enterré. La zone d'enfouissement près du bloc opératoire était pleine, alors nous avons dû creuser un trou plus loin. Nous avons reçu une demande d'un manufacturier pharmaceutique ; j'ai prélevé des échantillons de la surface extérieure de son cerveau, je les ai placés dans dix bouteilles de 500 ml avec de l'alcool et les ai envoyés à la compagnie pour la recherche sur les rhumatismes.

L'autre homme, le soldat, soufflait toujours. Le directeur l'a utilisé pour des tests sous la peau et lui a injecté de l'air. Puis, pour le tuer, il lui a injecté le même liquide que pour l'anesthésie. Cela a été mon premier crime. Après cela, c'est devenu facile. J'ai éventuellement disséqué quatorze Chinois. (...)

Le front s'élargissait. Nous devons envisager comment prendre en charge les hommes blessés au front. Environ la moitié des médecins militaires ne savaient pas comment utiliser un scalpel.

Chaque méthode pour traiter les soldats malades ou blessés au front avait un impact sur notre puissance militaire. Si les hommes devaient être transférés derrière les lignes pour subir des traitements, cela réduisait considérablement la force militaire de l'armée.

Une des fonctions de l'hôpital militaire était d'entraîner les médecins. La vivisection était utilisée pour pratiquer des opérations sur la ligne de front. J'ai opéré sur des Chinois vivants pour lesquels je n'avais aucune haine afin d'acquérir l'habileté médicale pour gagner la guerre. (...)

Des tests en collaboration avec l'unité 731

J'ai aussi vu des vivisections. Une fois, j'ai vu environ quarante médecins réunis. Il y avait un homme attaché et accroupi. Le garde a demandé aux médecins : « Êtes-vous prêts ? » et le prisonnier a été étendu et, sans anesthésie, deux ouvertures ont été pratiquées dans son abdomen. La victime a eu quelques soubresauts – la dissection fut complètement ratée – et il est mort rapidement. J'ai vu quatre personnes disséquées de cette façon.

Une fois, au quartier général de la 1^{ère} armée du Shanxi, s'est tenue une réunion d'une quarantaine de médecins des hôpitaux militaires. Il y avait une conférence sur la médecine militaire et, après on nous a conduit vers les cellules de la prison. Il y avait deux Chinois dans une cellule. Le gardien a pris son pistolet et a tiré deux coups dans l'abdomen de chacun. Le premier a été disséqué sur place dans la pièce. Il n'y avait pas d'anesthésique. Pendant l'opération, j'ai entendu tirer quatre coups de plus. Cela voulait dire deux personnes de plus. Notre objectif était de maintenir le cobaye en vie jusqu'à ce que la balle soit retirée. Puisque nous ne tentions pas d'administrer de l'éther ou d'arrêter le flot de sang, les hommes mourraient rapidement.

À l'unité 731, l'équipe spéciale menait des tests avec des poisons au bout des blocs pénitentiaires 1 et 2. Il y avait une porte en fer et même les membres de l'unité avaient besoin d'une permission pour y entrer. Les membres de l'unité m'ont effrayé quand j'ai vu pour la première fois leur manière étrange de s'habiller. Ils portaient des combinaisons blanches, des casques d'armée, des bottes de caoutchouc et des pistolets harnachés à leur côté. Ils vinrent (au Shanxi) pour superviser les travaux préliminaires de construction des bâtiments qui allaient devenir ceux de l'équipe spéciale. Ils avaient même leurs propres quartiers. Ils étaient tous de la ville natale de Shirō Ishii, et leur chef était son frère aîné (ndr : Takeo). (...)

Des milliers ou des dizaines de milliers de médecins utilisaient des sujets vivants pour la pratique de la

dissection et la recherche. Que font ces gens maintenant ? Parmi les 60 000 ou 70 000 Nippons qui vinrent en Chine, 40 000 ou 50 000 sont encore en vie au Japon. Il y en a peut être qui ressentent de la honte mais la plupart ont oublié. Les soldats allaient trouver des femmes de réconfort et les violaient. Puis, le jour suivant, ils retrouvaient leur force pour attaquer les Chinois. C'est complètement oublié au Japon aujourd'hui. (...)

On dit qu'il y a eu 20 000 000 de victimes lors de la guerre en Chine ; mais seulement dix ou vingt pour cent d'entre elles ont été tuées par des armes à feu. La plupart, des gens sans défense comme des vieillards, des femmes et des enfants, ont été capturés et massacrés. Les prisonniers de guerre ne pouvaient être traînés au front ou relâchés, alors ils ont été abattus à la façon du « Viol de Nanjing ». Ceux qui étaient partie à ces actions ne se lèvent pas pour raconter aux gens comment c'était. Pourquoi ? Parce que les Nippons ont tout oublié. (...)

J'ai demandé si quiconque avait des cauchemars au sujet de ce qu'ils avaient fait et personne ne semblait s'en soucier. Les gens disent qu'ils avaient des cauchemars uniquement quand ils étaient enfants et que leurs devoirs pour l'école n'étaient pas faits. Ils ne s'en faisaient pas parce qu'ils n'ont jamais considéré que c'était une chose horrible de prendre un scalpel et d'ouvrir une personne vivante. »

Pour en savoir plus:

-Hal Gold, *Unit 731 Testimony*, Tuttle Publishing, 1996.

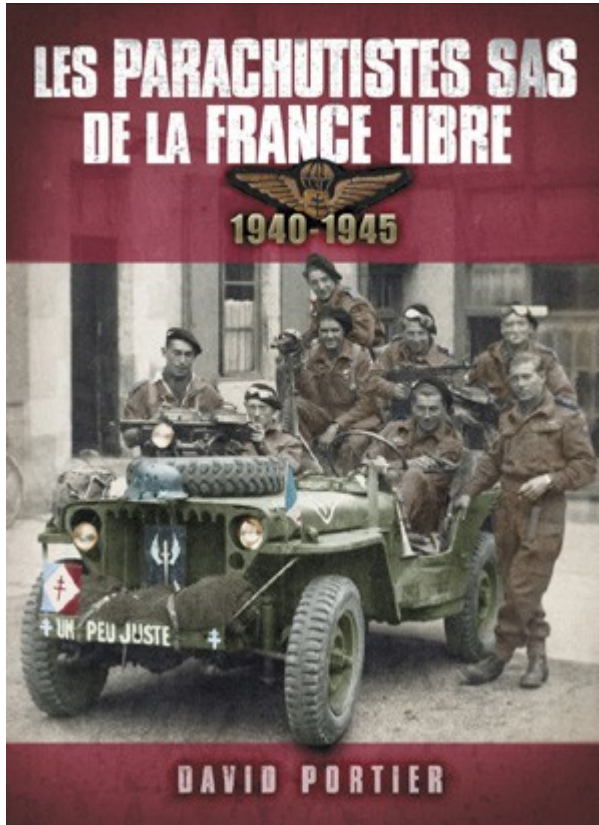
-Jun Hongo, *Vivisectionist recalls his day of reckoning*, Japan Times, 24/10/2007



Ken Yuasa après la guerre

Les Parachutistes SAS de la France Libre de David Portier

Par Philippe Massé et David Portier



Les Parachutistes SAS de la France Libre 1940-1945, par David Portier

Livre au format 21 X 29.7 cm - 544 pages - Plus de 600 photos - 12 cartes détaillées - De nombreuses photos d'insignes, uniformes, matériels. 59 euros

L'équipe de rédaction de l'histomag 1944 se devait de rendre hommage à l'un des membres du forum le monde en guerre David Portier pour son second ouvrage sur les parachutistes de la France libre. Nous sommes heureux de livrer aux lecteurs cette partition à quatre mains. Pour ma part, j'avoue beaucoup de respect pour ces hommes et les tombes des SAS tombés dans la commune de Gouesnou (29) sont là pour me rappeler cet engagement à servir pour la liberté. Je remercie David d'avoir bien voulu coécrire cette partition avec moi.

Le mois d'octobre 2010 a vu la parution aux éditions Nimrod du nouveau livre de David Portier sur les parachutistes de la France libre. Nous avons pu suivre les aventures de cette publication que le forum le monde en guerre et l'on peut rendre hommage à l'éditeur puisque ce livre fait parti des meilleurs publications de l'année 2010

sur les unités combattantes de la seconde guerre mondiale.

David Portier, voisin des Côtes d'Armor, maîtrise parfaitement son sujet. Ce livre est l'aboutissement de toutes ces années passées auprès des vétérans pour écrire leur histoire. En effet, les forces spéciales ont laissé peu de traces écrites du fait de la nature des missions qui leur ont été confiées. La première édition de son livre en 2004 laissait naître les prémices de cette nouvelle édition largement agrémentée de photographies et d'une iconographie très dense et peu connue du grand public. Par ailleurs le terme Parachutiste de la France Libre nous laisse rêveur et laisse planer un mythe particulier sur nos têtes. Si tout le monde a en tête les exploits de la 82^{ème} de la 101^{ème} aéroportées américaines et de la 6th airborne britannique, on sait moins que les premiers parachutistes largués sont français et vont être largués en Bretagne, l'un des premiers sangs versé cette nuit là va être celui d'un breton Emile Bouétard.

Souvenons nous, néanmoins que ces unités ont vu le jour grâce à un écossais David Stirling qui va créer le Special Air Service, la légende va naître en Afrique, en Crête et les exploits du SAS seront associés à ceux du Long Range Desert Group. La force de David Stirling va être de créer des unités très mobiles et rompues à toutes formes de combat afin de porter l'insécurité sur les arrières des troupes allemandes. Rapidement, des français vont faire parti du SAS et peu à peu, les ralliements seront plus nombreux avec l'arrivée notamment en Grande-Bretagne des évadés de France par l'Espagne ou encore en Afrique grâce aux efforts que mettra en œuvre le commandant O'Cottureau pour faciliter le ralliement des soldats de l'armée de Vichy souhaitant rallier la France libre.

Comprendre les parachutistes de la France Libre c'est aussi comprendre les hommes qui ont intégrés ces unités, comprendre les origines de ces soldats, leurs motivations, leurs parcours, et là David Portier a parfaitement maîtrisé cet aspect et me fait penser à la description des ralliements que fait Eddy Florentin dans son livre les rebelles de la Combattante.

Comme toute légende, celle des parachutistes de la France Libre va se faire grâce à la personnalité de ses chefs, les noms de Bourgoin, Château Jobert dit Conan, Bergé, Marienne vont faire que ces soldats vont écrire l'une des plus belles pages de l'histoire de la libération de la France.

Les légendes naissent aussi des unités et chacun à l'esprit le largage en Bretagne des parachutistes Français du 4th SAS le 5 juin 1944. Ce largage fait suite à de nombreuses périodes de doutes d'incertitudes, des hommes car pour beaucoup Camberley reste le camp du désespoir mais ce camp est aussi un lieu de naissance où va naître progressivement le SAS Français tant par l'entraînement que par la recherche de cohésion.

L'épisode de la Bretagne est certes le plus connu, les missions Dingson, Samwest, Cooney-Parties, Lost et Wash restent gravées dans notre mémoire collective. Saint Marcel reste l'apothéose en Bretagne de cette libération, de ces ralliements de maquis aux côtés de ces unités spécialisées. Les SAS français ont fixé en Bretagne suffisamment d'unités allemandes que ces dernières n'ont pu prendre part à la bataille de Normandie. Les exploits du Manchot, le Colonel Bourgoïn font parti de l'histoire collective, l'assassinat du lieutenant Marienne montre cette fracture entre français et les actions de ces milices collaborationnistes et notamment du fameux Zeller dans sa lutte contre les fuyitifs du maquis de Saint Marcel.

Si la Bretagne est un lieu d'histoire très fort, l'action du SAS français va bien au-delà car ces derniers vont prendre part à la libération de la France, ils vont opérer dans le Poitou le Limousin, dans les monts du Lyonnais en Saône et Loire, dans le Jura. Ils harçèleront au sud de la Loire les troupes allemandes ils participeront aussi à la bataille des Ardennes et à la bataille de Hollande.

Fin juin 1945 les unités sont à Château Bougon près de Nantes, le 1^{er} août 1945 ils passent sous commandement de l'armée de terre, le 2 octobre 1945 les unités parachutistes SAS sont dissoutes et les volontaires vont être regroupés au sein du 2^{ème} RCP en formation à Tarbes.

Evoquer les SAS c'est aussi évoquer la mémoire qui leur est dédié à savoir le musée de Saint Marcel et le mémorial international de Sennecey Le Grand. Je pourrais rester des heures à vous parler plus en profondeur de ce livre mais je ne souhaite pas me livrer à un résumé circonstancié de l'histoire des SAS français, puisque ce livre est un excellent cadeau de Noël.

Il convient donc de laisser maintenant la parole à David Portier historien éminent (bien qu'il s'en défende) des SAS.

A partir de septembre 1940, une poignée de Français Libres placés sous les ordres du capitaine Georges Bergé constitue la 1^{re} Compagnie d'Infanterie de l'Air. Cette petite unité est rapidement rattachée au Special Air Service britannique. Entre 1942 et 1945, elle comptera jusqu'à un millier de Français qui interviendront sur différents théâtres d'opérations en Egypte, en Crète, en Libye, en Tunisie, en France, en

Belgique ou en Hollande pour harceler les Allemands derrière les lignes de front et semer le chaos chez l'ennemi.



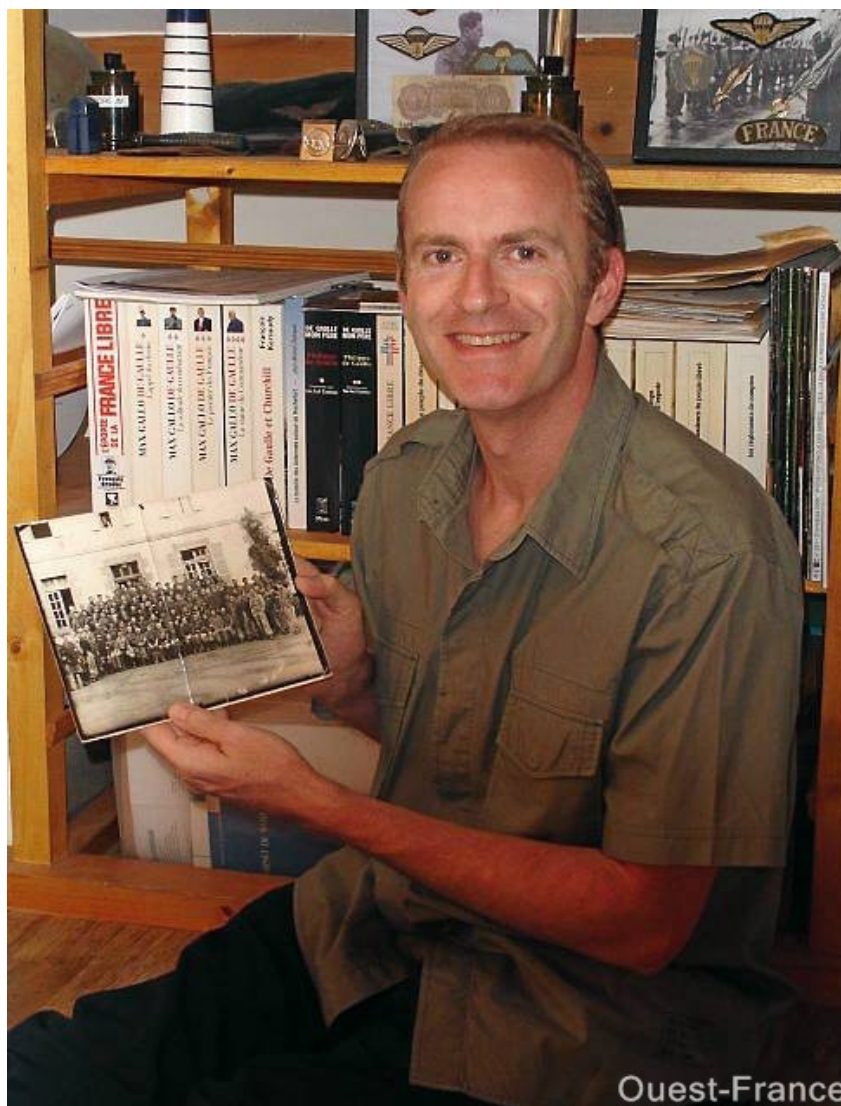
Dans la nuit qui précède le débarquement et les jours qui suivent, des groupes de SAS français sont parachutés de la Bretagne au Jura afin d'encadrer la résistance et soutenir les opérations de Libération. Traqués et pourchassés par un ennemi impitoyable, ils passent plusieurs semaines dans des conditions très éprouvantes. Malgré des pertes importantes et de lourds sacrifices, les missions sont remplies et ces hommes terminent la guerre aux portes de l'Allemagne.

Encore aujourd'hui, des missions restent inconnues et des parcours individuels restent à découvrir. Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur les missions remplies par les parachutistes SAS de la France Libre au cours de la seconde guerre mondiale. Les archives sur le sujet sont assez difficiles d'accès et la Regimental SAS Association se montre très discrète. Enfin, après plus de quinze ans de recherches, à travers de nombreux témoignages, des documents d'archives et une riche iconographie, j'ai tenté de réaliser une étude la plus exhaustive possible sur l'histoire de cette unité des forces spéciales. Pour moi, ces années de recherche auront été une merveilleuse aventure au contact de ces hommes hors du commun avec lesquels j'ai lié des liens très forts.

A travers ce livre, vous pourrez découvrir l'origine de ses hommes, leurs motivations à poursuivre le combat, à refuser la défaite et leur parcours pour rallier les Forces Françaises Libres. Certains volontaires montrent ainsi des caractères très affirmés malgré parfois leur très jeune âge. Il semble évident qu'à cette époque, les jeunes étaient mûrs bien plus tôt qu'aujourd'hui.

Vous découvrirez l'histoire de la création du Special Air Service par le major David Stirling et les premières missions derrière les lignes au Moyen-Orient. De retour en Grande-Bretagne, les parachutistes français se sentent abandonnés et l'État-major tergiverse avant finalement de créer la Brigade SAS. J'ai ainsi tenté de mettre en évidence les difficultés rencontrées par le haut-commandement pour aborder de façon optimale l'utilisation de ces troupes spéciales. Parachutés en France, souvent un peu tardivement, les SAS français interviennent dans des conditions assez éloignées des principes même de leur création. La Bretagne en est le parfait exemple avec la création de grands maquis et les rapports difficiles avec les équipes Jedburgh.

Les lecteurs pourront se faire par eux-mêmes une idée du rôle joué par les parachutistes SAS dans la libération de cette région. Le 3rd SAS effectuera des actions plus en phase avec la conception de Stirling mais interviendra souvent trop tard. Il est évident aussi qu'il n'était pas possible pour les États major de lancer trop tôt ces hommes dans l'action sans dévoiler leurs intentions mais également de soumettre les parachutistes à une longue période derrière les lignes avec le risque de destruction comme cela a pu se produire lors de la mission Loyton dans le nord-est. Enfin, au cours du conflit, les forces spéciales auront fait la preuve de leur efficacité et de l'intérêt d'un type nouveau de combat. Les Commandos Marine, le SAS, le LRDG, les Jedburgh, les OG de l'OSS et bien d'autres unités se trouvent être terriblement d'actualité aujourd'hui.



La traque du Mal de Guy Walters

Par Eric Giguere

Guy Walters est né à Kensington, Angleterre. Il a étudié à "Cheam School", "Eton College", et "Westfield College, University of London". Après avoir travaillé pour The Times entre 1992 et 2000, il est devenu nouvelliste (ndlr : romancier). Parmi les livres qu'il a écrits, on retrouve The Traitor (2002), The Leader (2003), The Occupation (2004), The Colditz Legacy (2005), Berlin Games (2006). Il vit aujourd'hui avec son épouse Annabel Venning à Londres.

Le livre qui nous intéresse plus particulièrement est *Hunting Evil* ou *La Traque du Mal* (2009). Une enquête sur le destin des criminels de guerre nazis après la Seconde Guerre mondiale, leurs lieux d'exil, leurs contacts avec différents services secrets, l'aide qu'ils ont obtenue, la chasse dont ils ont fait l'objet de la part d'institutions et de particuliers, etc. Guy Walters y écorche au passage une figure légendaire de la chasse aux Nazis en la personne de Simon Wiesenthal. Voici l'entrevue qu'il a accordée à votre humble serviteur pour l'Histomag'44 :

À propos de Simon Wiesenthal :



Eric Giguere - À votre avis, Simon Wiesenthal est-il un mythe ou un mystificateur ?

Guy Walters - *Je ne suis pas sûr de bien comprendre la question, mais il a certainement inventé des histoires à propos de sa vie et, oui, c'est un mythomane. La presque totalité des*

faits que nous connaissons le concernant tient du mythe.

E. G. - Nourrissez-vous une rancœur personnelle à son égard ?

G. W. - *Non, car je ne l'ai jamais rencontré. Mais si je l'avais fait et sachant ce que je sais, je ne crois pas que nous aurions pu être amis !*

E. G. - Ne craignez-vous pas de faire le jeu des nostalgiques du 3^{ème} Reich en vous attaquant à l'icône Simon Wiesenthal ?

G. W. - *Non. Attaquer Wiesenthal n'est pas la même chose que promouvoir le nazisme ou nier l'Holocauste.*

À ce sujet, M. Walters a fait suivre ce lien : <http://www.thejc.com/comment/columnists/it-right-expose-wiesenthal> .

E. G. - Avez-vous fait des recherches ciblées sur Wiesenthal à partir de doutes que vous aviez sur le personnage ou est-ce lors de votre enquête que vous êtes tombé sur des informations troublantes

le concernant ?

G. W. - *Je suis tombé sur ces révélations au cours des recherches pour mon livre. Au début de mon travail, je croyais comme tout le monde qu'il était la légende qu'on a fait de lui.*

E. G. - Vous avez probablement reçu un mauvais accueil de la part des milieux juifs en vous attaquant à l'image de Simon Wiesenthal. Votre analyse deux ans et demi après la parution de votre livre ?

G. W. - *Je n'ai pas reçu tant d'impressions négatives. Je pense que les Juifs acceptent la critique envers leurs héros. Quoiqu'il en soit, plusieurs Juifs suspectaient que Simon Wiesenthal n'était qu'un menteur.*

Au sujet des différentes façons de traquer les nazis selon les groupes ou les États impliqués :

E. G. - Avez-vous connaissance de réactions d'actuels chasseurs de nazis, d'historiens, ou de services officiels type OSI (Office of Special Investigations) ?

G. W. - *Très bien reçu par tous, spécialement l'OSI.*

E. G. - Quel regard jetez-vous sur l'utilisation d'anciens nazis par, entre autres, la CIA ou les Services secrets britanniques ?

G. W. - *J'ai évoqué les raisons dans mon livre. On se préparait pour la Guerre froide et les personnes qui en connaissaient le plus au sujet des Russes étaient souvent des officiers des services secrets nazis.*

E. G. - Quel regard portez-vous sur la cour pénale internationale de La Haye ? Trouvez-vous son usage pertinent ? Considérez-vous que la CPI (Cour pénale internationale) traque le mal ?

G. W. - *Je n'ai aucune opinion à ce sujet.*

E. G. - Vous abordez peu la situation de l'autre côté du Rideau de Fer. Pourriez-vous en quelques mots, pour Histomag'44, nous donner vos impressions et quelques informations ?

G. W. - *Mon avis est que le Bloc de l'Est utilisait les Nazis de la même façon que les Occidentaux. La documentation est cependant difficile à trouver !*

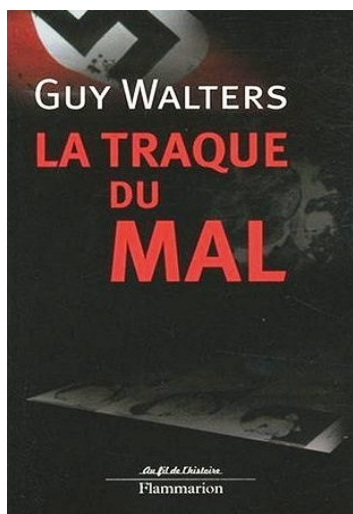
E. G. - La traque y fût-elle plus active ? Plus efficace ? Plus ciblée ? Différente suivant les États ?

G. W. - *Je ne sais pas précisément. Mais assurément les services secrets yougoslaves n'avaient aucun remords à tuer des nazis.*

E. G. - Pouvez-vous nous en dire plus au sujet de la Suisse ? Puisque vous abordez peu le cas de ce pays dans votre livre, peut-on en déduire qu'il ne fut pas ou, à tout le moins très peu, au cœur du processus d'exfiltration des criminels ?

G. W. - *Je n'en sais pas autant que je le voudrais à propos de la "Swiss connection". Bien sûr, j'ai fait mention de Rothmund, etc... dans mon livre. À ce que je sache, il n'existait pas d'organisations spécifiques pour l'exfiltration des nazis en Suisse, mais il s'agit peut-être du fruit de mon ignorance à ce sujet.*

E. G. - Comment analysez-vous les efforts de la France pour retrouver et juger les coupables ?



G. W. - *Comme plusieurs pays occidentaux, la France n'a pas fait autant qu'elle aurait pu. La France a dénoncé la protection de Klaus Barbie par les États-Unis, mais elle a, elle aussi, utilisé bon nombre d'officiers des Services secrets nazis.*

Au sujet d'Internet :

E. G. - Vous citez un autre forum consacré à la Seconde Guerre mondiale comme étant LA référence sur le net ? Connaissez-vous le forum "Le Monde en Guerre" ?

G. W. - *Non, je ne le connais pas. Mais j'aime bien ce que je vois !*

E. G. - Pourquoi avez vous renoncé à mettre en ligne un site dédié ? Pourquoi cette promesse si moderne (lien : <http://www.huntingevil.com/>) se mue-t-elle en un avatar de ces sites commerciaux qui envahissent nos écrans ?

G. W. - *Ceci n'est que la page de l'hébergeur de mon fournisseur internet (ISP). Je n'ai pas encore de site en ligne parce qu'il n'est pas prêt encore et que ça demande énormément de temps !*

Pour conclure :

Guy Walters cite l'extrait d'un article paru sur le *Jewish Chronicle Online* dont l'auteur, Daniel Finkelstein est collaborateur-associé du *Times* : <http://www.thejc.com/comment/columnists/it-right-expose-wiesenthal>

"Simon Wiesenthal's reputation is built on sand. He was a liar and a bad one at that. From the end of the war to the end of his life, he would lie repeatedly about his supposed hunt for Eichmann as well as his other Nazi-hunting exploits."

« La réputation de Simon Wiesenthal repose sur du sable. Il était un menteur et un mauvais en son genre. De la fin de la guerre jusqu'à la fin de sa vie, il aura menti au sujet de sa supposée chasse contre Adolf Eichmann aussi bien que sur ses autres exploits concernant la traque des nazis. »

E.G. - Merci beaucoup M. Walters pour le temps que vous avez consacré à répondre à ces questions. Je sais que certaines d'entre elles peuvent vous avoir embarrassé, mais dans un souci d'honnêteté envers les membres du forum, je devais quand même vous les soumettre. Pardon pour les erreurs que j'aurais pu commettre, car je ne pratique malheureusement pas la langue de Shakespeare aussi souvent que je le voudrais. Ce fut un plaisir de discuter avec vous, mes respects.

Je tiens à remercier les membres du forum "Le Monde en Guerre" qui ont rendu cette entrevue possible :

Daniel Laurent, Stéphane Delogu (Juin1944), Laurent Liégeois (Litjiboy), Jean-Michel A. (Jardin David), Jean Cotrez (Jumbo), Patrick Babelaer (Dynamo).



Simon Wiesenthal - Photo Jim Mendenhall, 1993

Le Vatican, l'Europe et le Reich d'Annie Lacroix-Riz

Par Daniel Laurent

Cet ouvrage, publié initialement en 1996 chez Armand Colin, a fait l'objet en octobre 2010 d'une nouvelle édition refondue, chez le même éditeur.

Présentation de l'éditeur :

Les « silences » prêtés à Pie XII entre 1939 et 1945 ont suscité d'inépuisables polémiques. Le présent ouvrage dépasse le cadre de la Deuxième Guerre mondiale et replace Eugenio Pacelli, nonce en Allemagne en 1917, secrétaire d'État en 1930, pape en 1939, dans le cadre général de la stratégie du Vatican depuis la fin du XIX^e siècle.

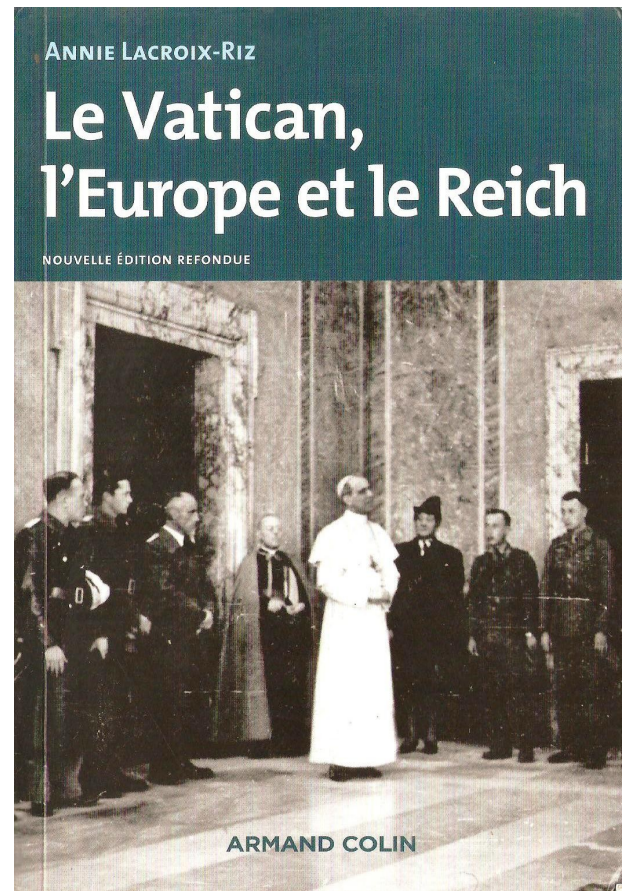
Cette nouvelle édition, revue et augmentée, s'appuie sur l'acquis des travaux précédents, souvent ignorés en France, et puise surtout aux archives inexplorées (françaises, allemandes, anglaises et américaines). Elle apporte un éclairage très neuf à l'histoire du Vatican en tant qu'institution politique, auxiliaire de premier plan de l'Allemagne et des États-Unis, devenus puissance européenne au XX^e siècle. Elle souligne la remarquable continuité de la ligne politique, financière et territoriale de la Curie romaine, à l'inverse de la thèse courante de l'antibolchevisme exclusif. Prenant en compte les découvertes majeures des quinze dernières années, elle fait le point sur l'exceptionnelle mobilisation depuis 1942 de l'ensemble de l'appareil de l'Église romaine pour le sauvetage-recyclage de masse des criminels de guerre, allemands et non allemands, à travers l'Europe et les deux Amériques.

Ce pavé de 720 pages, et en petits caractères, ne se lit pas comme un roman policier ou un ouvrage de Dominique Lormier, par exemple. Il n'est pas destiné au grand public, ainsi est le style de l'auteur et la masse de notes en pied de pages citant des références d'archives ou autres va dans le même sens.

Il est cependant difficile, quand on l'a approché avec un minimum de connaissances de cette époque et de ce sujet, d'interrompre sa lecture sauf pour aller se donner un coup de peigne tant les révélations de l'auteur ont de quoi faire dresser les cheveux sur la tête (même ceux qui, comme moi, lisent Annie avec prudence, sachant que la Curie ne pourra pas l'excommunier et pourquoi...).

Nous retrouvons dans ce livre des thèmes déjà abordés ailleurs, comme les coupables silences de Pie XII au sujet des génocides nazis et les complicités romaines dans les ignobles exactions commises par les Oustachis croates pendant la guerre ainsi que les opérations de « recyclage » de criminels nazis via le Vatican et la Croix-Rouge fort chrétienne après la fin de la guerre.

Mais cela va beaucoup plus loin : l'ouvrage nous montre, et ce dès la Première Guerre mondiale, le « favoritisme » dont les puissances germaniques ont bénéficié de la part du Vatican au nom de la lutte contre l'orthodoxie slave mais aussi contre la France des Lumières coupable de républicanisme, de laïcité et de franc-maçonnerie. Cette attitude se poursuivra entre les deux guerres et tout au long du règne du III^{ème} Reich.



délibérée qui est allemande depuis le XIX^{ème} siècle mais autrichienne avant : son option germanique est multiséculaire et l'a toujours opposée à la France à l'époque moderne, ce qui a fondé et enraciné le gallicanisme.

Ce livre fera bondir de nombreux catholiques sincères. Mis à part leur conseiller de bien faire la différence entre le Christ et ses successeurs qui ne sont que de faibles humains, nous n'avons à ajouter que, même en ne tenant compte que de la moitié des révélations que l'auteur nous livre, ils ont des questions à se poser et des faits à méditer.

Pour notre part, nous critiquerons cet ouvrage sur deux points mais, fidèle à notre tradition, nous en avons fait part à l'auteur avant la publication :

- Le cruel manque d'illustrations. La reproduction de quelques-unes des plus explosives pièces d'archives citées présenterait de l'intérêt pour les « moins sachant » et/ou les « plus doutant » des lecteurs. Il en va de même avec certaines citations de lieux ou de noms qui exigent du lecteur d'être à tout moment sur Google pour savoir d'où et de qui on parle. Bon, un livre d'Annie Lacroix-Riz ne se lit pas dans le métro, mais quand même.



ALR : il me serait difficile de ne pas concéder que je ne donne guère dans l'illustration : je ne suis pas du genre très iconographe et, chez moi, la note remplace la photo (mais l'éditeur n'avait pas envisagé d'illustrations dans la première édition, et n'y a pas davantage songé pour celle-ci – à la différence de ce qui a été fait pour « De Munich à Vichy »).

- Le style d'écriture par trop universitaire, donc peu abordable par ceux qui ne bénéficient pas d'une culture historique un peu élaborée et difficilement abordable pour les autres, sauf une maigre élite. Annie Lacroix-Riz, prise en flagrant délit d'élitisme ?

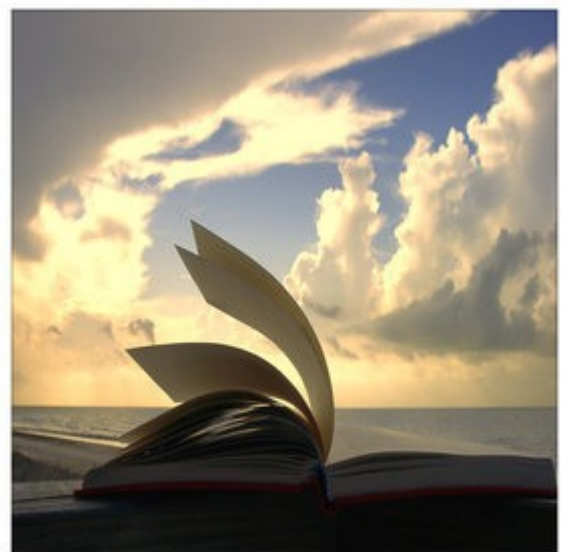


ALR : Sur une écriture strictement réservée à l'élite, je ne suis pas d'accord ; je considère la maîtrise de la langue écrite comme une obligation intellectuelle et une marque de respect envers tous mes lecteurs, érudits ou non. Nombre de ces derniers n'ont pas fait d'études approfondies, me trouvent certes un peu ardue à lire parfois, mais, ouvriers compris, consentent à l'effort requis. Pourquoi n'auraient-ils pas droit à

l'usage de l'imparfait du subjonctif, dont j'ai toujours utilisé dans mon enseignement (ravie de montrer à mes étudiants la valeur de la concordance des temps). L'effort des non-érudits est par ailleurs fortement réduit par rapport à l'édition de 1996 : j'ai taillé dans les phrases très longues, en général, et ai réécrit même quand je ne changeais pas le fond du texte.



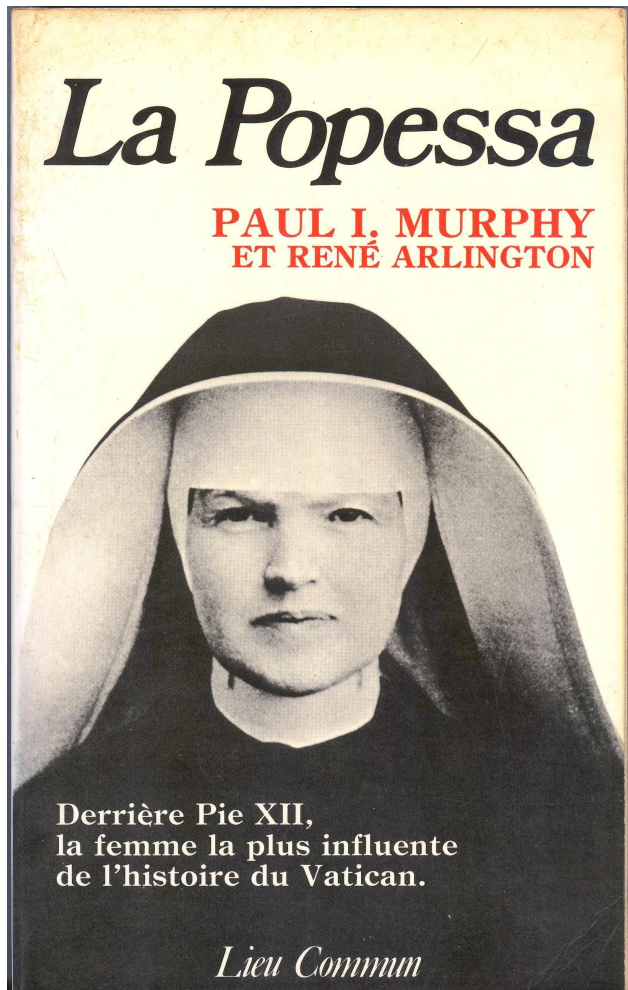
Annie Lacroix-Riz



source : casiimage

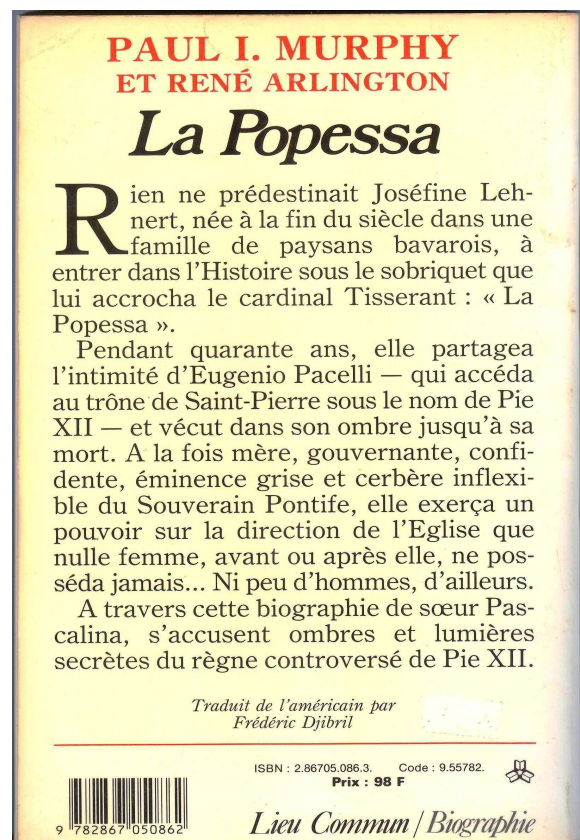
La Popessa, de Paul Murphy et René Arlington

Par Eric Giguère



Ce livre de **Paul I. Murphy** et **René Arlington** nous fait le portrait de Josefina Lehnert, fille de paysans bavarois, qui marqua l'histoire en devenant la femme la plus influente de l'histoire du Vatican. Confidente et amie d'Eugenio Pacelli, celui qui devint plus tard Pie XII, elle exerça un pouvoir sur la direction de l'Église qu'aucune autre femme ne réussit jamais à approcher ni de près ni de loin. Surnommée La Popessa par le cardinal Tisserant, elle mérita ce sobriquet par sa présence dérangement dans ce milieu d'hommes où son ascendance sur Sa Sainteté ne faisait pas l'ombre d'un doute. Jouant tour à tour le rôle de mère, conseillère, nurse, protectrice... elle exacerba à de nombreuses reprises les prélats qui eurent à se frotter à elle.

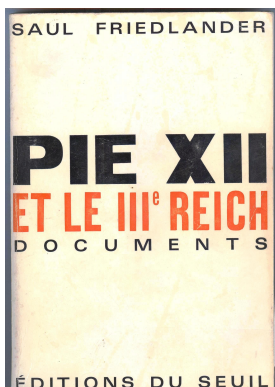
Bien que cette histoire soit très intéressante, c'est plutôt l'attitude du Saint-Père pendant la Seconde Guerre mondiale qui a retenu mon attention. Plusieurs passages du livre nous révèlent des informations pour le moins surprenantes à ce sujet. On y apprend entre autres qu'Eugenio Pacelli fut, à l'époque de la Première Guerre mondiale, nonce à Munich où il partagea le quotidien des civils en ces temps de misère. Sa sympathie pour le peuple allemand grandit encore quand les communistes prirent le contrôle de la ville en proclamant la République soviétique communiste de Bavière en février 1919. Joséphine Lehnert, devenue religieuse, avait choisi le nom de Sœur Pascalina et avait été engagée par Pacelli à la nonciature de Munich. Elle fut donc témoin de sa rencontre avec un certain Adolf Hitler. Un lien commun unissait les deux hommes : leur haine commune du bolchévisme athée. C'est donc sans surprise que Pascalina vit Pacelli remettre à Hitler une importante somme d'argent afin de l'aider dans sa lutte anti-communiste. « *Allez, écrasez les œuvres du diable, dit Pacelli à Hitler. Aidez à répandre l'amour de Dieu Tout-Puissant !* » (1) p.60



Il n'est donc pas surprenant par la suite de voir à quel point Eugenio Pacelli, devenu Pie XII, se fera discret pendant que les nazis commettront leurs crimes contre les Juifs, les Tsiganes et les Slaves sur le front Est. Si l'Église y a vu un désir d'épargner des souffrances inutiles aux chrétiens des pays occupés par le Reich, nous pouvons y déceler aussi un parti pris pour les Allemands au détriment des bolchéviques. Pie XII semble avoir vu ce conflit comme une guerre sainte et il est légitime de penser qu'il a délibérément fermé les yeux pour éviter de prendre position contre le seul rempart de l'Église pour se protéger des hordes d'athées.

C'est donc à partir des témoignages de Soeur Pascalina que ce livre a été écrit et il a piqué ma curiosité au point de vouloir en savoir plus sur l'attitude de Pie XII et du Vatican envers le III^{ème} Reich. Je me suis donc procuré le livre **Pie XII et le III^{ème} Reich** de **Saul Friedländer**.

Pie XII et le III^{ème} Reich



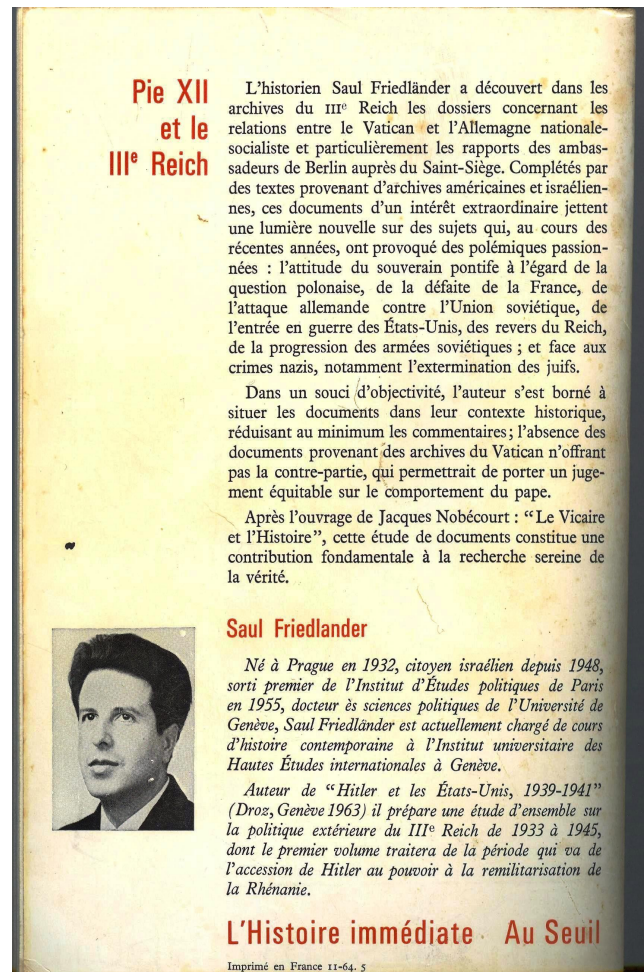
Ce document regorge d'archives du III^{ème} Reich sur l'échange de correspondance entre le Vatican et l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. On y retrouve également des échanges téléphoniques et des mémoires de personnages tels que le Dr. Carl-Ludwig Diego von Bergen et Ernst von Weizsäcker, ambassadeurs

du Reich au Vatican ; le ministre des Affaires étrangères du Reich Joachim von Ribbentrop ; Hans-Adolf von Moltke, ambassadeur du Reich à Varsovie ; Ernst Woermann, directeur de la section politique aux Affaires Étrangères du Reich ; Ciano Galeazzo, ministre des Affaires étrangères puis ambassadeur d'Italie auprès du Saint-Siège ; Mgr Alberto Giovanetti, historien officiel de Pie XII ; etc.

L'historien **Saul Friedländer** ne prend pas position et ne tente pas d'interpréter à sa façon les documents mais se contente de nous les présenter dans leur contexte historique. Ce livre souffre légèrement de l'absence des archives du Vatican qui n'étaient pas disponibles lorsqu'il a été écrit (je pense même qu'elles ne le sont pas encore de nos jours). On a souvent critiqué **Costa Gavras** en l'accusant d'avoir utilisé des raccourcis vertigineux dans son œuvre *Amen*, mais à la lecture de cet ouvrage, force est de constater que le cinéaste nous a révélé une fiction très proche de la réalité !

Pie XII était-il antisémite ? La lecture de ce livre ne permet pas d'y répondre. J'ai quant à moi pu comprendre que l'amour que portait Eugenio Pacelli au peuple allemand a fait en sorte qu'il a choisi de se taire plutôt que d'écouter une Allemagne dont il n'approuvait pas toujours les choix politiques et les méthodes drastiques. Il semble qu'il ait choisi de protéger les chrétiens d'Allemagne en ne dénonçant pas les crimes de la Wehrmacht, même si cela signifiait abandonner les Juifs à leur triste sort. C'est une opinion personnelle et libre à vous de la partager ou de la contester, mais la lecture de cet ouvrage pourrait très certainement vous éclairer dans votre travail de réflexion.

À noter que **Les Éditions du Seuil** suggèrent également **Le Vicaire et l'Histoire** de **Jacques Nobécourt** comme complément à l'œuvre de **Saul Friedländer**.



Les militaires dans la Résistance

Ain - Dauphiné - Savoie

1940-1944



688 pages

Format : 17 x 24 cm

Une centaine d'illustrations
(inédites pour la plupart)

Parution : décembre 2010

Prix en souscription (jusqu'au
31 décembre 2010) : **23 euros** (+ port)

Uniquement par correspondance, sur retour du
coupon ci-dessous, accompagné du règlement

Prix après parution : 30 euros

De 1940 à 1944, plusieurs dizaines de milliers de militaires, de tous grades, de toutes origines et de toutes sensibilités, ont rejoint le combat de la Résistance intérieure, prenant leur part dans le relèvement de la France.

Ils apportèrent à la Résistance leurs qualités propres de patriotisme, de rigueur et de connaissance du métier des armes. Ils reçurent en retour la force d'un lien armée-nation, ainsi qu'une forme de respect et de fraternité, forgées et nourries dans les épreuves.

À la Libération, silencieux par devoir de réserve, par modestie, ou par méfiance pour les tentatives de récupération politique et de détournement des idéaux de la Résistance, peu d'entre eux cherchèrent à se prévaloir de cet engagement. Du reste, beaucoup, dès le lendemain de la guerre se trouvèrent engagés hors de la Métropole. Ceci eut pour conséquence de minimiser leur rôle aux yeux de l'opinion. Pourtant, dans les seuls rangs de l'Organisation de résistance de l'armée, 2.400 militaires périrent, tués au combat ou morts en déportation. Sans oublier les représailles subies par les familles.

Cet ouvrage contient les actes du colloque international *Les militaires dans la Résistance en Ain-Dauphiné-Savoie* organisé à Grenoble en 2008, qui s'était fixé pour tâche de combler cette lacune historique.

Ce livre de référence est accompagné de nombreuses annexes et d'un dictionnaire biographique de plus de 200 fiches, disponibles sur CD-Rom ou en tirage numérique (voir le bon de commande).



Les militaires dans la Résistance - Ain - Dauphiné - Savoie 1940-1944

Bon de réservation

Nom & prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Je réserve exemplaire(s) du livre *Les militaires dans la Résistance*,
au **tarif de souscription de 23 euros** l'unité (prix valable jusqu'au 31 décembre 2010)

Je réserve exemplaire(s) du dictionnaire biographique accompagnant l'ouvrage,
au tarif de **15 euros** l'unité

Je souhaite recevoir ce dictionnaire biographique :

sur CD-Rom (dictionnaire biographique + annexes) - en livre (impression numérique, sans les annexes)
cocher la case correspondant à votre choix - à défaut, vous recevrez le CD-Rom

Frais de port : ajouter **4 euros** par commande

Total : euros, que je règle par chèque joint à ce bon de réservation
Ce chèque ne sera encaissé qu'une fois que vous aurez reçu votre commande

Ce bon de réservation est à retourner par courrier postal avec votre règlement à :

Éditions Anovi - La Maison Rouge - 37220 Avon-les-Roches

Vous pouvez également commander par e-mail : contact@anovi.fr